

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

M 0147 - 08130 - 4.50 F

3790147004500 . 08130

HENRI BEHAR.
(Lire la suite page 12.)

CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

25. La nuit du 4 août

Parallèlement à la Grande Peur, la révolte paysanne, qui couvait déjà depuis plusieurs mois, éclate. Objectif : en finir avec la féodalité, avec tous ces impôts, toutes ces obligations, tous ces privilèges ancestraux. Dans les campagnes, la violence est à son comble : châteaux incendiés, meurtres, enlèvements... Devant la situation, l'Assemblée nationale, qui n'était guère pressée d'aborder le sujet, va s'efforcer de mettre un terme à l'émeute. Deux députés de la noblesse proposent que celle-ci renonce à une partie de ses droits. Et chacun de rivaliser dans l'abandon des privilèges. En cette nuit du 4 août, l'Assemblée, électrisée, retrouve une belle unanimité, proche de l'état de grâce.

par MICHEL WINOCK

LES « brigands » n'étaient que dans les têtes, mais une autre inquiétude, autrement fondée, et que la Grande Peur a redoublée, parcourait les provinces : celle de la révolte paysanne. Au cœur de la Révolution générale, qui visait au premier chef l'abolition des privilèges, se trouvait la révolte des paysans, une révolution populaire, plus ou moins autonome, menaçait déjà de déborder l'œuvre de l'Assemblée nationale dans les villes ; la fin de juillet et le début d'août virent l'explosion d'un mouvement parallèle, ayant ses caractères propres, et dont les campagnes retentirent durant plusieurs semaines.

Depuis le printemps, la crise des subsistances avait vu les espoirs de la convocation des États généraux, avaient entraîné de nombreux paysans à l'insurrection, au refus de payer redevances, taxes et impôts. La nouvelle de la prise de la Bastille ne fit qu'aviver leur désir d'en finir avec les « droits féodaux » qui pesaient sur leurs travaux et leurs jours. Quand bien même ils étaient propriétaires de leurs champs (on estime qu'à la veille de la Révolution la paysannerie détenait environ 40 % de la terre), ils devaient acquiescer au nom d'une propriété éminente, dont la justification remontait à la nuit des temps, de multiples redevances à leurs seigneurs, sans compter la dîme pour l'Eglise et les impôts pour le roi. En fin de compte, la « féodalité », c'était d'abord, pour les paysans, se libérer de ce fardeau ancestral. Mouvement de révolte, celui des campagnes, car la communauté paysanne n'est pas homogène (les « riches laboureurs » ne donnent pas leurs terres aux journaliers), mais, au cours du printemps et de l'été 1789, le mot d'ordre antiféodal peut faire l'unanimité.

La rumeur du « complot aristocratique » a encore soufflé sur le feu anti-seigneurial. En juillet, après les événements parisiens, plusieurs provinces brûlent : le Dauphiné, le Mâconnais, la Franche-Comté, le Bocage normand. Le moment est bien choisi, c'est en cette saison que sont perçus d'ordinaire les droits les plus lourds, aussitôt après les moissons : fermage, champarts, tierces, terage, agriens, adjudication des dîmes ou début de leur ramassage.

L'assaut qu'on donne aux châteaux a certes pour but la destruction des terres et autres parchemins justifiant les titres seigneuriaux ; mais c'est aussi aux greniers qu'on s'en prend. Autrement dit, la féodalité n'est pas seule en cause. Dans les violences qui se déclenchent alors, la part qu'y prennent les paysans sans terre laisse planer un danger évident : la grande alliance des roturiers — possédants et indigents — contre les ordres privilégiés risque de voler en éclats dans la reconnaissance de la guerre séculaire entre les pauvres et les riches.

Arthur Young est dans la région de Beaune le 27 juillet. Il y rencontre la garde bourgeoise avec la cocarde tricolore. Elle est arrivée à la demande d'un paysan, « riche propriétaire », pour protéger sa maison, dans un village où les incendies de la disette ont pillé. Le voyageur décrit le glissement — des seigneurs, on passe vite aux riches.

« Les méfaits commis dans le pays, du côté des montagnes et de Vesoul, sont nombreux et horribles. Bien des châteaux ont été brûlés, d'autres pillés, les seigneurs traqués comme des bêtes sauvages, leurs femmes et leurs filles enlevées, leurs papiers et leurs titres mis au feu, tous leurs biens ravagés ; et ces abominations n'ont pas atteint des personnes marquantes, que leur conduite ou leurs principes auraient rendus odieuses ; c'est une rage aveugle, sans distinction de personne, c'est la soif du pillage. »



Dans la nuit du 4 au 5 août 1789, l'Assemblée nationale décrète l'abandon de tous les privilèges. Une nuit immortalisée ici par Helmann, d'après Monnet.

L'historien de la Grande Peur en Dauphiné, P. Conard, nous décrit, lui, une scène qui se déroule, le 30 juillet, sur la place publique de Saint-Alban. Le notaire, M^r Antoine Bertray, qui est aussi châtelain, entouré de quelques notables, dont le curé du village, harangue la population. On a d'abord parlé de brigands, dit-il en substance, et les brigands n'ont pas paru. Mais voici que cette « fausse alarme », cette « terreur panique » a suscité des horreurs. « Au calme qui devait suivre la disparition du danger a succédé un désordre affreux ; et, je peux le dire, un brigandage inouï ; mais, dites-vous, la cause en est connue et elle est juste, je vous entends. Le poids de la féodalité, dites-vous encore, pesait sur vos têtes, et vous en avez voulu secouer le joug ; très bien ! Seulement, dit le notaire, il y avait une voie « plus douce » que l'usage du fer et du feu. Et il achève la sentence en formulant des résolutions pour « la conservation des propriétés » et « la tranquillité publique ».

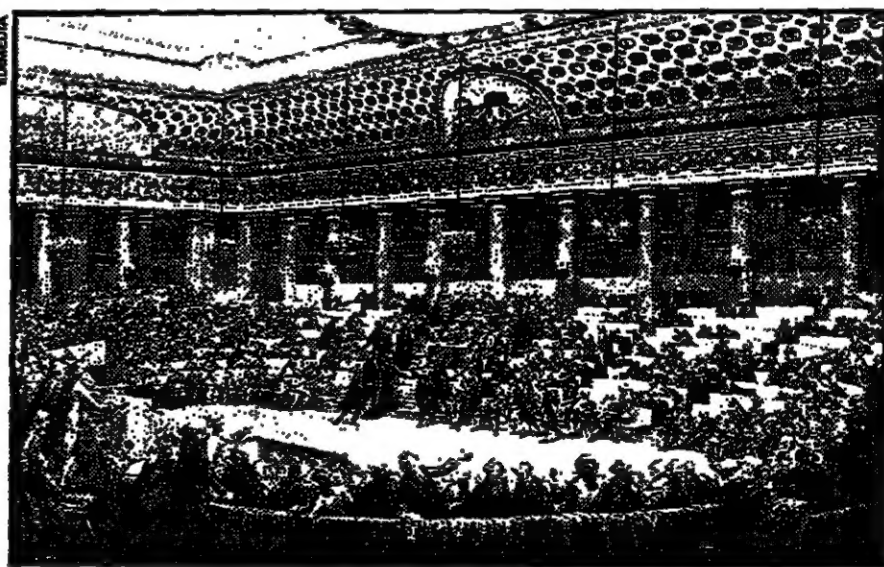
AINSI, ce n'était pas seulement « l'abbé et le noble » qui pouvaient se sentir menacés : outre les roturiers qui vivent d'une manière ou d'une autre de la machine « féodale », tous ceux qui donnent prise à l'accusation, fondée ou non, d'« accapareurs » sont mis en danger par le soulèvement paysan. De même que dans les villes, les milices bourgeoises, vite constituées au lendemain du 14 juillet, se sont employées au retour à l'ordre, de même les notables des campagnes, gens de loi ou riches fermiers, prenant à cœur d'éteindre un incendie qui risque de gagner leur propre toit.

Les possédants du Tiers et les nobles ont ainsi quelque raison de faire front contre le déclenchement d'une violence paysanne devenue « aveugle ». Les milices bourgeoises et l'armée mêlent leurs forces dans la répression. Dans le Mâconnais, vingt-six paysans lasurgés sont jugés par un tribunal improvisé et condamnés à être pendus. « Dure alliance de la peur », nous dit Jean-Pierre Hirsch, dans son livre *La nuit du 4 août*. Déjà Georges Lefebvre, qui s'était fait l'historien de la révolution paysanne, nous avait mis en garde contre l'idée trop courante d'un Tiers Etat soudé contre la Cour et l'aristocratie. Bien des membres de la Constituante, quoique roturiers, bénéficiaient du régime « féodal » : des juges, des feudataires, des receveurs, des hommes d'affaires des seigneurs. « Au surplus, les nobles n'étaient plus seuls à posséder des seigneuries : il en était passé aux mains des bourgeois. » En clair, l'abolition des droits féodaux n'avait pas été considérée comme l'une des urgences de l'Assemblée nationale.

Ce sont les journées enfiévrées du mois de juillet 1789, l'anarchie généralisée, la peur qui s'ensuit, qui vont, plus que le danger initial de la banqueroute, provoquer la célèbre « nuit du 4 août ». Il fallait, pour mettre un terme aux ravages des châteaux, aux pillages tous azimuts et aux émeutes des pauvres, trouver une solution à la mesure du bouleversement en cours. Première visée, la noblesse prend l'initiative : deux des siens, le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon, proposent qu'elle renonce à une partie de ses droits.

La démolition de l'aristocratie est alors sensible. La capitulation du roi, le début de l'émigration déclenchée par le comte d'Artois et, là-dessus, l'insurrection paysanne contre les châteaux ont ébranlé les caractères les plus vaillants.

Le duc de Castries nous a raconté l'histoire de son aïeul, le maréchal, qui s'était



retiré le 13 juillet dans son château d'Ollainville, près d'Arpajon, où sa population l'avait mis à l'abri de tout risque. Le 27 juillet, il s'était avisé d'aller prendre les eaux à Bourbonne, selon son habitude, en compagnie de sa fille. Or, à peine 20 kilomètres parcourus, son équipage est pris d'assaut par les habitants de Menancy, qui brandissent piques et faux. Le maréchal de Castries fait reculer les assaillants, en rappelant ses services rendus à la patrie, mais l'un d'eux, d'un mot, résume l'ineffable : « C'est un aristocrate ! ». Finalement, grâce à l'éclatement d'un orage opportuniste, la berline peut échapper à ses agresseurs. Au même moment, Arthur Young, en voyage dans l'est du pays, doit sans arrêt prouver à ceux qui l'arrêtent et le suspectent qu'il est du « tiers », pour continuer son chemin. La haine de l'aristocratie s'était répandue en même temps que le mythe du « complot » qu'elle avait ourdi contre la nation.

Le marquis de Ferrières, député du bailliage de Saumur, a laissé une page terrible sur la « fureur du peuple » : « Cent cinquante châteaux dans la Franche-Comté, le Mâconnais, le Beaujolais étaient déjà brûlés ! L'incendie menaçait de consumer toutes les propriétés... Parlerai-je des meurtres, des atrocités commises contre les nobles ? »

Oui, il en parlera : il décrit l'un coupé en morceaux devant sa femme prête d'accoucher, l'autre suspendu dans un puits ; ici, on brûle les pieds ; là, on arrache les sourcils et les cheveux ; partout, on utilise la contrainte des armes, le pistolet ou la fourche... « Ces odieux moyens, dit-il, préparaient la séance du 4 août. Ce fut entourée des cadavres des nobles massacrés à la sueur des flammes qui consumèrent leurs châteaux que l'Assemblée prononça les décrets violant les droits sacrés d'une propriété légitime ! »

L'INITIATIVE, disions-nous, est pour tant venue de deux membres de la noblesse, dont l'un, le duc d'Aiguillon, était un des grands du royaume. Moins bornés sans doute que le marquis de Ferrières, ils jugeaient que, dans pareille situation de détresse, le bon sens était du côté de sauver le principal. La noblesse avait déjà, comme le roi, subi une défaite, en étant contrainte de renoncer au vote par ordre. Elle s'appropriait à faire un nouveau sacrifice, à certaines conditions : l'important pour

elle était d'être assurée de garder la prééminence dans l'Etat et dans la société.

Toutefois, il serait erroné de ne voir dans la folle « nuit du 4 août » que l'effet d'un savant recul tactique de la part des privilégiés. A partir du moment où le vicomte de Noailles a pris la parole, l'Assemblée, électrisée, chauffée par les interventions qui se succèdent, est partie peu à peu à l'incendie. Les députés n'appartenaient pas à des partis organisés, aux votes disciplinés, aux consignes contraignantes.

On a dit les premiers signes d'un conditionnement par l'extérieur, les tribunes, le Palais-Royal, la rue... Néanmoins, la plupart des députés sont pénétrés par la grandeur de leur mission. Une dynamique de la générosité pour gagner leurs rangs aussi bien que la contagion de la peur. Nul doute, sauf à le regretter le lendemain, qu'ils portent, à certaines minutes, leurs vues plus haut que leur intérêt personnel et immédiat. On peut sourire de l'enthousiasme des contemporains ; on peut à loisir minimiser l'événement, montrer les limites des résolutions, décrire les défenses de classe derrière les proclamations de fraternité. Il n'empêche : l'histoire parlementaire a connu dans cette nuit quelques-unes de ses plus grandes heures.

La séance de nuit du mardi 4 août a été ouverte sous la présidence nouvelle du député breton Le Chapelier. La veille, on avait lu un rapport sur les troubles des provinces. Une commission avait été chargée d'un projet d'arrêtés visant le retour à l'ordre. L'arrêt en fait la lecture. Il y est question de garder les lois anciennes et les impôts d'ici tant que l'Assemblée ne les aura pas changés.

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Vendredi 12 août : « La nuit du 4 août », avec Jacques Solé.

Lundi 15 août : « Le plomb vole, l'argent manque », avec Jacques Solé.

Lecture faite de ce texte qui accorde un suris au passé, le vicomte de Noailles demande la parole : « Le but du projet d'arrêtés que l'Assemblée vient d'entendre est d'arrêter l'effervescence des provinces, d'assurer la liberté publique, et de confirmer les propriétés dans leurs véritables droits. Mais comment peut-on espérer d'y parvenir, sans connaître quelle est la cause de l'insurrection qui se manifeste dans le royaume ? Et comment y remédier sans appliquer le remède au mal qui l'agite ? »

Pour ramener la « tranquillité publique », Noailles préconise quatre résolutions : 1. l'égalité devant l'impôt ; 2. l'accessibilité des charges publiques à tous les Français ; 3. le rachat des droits féodaux par les communautés ; 4. l'abolition des corvées seigneuriales, des mainmortes « et autres servitudes personnelles ». Les deux premiers points avaient déjà été annoncés par le roi lui-même ; mais les deux suivants, voilà la nouveauté que l'Assemblée accueille sans ménager son émotion.

A la suite de Noailles, le duc d'Aiguillon prononce un grand discours pour appuyer et détailler les idées de son collègue. Oui, il faut mettre un terme aux horreurs dont les provinces sont le théâtre, en arrachant le mal à la racine. L'orateur trouve une excuse aux agissements du « malheureux cultivateur » dans les vexations qu'il endure (moins, il est vrai, de la part des propriétaires de fiefs que de leurs agents, souvent impitoyables). Aussi faut-il en arriver à l'égalité des droits. Cependant, comme des droits féodaux sont des droits historiques et légitimes, ils doivent être rachetés. Et J.-P. Hirsch de se prêter à un malin calcul : le remboursement, proposé à trente fois l'année commune, pourra trouver un placement aisé à 3,33 % l'an. L'affaire n'était pas mauvaise. Certes, mais, si les fortunes étaient préservées, un principe inique était détruit. Outre que le rachat des droits féodaux n'aurait jamais lieu (mais qui pouvait alors le savoir ?), on ne pouvait pas minimiser la portée de

« Jamais, sans doute, aucun peuple n'a offert un tel spectacle ; c'était à qui offrirait, donnerait, remettrait aux pieds de la nation [...]. Grande et mémorable nuit ! On pleurait, on s'embrassait. Quelle nation ! Quelle gloire, quel honneur d'être Français ! »

L'offre ; qu'elle fût assortie d'une clause de sauvegarde était, du reste, assez politique. Saint-Just, qui n'est pas un tîde, explique ainsi : « Les droits utiles ont été rachetés, parce que le mal s'était à la longue érigé en machine, qu'on devait limer lentement, mais qu'il eût été funeste de rompre. »

EN tout cas, voilà l'Assemblée entraînée, emportée, soulevée par le bruit des cailloux et la clameur des concessions. Tour à tour, nobles et évêques veulent sacrifier sur l'autel de la nation les profits qu'ils tirent des abus. Qu'on en finisse avec les privilèges pécuniaires ! l'Inégalité fiscale ! le monopole de la chasse ! les colportiers ! la confiscation des places !...

Un député du Tiers, Le Guen de Kérangal, en appelle à la destruction de tous les titres humiliants, comme ceux qui obligent les vassaux « à passer les nuits à battre les épieux pour empêcher les grenouilles de troubler le sommeil de leurs voluptueux seigneurs ». En plus des privilèges personnels, le marquis de Blacons, dans « l'esprit de Vézille », a demandé l'abandon des privilèges de toutes les provinces. L'archevêque de Paris a proposé un *Te Deum* dans la chapelle du roi, le duc de Liancourt une médaille pour perpétuer l'événement, et le comte de Lally qu'on proclame Louis XVI « restaurateur de la liberté française ». Tout sera décrété en bonne et due forme le 11 août.

Qu'en dit notre témoin Duquesnoy ?

Eh, notre député, ému aux larmes ! « Jamais, sans doute, aucun peuple n'a offert un tel spectacle ; c'était à qui offrirait, donnerait, remettrait aux pieds de la nation [...]. Grande et mémorable nuit ! On pleurait, on s'embrassait. Quelle nation ! Quelle gloire, quel honneur d'être Français ! »

Mais aussi, dit-il plus loin : « Quel moyen de faire taire les incendiaires et les déclamateurs ? Car la nuit du 4 août doit être comprise à travers ses deux réalités : un élan de réconciliation nationale, vrai, généreux, exemplaire (les échos de cette nuit retentiront dans toute l'Europe) ; et la défense intelligente de la propriété. Non pas la fin des « classes », comme le croyait Michelet, mais la fin de l'ordre ancien.

Prochaine chronique :
Le plomb vole,
l'argent manque !
(Août 1789.)

Déclaration d'indépendance, gouvernement en exil, mandat international ?

Pour l'OLP, l'heure est venue de faire un « choix stratégique »

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Déclaration d'un Etat palestinien indépendant, gouvernement en exil, mandat international sur les territoires occupés : l'OLP, mise au défi par la décision du roi Hussein de se désengager de Cisjordanie, est à l'heure des choix. Quelles qu'en soient les raisons et les arrière-pensées, le retrait jordanien constitue, d'un point de vue politique, une victoire pour la centrale palestinienne qui est largement dû aux « Palestiniens de l'intérieur », dont le mouvement est sans aucun doute à l'origine de ce développement historique dans la région.

Mais encore faut-il que ce pas positif acquis sur un allié arabe puisse se concrétiser au niveau international, et, à cet égard, la balle est incontestablement dans le camp de l'OLP. « Or, comme le disait à Amman un responsable palestinien, toute solution envisagée ne peut qu'aller de pair avec des concessions politiques. Un gouvernement en exil ne doit pas être une fin en soi, il doit s'accompagner d'un plan de paix palestinien ».

Jusqu'où peut et est prêt à aller aujourd'hui l'OLP ? C'est toute la question. En fait, toutes les solutions tournent plus ou moins autour du problème de la reconnaissance de l'existence d'Israël, un pas que s'est toujours refusé à franchir explicitement la centrale palestinienne avant d'avoir la moindre garantie d'un acquis politique en retour.

Un mort, deux blessés dans les territoires occupés

Un Palestinien de vingt-trois ans a été tué, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 août, dans le camp de réfugiés de Maghazi à Gaza, alors qu'il tentait avec d'autres Palestiniens armés de haches et de chaînes de s'attaquer à une patrouille israélienne. Un autre a été blessé lors de l'incident. Un Palestinien de dix-sept ans avait été blessé, jeudi, par les tirs d'une patrouille israélienne dans la région de Jéricho. Les soldats étaient venus disperser une manifestation au village de Yalad. D'autre part, une Palestinienne du village de Beit a été condamnée, jeudi, à deux ans de prison dont huit mois de détention ferme pour avoir gravement blessé à coups de pierres un colon israélien qui avait abattu son frère. Enfin, M. Ibrahim Sous, représentant de l'OLP en France, a déclaré, jeudi à Antenne 2, que la décision jordanienne « donne un nouveau souffle au soulèvement ».

— (AFP.)

Confrontés aux réalités quotidiennes, les Palestiniens de l'intérieur ont, pour leur part, tranché, et on ne cache pas que le débat lancé dans les territoires occupés sur une éventuelle déclaration d'indépendance vise avant tout à pousser les dirigeants de l'extérieur vers une reconnaissance explicite de l'existence d'Israël. Il est significatif que le récent document de M. Bassam Abou Charif (le Monde du 1^{er} juillet), qui recommandait des négociations directes avec Israël dans le cadre d'une conférence internationale pour aboutir à la reconnaissance de deux Etats, un palestinien et un israélien, ait été accueilli dans les territoires occupés comme la première concrétisation politique du soulèvement et qu'il ait reçu pour cela un accueil quasi unanime.

Pour les Palestiniens de l'intérieur, dont le débat a précédé la décision du roi Hussein, celui-ci est venue idéalement dans le temps, puisqu'elle contraint l'OLP à remplir sans doute plus vite que prévu le vide politique ainsi créé. Cette demande pressante de l'intérieur ne peut être totalement ignorée par les instances de l'OLP.

En confiant à une commission juridique et politique l'étude minutieuse de tous les projets envisagés et en convoquant le Conseil national palestinien (Parlement en exil) pour prononcer un choix clair, l'OLP a d'ailleurs pris conscience de l'importance de l'enjeu. Les consultations entreprises auprès des gouvernements arabes et des Etats amis visent aussi à s'assurer que l'OLP recevra en retour des appuis internationaux pour de futures négociations, sans lesquels toute concession préalable serait inutile.

Clarifier le jeu

Déclaration d'indépendance ou gouvernement en exil impliquent, quelles que soient la définition et les limites choisies, la délimitation de l'Etat, et donc, *a contrario*, la reconnaissance des frontières de l'Etat d'Israël.

Qu'elles soient celles de 1947 ou celles de 1967, il n'est pas encore la question. Le fait que l'éventualité d'un gouvernement en exil ait reçu l'appui de la plupart des organisations de l'OLP semblerait indiquer que l'heure du réalisme a sonné chez beaucoup, même s'il faut s'attendre à des débats houleux.

Mais le fait aussi que l'on reparte aujourd'hui du plan de partage de 1947 n'est-il pas la meilleure illustration de l'impuissance du monde arabe, depuis plus de quarante ans, à faire prévaloir ses droits ? Quelles qu'en soient les causes, il est temps d'en tirer les conséquences.

Le moment n'est pas le plus mauvais pour l'OLP, dans la mesure où le soulèvement dans les territoires occupés lui a redonné une crédibilité

FRANÇOISE CHIPPAUX.

● Une dégradation de l'OLP à Amman. — Une dégradation de l'OLP est arrivée à Amman, le jeudi 11 août, pour s'entretenir avec les responsables jordaniens de la décision du roi Hussein de rompre ses liens légaux et administratifs avec la Cisjordanie, a-t-on appris de source palestinienne informée à Amman. La délégation est dirigée par M. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), membre du comité exécutif de l'OLP, qui est assisté d'un autre membre de ce comité, M. Abdelhak Housni, et du journaliste politique de Yasser Arafat, M. Hani Al-Hesani. — (AFP.)

Tandis que la trêve paraît respectée dans le Golfe

Téhéran rappelle que la « question irano-irakienne » n'est pas réglée

La trêve de facto instaurée sur les fronts irano-irakiens était respectée, le vendredi 12 août en fin de journée, soit huit jours avant la date officielle du cessez-le-feu. A Téhéran, l'équipe d'observateurs canadiens des Nations unies arrivée en « avant-garde » a eu de premiers entretiens avec les responsables iraniens sur les modalités d'application du cessez-le-feu.

Un porte-parole de l'ONU a confirmé, jeudi à New-York, la nomination du général yougoslave Slavko Jovic comme commandant en chef du groupe d'observateurs chargé de superviser l'armistice. Ce général, âgé de cinquante-huit ans, était jusqu'à maintenant chargé des relations avec les missions militaires étrangères à Belgrade.

C'est un ancien résistant qui participe dès l'âge de quatorze ans à la lutte anti-nazie dans son pays. Il est l'occasion de servir plusieurs fois à l'étranger, notamment lors d'une mission au Sinaï pour le compte de l'ONU et comme attaché militaire au Soudan.

La trêve observée sur le front n'empêche pas certaines accusations entre les deux belligérants. Ainsi, l'Irak a accusé jeudi l'Iran d'avoir bombardé ses positions militaires les 10 et 11 août à coups d'obusiers, de mortiers et de missiles. Un communiqué publié par la mission permanente de l'Irak à l'ONU affirme que les positions du troisième corps d'armée irakien ont été bombardées dans le secteur de Bassorah, au sud du pays, et celles du septième corps d'armée irakien sur la péninsule de Fao. Le communiqué accuse encore l'Iran d'hostilités dans le secteur nord du front.

C'est la première fois que Bagdad accuse Téhéran de bombardements depuis l'annonce lundi d'un cessez-le-feu. Mercredi, l'ambassadeur d'Irak aux Nations unies, Mohammad Ali Mahallati, avait tenu à protester auprès du secrétaire général contre des violations de

l'espace aérien iranien par l'aviation irakienne. Celle-ci, avait-il affirmé, avait franchi le mur de son au-dessus de cinq villes d'Irak à deux reprises (le Monde du 12 août).

Moscou et les flottes de guerre

Téhéran a également accusé à nouveau l'Irak d'avoir utilisé récemment — le 2 août — des armes chimiques. A cet égard, un porte-parole de l'ONU, M. Francis Giuliani, a confirmé jeudi que M. Javier Perez de Cuellar envoyait une mission d'enquête sur les allégations de nouvelle utilisation d'armes chimiques contre l'Irak. Cette mission d'enquête de quatre membres était en train de se rassembler « en Europe » jeudi et devait partir aussitôt pour l'Irak où elle passera deux ou trois jours.

Elle est composée du chercheur suédois Erik Dahlgren, du colonel suisse Ulrich Imobersteg, du docteur néerlandais At Van Heist, et d'un responsable des Nations unies pour les affaires de désarmement à Genève, M. Vicente Berastegui.

Dans un discours diffusé par Radio-Téhéran, le président iranien, l'hojatoleslam Ali Khamenei, a estimé jeudi que Téhéran ne considère pas encore comme « réglée » la « question irano-irakienne ». Le président a affirmé : « La guerre est en apparence terminée, mais nous ne pouvons avoir confiance en l'ennemi ». L'Irak « a prouvé qu'il ne respectait aucun principe humanitaire », et donc « nous ne pouvons pas considérer l'affaire comme achevée ».

● A BAGDAD, M. Massoud Radjavi, chef du mouvement des Moudjahidines du peuple, l'opposition irakienne basée en Irak, a réaffirmé l'intention de son mouvement de poursuivre sa « lutte » contre le régime irakien.

LIBAN

La milice chrétienne en état d'alerte à l'approche de l'élection présidentielle

A mesure que l'on s'approche de l'échéance de l'élection présidentielle au Liban, dont la date reste à fixer, la nervosité s'accroît à Beyrouth. Selon la Constitution, le scrutin doit avoir lieu avant le 23 septembre, terme du mandat du chef de l'Etat sortant, M. Amin Gemayel.

La milice chrétienne des Forces libanaises (FL) a été mise en état d'alerte, le jeudi 11 août, pour se préparer à l'annonce de la candidature de M. Soleiman Frangie qu'elle considère comme inacceptable, à assurer une source des FL. Selon cette même source, les miliciens chrétiens ont été consignés, les permissionnaires rappelés et « la mobilisation est maximum ». Cependant aucun barrage n'a été signalé dans les rues des secteurs, dont les FL partagent le contrôle avec l'armée : l'est de Beyrouth et les régions au nord de la ville.

Cette décision a été prise par le commandant en chef des FL, M. Samir Geagea, convaincu, sur la base d'informations sûres, selon cette même source, que l'ancien président Frangie, chef de file pro-syrien des chrétiens maronites du Liban-Nord, ferait acte de candidature dans les semaines à venir. Toutefois M. Frangie ne prendra une décision définitive concernant sa candidature à la magistrature suprême qu'après la tenue de la date du scrutin, a affirmé jeudi un de ses conseillers.

Lors d'un rassemblement mardi dans une des bases du mouvement en Irak, M. Radjavi a affirmé qu'une paix durable ne pouvait être instaurée « sans le renversement de l'actuel régime iranien et le rétablissement de la liberté et de la souveraineté nationale ». Il a estimé que les opérations menées par son mouvement en Iran avaient « mis en danger le régime au pouvoir, le forçant à accepter la résolution 598 du Conseil de sécurité ».

● A MOSCOU, M. Piotr Demichev, premier vice-président du Soviet suprême, a déclaré qu'il fallait libérer la région du Golfe de la présence navale des pays non riverains. M. Demichev s'est prononcé pour un « règlement global, équitable, stable et honorable » de cette guerre, a rapporté l'agence soviétique. Il a rappelé que les propositions de l'URSS à propos du Golfe sont toujours valables. Moscou, qui a envoyé des bâtiments de guerre pour escorter ses pétroliers louchés par le Koweït afin d'exporter une partie de son pétrole, a toujours dénoncé l'arrivée de la flotte de guerre des Etats-Unis dans la région et demandé la constitution d'une flotte des Nations unies pour garantir la liberté de navigation.

● A PARIS, quelques dizaines de personnes se sont rassemblées jeudi sur le parvis des Droits de l'homme au Trocadéro pour protester contre les récentes exécutions de dirigeants communistes iraniens.

Selon le Parti Toudch (communiste) cinq dirigeants communistes dont quatre membres du Toudch ont été exécutés à Téhéran le 20 juillet, soit le lendemain de l'acceptation par l'Iran de la résolution 598 du Conseil de sécurité. Un verdict d'exécution de soixante-dix prisonniers politiques aurait été récemment confirmé et cinquante-cinq détenus sont transférés dans des cellules individuelles en attendant leur exécution. — (AFP, Reuter.)

Diplomatie

Le Sénat des Etats-Unis lance une mise en garde aux alliés

(Suite de la première page.)

Le projet du Sénat devra être concilié avec celui déjà adopté par la Chambre des représentants qui, lui, ne contient pas de clauses similaires concernant les troupes américaines à l'étranger. Les textes, qui énumèrent les dépenses de l'année, sont différents du budget-autorisation de programme du Pentagone qui a été récemment approuvé par les deux Chambres et auquel le président Reagan a opposé son veto le 3 août, en raison notamment du trop faible montant alloué selon lui au programme de défense spatiale, FIDS. Le texte devra ainsi revenir devant le Congrès où une majorité des deux-tiers est requise pour passer outre au veto présidentiel.

C'est dire que les questions de défense et de politique étrangère, avec notamment le problème de

l'aide à la Contra, vont devenir des sujets de débat à l'automne, au plus fort de la campagne pour l'élection présidentielle. Du côté républicain, on tente de tirer argument du manque d'expérience de M. Dukakis en politique étrangère ; d'une façon plus générale, le président Reagan accuse les démocrates de sacrifier à des considérations électoralistes en proposant des restrictions budgétaires qui risquent d'affaiblir la puissance militaire américaine.

La question du « burden sharing » au sein de l'OTAN n'est que l'un des aspects de ce débat. Elle a fait l'objet de plusieurs rapports et de diverses interventions « musclées » au Congrès américain, comme celle de Mlle Pat Schroeder, présidente du sous-comité des forces armées de la Chambre des représentants, qui réclamait un retrait partiel des

300 000 soldats américains stationnés en Europe.

Une discussion plus serrée est d'autre part engagée depuis plusieurs mois déjà dans les instances de l'OTAN. Les ministres de la défense des pays membres de l'Organisation (à l'exception de la France qui ne fait pas partie du commandement militaire intégré) ont d'ailleurs lors de leur première réunion, en mai à Bruxelles, commandé à leurs experts une étude détaillée qui devrait être achevée en décembre 1988.

Les Européens contestent les chiffres avancés par les représentants américains. Ils font valoir notamment que les dépenses militaires américaines évoluent en dents de scie et qu'ils ne sont pas à la traîne des Etats-Unis de ce point de vue si l'on considère une assez longue période, d'une quinzaine d'années par exemple. Ils font valoir aussi que la contribution de chacun ne peut se mesurer uniquement en termes de budgets militaires.

Ce débat sur le « burden sharing » est en demeurant récurrent. Il réapparaît régulièrement, soit à l'occasion d'un débat politique interne aux Etats-Unis, soit quand se fait sentir la nécessité d'une redéfinition politique ou stratégique comme celle qui à l'avenir devrait porter sur le partage des rôles entre l'Europe et les Etats-Unis.

C. T.

★ Renseignements : ACCT, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris, tél. : (1) 45-75-62-41.

● M. de Beaucourt en visite au Congo et au Gabon. — Le secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaucourt, se rendra en visite officielle au Congo du 13 au 16 août. Il représentera la France, à Brazzaville, aux cérémonies du vingt-cinquième anniversaire de la révolution congolaise. Il se rendra ensuite au Gabon le 17 août, où il représentera la France aux cérémonies de célébration de la fête nationale.

● Le prochain sommet francophone en mai 1989. — C'est à Dakar, du 20 au 28 mai 1989, qu'aura lieu la troisième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement et diverses autres réunions ministérielles des quarante pays ou régions ayant en commun l'usage du français. D'autre part, l'Agence de coopération culturelle et technique, regroupant la plupart des participants au sommet, organisera à Francfort (Allemagne), du 23 au 30 octobre 1988, un colloque international sur « La francophonie et l'acte unique européen ».

ATTENTION

LUNDI 15 AOUT
FERIEValidez
vos bulletins avant dimanche soir
ou au plus tard mardi.

(aux heures habituelles.)

NATIONAL

LOTO

chaîne chronique :
Le plomb vole,
l'argent manque !
(Août 1789.)

Afrique

ANGOLA : après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu

Les forces en présence restent sur le qui-vive

Le gouvernement angolais, de nouveau, rejette toute négociation avec les rebelles de l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNITA). L'ambassadeur angolais aux Nations unies, M. Manuel Pacavira, a déclaré, le 11 août, « qu'il n'y a pas d'opposition, qu'il n'y a pas de guerre civile en Angola. Ce qui existe, c'est un affrontement militaire avec l'Afrique du Sud et ses forces paramilitaires (UNITA) ». Pour l'agence de presse angolaise ANGOP, l'exclusion de l'UNITA du processus de paix dans l'Afrique du Sud-Ouest est « une chose logique et normale ».

L'UNITA, dans un communiqué rendu public, le 10 août, à Lisbonne, a affirmé avoir lancé une « vigoureuse attaque » contre la ville de Chamuteta, située dans le sud de l'Angola. Elle a précisé avoir tué trente-cinq soldats gouvernementaux et quinze Cubains. Dès l'annonce du cessez-le-feu, le mouvement rebelle avait annoncé qu'il « intensifierait » ses actions contre le régime marxiste de Luanda.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le processus de retrait sud-africain du sud de l'Angola a commencé comme prévu, le mercredi 10 août, mais, vingt-quatre heures plus tard, aucun convoi militaire sud-africain n'était observé traversant la frontière qui sépare ce pays de la Namibie. Une prudence extrême caractérisait, jeudi, aussi bien ces mouvements de troupes que les propos des porte-parole militaires interrogés à Pretoria. D'autre part, deux incidents sont venus apporter la preuve que la tension qui règne sur toute cette zone depuis le début de la guerre civile angolaise, en 1975, n'est pas encore tombée.

Dimanche, les Angolais ou leurs alliés cubains ont abattu l'avion du président Quett Masire du Botswana au-dessus de l'Angola central alors qu'il se rendait à Luanda pour une réunion des six pays membres de « la Ligue du front ». (Le Monde du 12 août), erreur de tir pour laquelle le chef d'Etat, légèrement blessé, mais miraculeusement rescapé, a reçu des secours médicaux. Mercredi, enfin, à une dizaine de kilomètres au sud de la frontière, une patrouille sud-africaine a tiré sur un véhicule transportant de présumés guérilleros namibiens de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), blessant sept d'entre eux, dont quatre grièvement.

Unités entourées de champs de mines

Visiblement, tout le monde garde le doigt sur la détente et il arrive que, par habitude, on appelle des... La mésaventure survenue au président Masire a précipité de vingt-quatre heures, il est vrai, l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu négocié la semaine dernière à Genève. L'aveu de cette bavure par Luanda a fait pousser un immense soupir de soulagement au gouvernement de Pretoria, qui n'est pas prêt d'oublier que l'accident d'avion - mortel celui-là - qui avait coûté la vie au président Samora Machel, l'an dernier, à la frontière de l'Afrique du Sud et du Swaziland, lui avait valu l'accusation de l'avoir provoqué.

L'appareil du président botswana n'aurait-il été perdu corps et biens, l'Afrique du Sud n'aurait pas manqué d'être mise au banc des accusés, estime-t-on à Pretoria, où l'on se félicite du fait que le pilote

britannique de cet avion, pris sous le tir d'un Mig alors qu'il volait à une altitude de 11 000 mètres, ne pouvait, à l'évidence, se tromper sur l'identité de l'agresseur.

En attendant, sur la frontière namibienne, l'Afrique du Sud relâche d'autant moins son attention que la SWAPO n'est pas liée par l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur lundi dernier. Les guérilleros namibiens devaient, en principe, cesser les combats le 1^{er} septembre prochain, date de la fin du retrait sud-africain de l'Angola, mais il serait question, maintenant, selon les déclarations d'un porte-parole de cette organisation à Luanda, de repousser cette échéance au 15 octobre.

Pretoria craint que, d'ici là, la SWAPO accentue sa pression, ne serait-ce que pour infiltrer en Namibie le plus grand nombre possible de ses partisans pour y préparer ce territoire à l'indépendance que l'Afrique du Sud lui a promise pour le 1^{er} juin 1989, à condition que les cinquante mille Cubains se retirent à leur tour, et à la même date, de l'Angola.

La garnison namibienne d'Oshana, à 40 kilomètres de la frontière, a donc été renforcée par l'arrivée de nouvelles batteries de DCA et de lance-roquettes sud-africaines, qui ont déclenché, dans la nuit de mercredi à jeudi, un tir de barrage aveugle sur le no man's land qui entoure cette ville, visiblement en guise d'avertissement.

Trois jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre forces sud-africaines, d'une part, cubaines et angolaises de l'autre, aucun mouvement de repli des quelque mille ou deux mille soldats sud-africains encore en Angola n'était visible le long de la frontière entre ce pays et la Namibie. Les porte-parole officiels n'ont fourni aucun détail sur leur plan de repli, assurant toutefois qu'il sera respecté.

Outre les problèmes logistiques que pose ce retrait, surtout dans le cas des poches de présence sud-africaine situées à quelque 300 kilomètres au nord de la frontière, nombre de ces unités seraient - non pas encerclées, assure-t-on, de source officielle - mais entourées de champs de mines qu'il s'agit de neutraliser, opération qui ne peut se faire qu'avec l'aide des Angolais, avec lequel le haut commandement sud-africain maintiendrait le contact par l'intermédiaire des Etats-Unis, la puissance médiatrice du processus de paix en cours.

(Inédit.)

Le secrétaire général de l'ONU espère organiser cette année un référendum au Sahara occidental

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a remis, le 11 août, aux représentants du Maroc et du Front Polisario des propositions pour la paix au Sahara occidental en leur demandant d'y donner leur accord avant le 1^{er} septembre prochain. Ces propositions sur les « termes d'un cessez-le-feu » entre le Maroc et le Front Polisario et les « modalités d'organisation » d'un référendum d'autodétermination pour la population sahraïenne doivent rester « confidentielles » dans cette « phase cruciale » de la recherche d'un règlement du conflit, qui dure depuis 1975, a déclaré M. Perez de Cuellar.

M. Javier Perez de Cuellar a exprimé le « ferme espoir » que le Maroc et le Front Polisario donneront leur accord à ce « compromis », qui, à son avis, devrait promouvoir, « sans aucun doute, une solution juste et durable de la question du Sahara occidental ». Interrogé sur la possibilité d'organiser le référendum cette année, le secrétaire général de l'ONU a répondu : « C'est ce que nous espérons ».

Les propositions ont d'abord été remises au ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif

Filali, qui a déclaré que le roi Hassan II et son gouvernement les considéraient « avec toute l'attention requise ». Le secrétaire général a ensuite remis le même texte à une délégation du Polisario composée d'un membre du comité exécutif du front, M. Bechir Moustapha, et d'un membre du bureau politique, M. Mohammed Sedati. L'Algérie et la Mauritanie ont également été informées de ces propositions de paix, « en tant qu'observateurs (...) indirectement impliqués » dans ce conflit, a indiqué M. Perez de Cuellar.

Le secrétaire général de l'ONU avait été chargé par l'Assemblée générale de l'ONU, le 2 décembre 1985, d'ouvrir en vue d'annoncer les deux parties à négocier après l'échec des efforts de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA).

Le Maroc et la Mauritanie avaient pris le contrôle du Sahara occidental en 1976, lorsque Madrid avait retiré son administration de ce territoire, jusqu'alors protectorat espagnol. La Mauritanie avait renoncé, en août 1979, à la partie du territoire qu'elle contrôlait, les forces marocaines s'en étaient alors emparées.

Amériques

PÉROU : Fin de la réunion de la Fédération mondiale des villes jumelées

Coopération au cœur d'un bidonville

Préside par M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre et maire de Lille, le Conseil international de la Fédération mondiale des cités unies et villes jumelées (FMVJ) a achevé ses travaux jeudi 11 août à l'hôtel de ville de Lima. Les deux jours précédents, les principales séances de la trente-troisième réunion annuelle du conseil avaient eu lieu dans l'un des bidonvilles de l'immense banlieue de la capitale péruvienne. Le président de la Fédération s'était auparavant rendu en Uruguay et en Argentine.

LIMA
de notre envoyé spécial

Un hangar sommairement aménagé au centre d'une cité-refuge posée sur les sables du désert de la côte péruvienne : la Fédération mondiale des villes jumelées ne pouvait trouver de lieu plus symbolique pour se réunir. Car la FMVJ entend maintenant orienter son action plus particulièrement vers l'Amérique latine - où, pour le moment, elle a relativement peu d'adhérents (1) - et souligner sa volonté de promouvoir de nouvelles formes d'aide et de coopération susceptibles de compléter les entreprises menées dans ce domaine en application des accords passés entre Etats.

Villa-el-Salvador aurait pu être une agglomération d'extrême misère, comme tant d'autres à la périphérie des grandes villes. Or, dès sa formation, il y a dix-sept ans, cette « cité de l'espoir » selon le mot de M. Mauroy qui a déclaré vouloir « bannir à jamais » celui de « bidonville ». Villa-el-Salvador est aujourd'hui un exemple qui commence à être reconnu dans le monde entier. Grâce à une impressionnante organisation, trois cent mille personnes vivent désormais dans des conditions presque décentes qui font l'envie de leurs voisins. En imposant leur existence à ceux qui l'ignoraient, et en se dotant ainsi des infrastructures essentielles (voirie, adduction d'eau, écoles, dispensaires) les gens de « Villa » sont passés de la misère à la pauvreté. Avec de multiples projets, ils peuvent envisager leur avenir avec beaucoup moins de désespoir qu'ailleurs dans le tiers-monde.

La Fédération n'a pas manqué son rendez-vous, cette « première » qu'elle souhaitait réaliser, malgré la difficulté qu'il y avait à mettre en place, dans un tel environnement, une conférence internationale rassemblant quelque deux cents délégués venus de cinquante pays.

Pendant ce séjour, M. Jacques Flach, maire de Rant (Lorraine), a signé une convention avec Villa-el-Salvador pour la perfectionnement des installations de cette municipalité. « Il s'agit bien, dit-il, d'une véritable coopération car, à Villa, ont été définies et développées des techniques très adaptées qui pourront inspirer des communes comparables ».

A nous de faciliter les échanges. Voilà précisément l'un des principaux objectifs que se donne la Fédération.

Par l'intermédiaire de Logement pour tous, association affiliée à la FMVJ, la Fondation Abbé Pierre a apporté un chèque de 65 000 dollars pour l'établissement d'un atelier de fabrication de briques conçu par les habitants de Villa. Solidarité Laïque (organisme dépendant de la FEN) s'est engagée à fournir un soutien financier au système d'aide à l'enfance propre à Villa, dont les autorités ont inauguré, d'autre part, de nouvelles opérations de jumelage, cette fois avec deux villes, d'Espagne et d'Union soviétique. Le désir d'« actions concrètes » manifesté par la Fédération s'était déjà traduit la semaine précédente par l'organisation en Uruguay d'un colloque sur les problèmes de l'adduction et de l'assainissement de l'eau. Baptiste Claude, il a réuni à Montevideo les représentants de cent vingt-deux villes d'Amérique du Sud et des autres continents qui ont comparé leurs expériences et leurs projets, tandis que de grandes sociétés spécialisées et plusieurs services techniques municipaux exposaient les leurs.

Par souci d'« efficacité » la Fédération avait demandé que, dans chaque délégation, figurent un élu, un technicien et un usager. A ce sujet, M. Hubert Lesire-Ogri, secrétaire général de la Fédération, a souligné que les collectivités locales étaient « plus proches des réalités et des populations » que les gouvernements, ayant davantage de « sens pratique », en étant moins contraintes par la « politique ». Il s'est félicité que « se dessine dans le monde un mouvement général vers une plus grande autonomie » de ces collectivités, parce que « la décentralisation est une garantie de démocratie et d'efficacité supplémentaire ».

Solidarité et assistance

A Cordoba, deuxième ville d'Argentine - qui est en relation avec la communauté urbaine de Lyon pour l'aménagement de son réseau de transports, - M. Mauroy a annoncé que le prochain congrès de la FMVJ (il a lieu tous les trois ou quatre ans) se tiendrait en 1990 dans cette cité. Ainsi la « campagne latino-américaine » dans laquelle s'est lancée la Fédération pour étendre sa dimension « mondiale » est-elle encore mieux marquée. M. Mauroy a recueilli à Cordoba l'adhésion de cinquante municipalités, alors que, à Montevideo, il avait reçu la visite d'une vingtaine d'élus locaux brésiliens pour entamer à cette occasion des rapports avec un pays, « un sous-continent » qui, jusqu'à maintenant, n'était pas représenté au sein de la Fédération.

A Villa-el-Salvador, sur la suggestion d'un maire bolivien, le conseil de la FMVJ a adopté l'idée de la création d'un « bureau latino-

américain » de la Fédération non seulement chargé de préparer le congrès de Cordoba mais aussi de faciliter la concertation entre les collectivités locales de toute cette région du monde qui manque peut-être plus que d'autres d'institutions internationales pour se réunir et examiner des intérêts communs aux différents pays qui la composent.

L'assemblée de Villa-el-Salvador était notamment placée sous le signe de la « solidarité » et de l'assistance au tiers-monde, un thème qui est cher à M. Mauroy depuis qu'il a été élu à la tête de la Fédération en 1984. Dans cet esprit, M. Bernard Stasi, maire d'Epervy, président du comité national de jumelage, a affirmé que « les villes françaises, villes riches dans un pays riche, ont une responsabilité particulière et un devoir de coopération dans le cadre des relations Nord-Sud ». Il a précisé que cent-vingt municipalités se sont déjà lancées dans des opérations de « jumelage-coopération » ce qui confirme à ses yeux que le temps des « jumelages traditionnels » et des échanges de visites d'amitié est dépassé. Il a en outre émis le vœu que la Fédération puisse associer de plus en plus à ses activités les institutions régionales - ou provinciales - selon les pays.

Au cours de son voyage à Montevideo, à Buenos-Aires et à Lima, où il a successivement rencontré les présidents Julio Sanguinetti, Raul Alfonsín et Alan García, ainsi que de nombreux élus locaux ou parlementaires, M. Mauroy n'a cessé d'entendre les doléances des pays en proie aux crises économiques et financières, accrues surtout par le poids colossal de leur dette extérieure. « Il serait temps d'en finir avec une organisation du monde qui laisse les riches entre eux et les pauvres isolés », a-t-il déclaré à Villa-el-Salvador en rappelant toutefois qu'à Toronto, au dernier sommet des pays industrialisés, ceux-ci avaient, pour la première fois, admis la nécessité d'alléger le fardeau des nations les plus endettées.

La résolution finale du conseil de la FMVJ encourage cette évolution car, comme l'a souligné M. Mauroy, la crise économique constitue une grave menace pour la démocratie récemment retrouvée dans nombre de pays d'Amérique du Sud (Brésil, Uruguay, Argentine, Pérou, Equateur). Le texte de la résolution met en valeur la volonté « des peuples du continent de faire tomber les dernières fortresses de la dictature ». Et M. Mauroy a rappelé qu'il venait de conclure au Chili un groupe de maires, membres de la Fédération, pour y appuyer la campagne de l'opposition prônant le non pour le référendum prévu par le général Pinochet, dans la mesure où le régime de celui-ci a remplacé les mains ées par des personnes désignées arbitrairement.

FRANCIS CORNU.

(1) Près de quatre mille villes adhèrent à la FMVJ, notamment en Europe (y compris l'Union soviétique) et en Afrique. Des contacts sont actuellement établis avec la Chine.

ÉTATS-UNIS

Le Sénat confirme M. Thornburg comme ministre de la justice

Washington. - Le Sénat a confirmé à l'unanimité, jeudi 11 août, la nomination par le président Ronald Reagan de M. Richard Thornburg au poste d'attorney general (ministre de la justice) des Etats-Unis.

M. Richard Thornburg, cinquante-six ans, a dirigé la division criminelle du département de la justice sous l'administration du président Gerald Ford et a été à deux reprises gouverneur de Pennsylvanie. Il est actuellement chef de l'institut de politique de l'école de gouvernement de l'université de Harvard. M. Thornburg succède au poste d'attorney general à M. Edwin Meese, proche conseiller de M. Reagan depuis plus de vingt ans, qui quitte ses fonctions suite à l'enquête menée par un procureur indépendant sur ses activités financières et

selon laquelle il avait « probablement » violé la loi sur les conflits d'intérêts et fait de fausses déclarations d'impôts. M. Meese n'avait toutefois pas été inculpé. - (AFP.)

« Un commandant de la marine américaine relevé de ses fonctions après les témoignages de « boat people ». - Le commandant du navire de guerre américain Dubuque a été relevé de ses fonctions dans le cadre de l'enquête ouverte après l'arrivée aux Philippines de « boat people » vietnamiens reconnaissant s'être livrés au cannibalisme (Le Monde du 12 août), a annoncé, le 11 août, la marine américaine. Selon les témoignages des réfugiés, l'équipage du Dubuque avait refusé de les prendre à son bord, arguant que le navire était en route pour une mission dangereuse. - (AFP.)

ARGENTINE

Rappel du consul d'Afrique du Sud

Le gouvernement argentin a demandé le rappel de M. Dirk de Wet, consul d'Afrique du Sud à Buenos-Aires et le plus haut représentant de son pays en Argentine, ainsi que le « départ immédiat » du pays de trois compatriotes de M. de Wet, a indiqué, le 11 août, un communiqué du ministère argentin des relations extérieures.

Le gouvernement argentin reproche à MM. Gerrit Olivier, Ismael Richards et Bennet Ndzil d'avoir sollicité un visa de deux jours pour « rencontrer des personnes en relation avec le conseil » et d'avoir, en fait, mis à profit leur passage à Buenos-Aires pour assister à « un séminaire officiellement organisé » par le diplomate sud-africain « dans un hôtel de la ville ». - (AFP.)

ÉQUATEUR

Rétablissement des relations avec le Nicaragua

Quito. - An lendemain de la prestation de serment du nouveau président équatorien, le social-démocrate Rodrigo Borja, les relations ont été officiellement rétablies entre Quito et Managua.

MM. Borja et Ortega ont signé, le 11 août, un document reconnaissant les liens rompus en octobre 1985 par le précédent président de M. Borja, le conservateur Leon Febres Cordero. Les cérémonies de passation de pouvoir ont, d'autre part, permis de nombreuses rencontres entre les chefs d'Etat et de délégation présents dans la capitale équatorienne.

Le président du Costa-Rica, Oscar Arias, auteur du plan de paix pour l'Amérique centrale signé l'année dernière à Guatemala, s'est ainsi entretenu avec le numéro un cubain, Fidel Castro, des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de l'accord. Le nouveau chef de l'Etat équatorien, qui a rencontré le secrétaire d'Etat américain George Shultz, a, pour sa part, regretté l'« internationalisation croissante » du conflit au Nicaragua et invité les Etats-Unis à faire leur possible pour que soient appliqués les accords de paix dans la région.

M. Rodrigo Borja a aussi salué, au cours de son allocution d'investiture, le président François Mitterrand - représenté par son épouse - comme « l'un des hommes d'Etat les plus illustres de notre temps ». Outre M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, qui représentait le gouvernement, le ministre de la culture, M. Jack Lang, est arrivé, jeudi, à Quito, et M. Pierre Mauroy devait faire une escale, samedi, en Equateur et être reçu par M. Borja après avoir participé à une réunion internationale de la Fédération des villes jumelées au Pérou. - (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Les moudjahidines ont occupé la ville de Kunduz

La résistance afghane a occupé la ville de Kunduz, proche de l'Union soviétique, a-t-on appris, le vendredi 12 août, de très bonne source à Tarmaz, en Ouzbékistan, à la frontière soviéto-afghane. Les troupes régulières de Kaboul ne contrôlaient plus que l'aéroport. Radio-Kaboul avait annoncé, mercredi 10 août, la prise de la ville, et l'agence Tass avait annoncé une contre-offensive « dans les faubourgs » (Le Monde du 12 août). C'est la première fois qu'une ville de cette importance tombe entre les mains de la guérilla, et que les soldats de Kaboul ne parviennent pas à la reprendre aussitôt.

D'autre part, les résistants contrôlent désormais la plupart des routes reliant Kaboul à Kandahar, la deuxième ville du pays. Selon des diplomates occidentaux à Islamabad,

la plus grande partie de la ville se trouve de facto aux mains des moudjahidines.

Bangladesh

Remeniement ministériel

Le président Ershad vient de procéder à un remaniement ministériel. Il a nommé ministre des finances M. Wahidul Haque, un économiste professeur à l'université de Toronto. Celui-ci remplace le général à la retraite Abdul Munin, désormais chargé de la santé et du planning familial. Le vice-premier ministre, M. Shah Moazzem Hossain, est nommé ministre du travail et de la main-d'œuvre, poste dont le titulaire est muté à la pêche. Enfin, le ministre du jute, M. Khoran Ali, échange ses fonctions avec celui de la navigation maritime, M. Mayeedul Islam. Le gouvernement avait été formé le 27 mars, à la suite des élections législatives du 3 mars. - (AFP.)

Egypte

Dix morts dix-neuf disparus dans un naufrage sur le Nil

Dix-neuf personnes, dont seize touristes italiens, sont portées disparues après le naufrage, le mercredi 10 août, dans les eaux du Nil, du bateau de croisière Nubia, vient d'indiquer le ministère italien des affaires étrangères. Six corps de touristes italiens et quatre corps de membres d'équipage ont été repêchés.

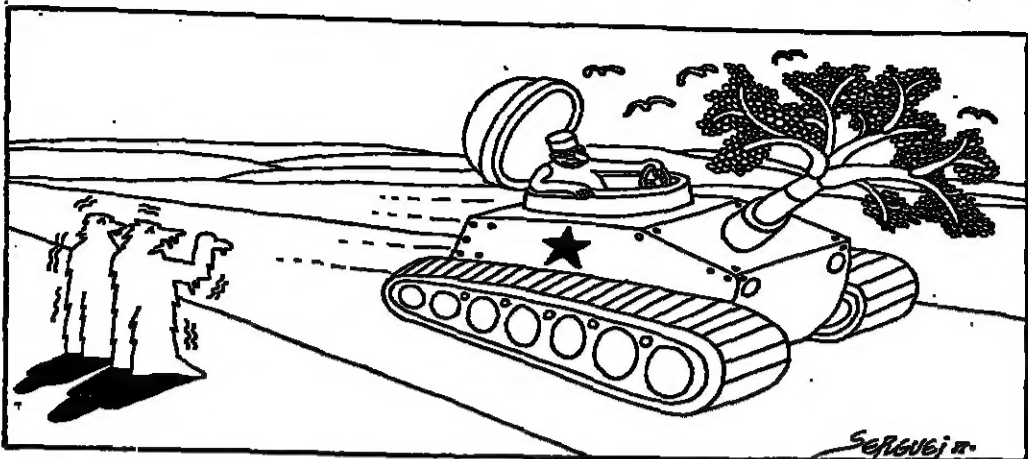
La Nubia, qui effectuait une croisière entre Assouan et Louxor, avait à son bord cinquante et un touristes italiens et quarante-cinq membres d'équipage égyptiens. Pris dans une tempête et des vents extrêmement violents, le bateau a fait naufrage à la hauteur de la ville d'Edfou, à 165 kilomètres au nord d'Assouan. - (AFP, Reuters.)

Prague a

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE : vingt ans après l'intervention soviétique

Prague attend le « printemps de Moscou »



(Suite de la première page.)
Déjà l'un d'eux, Petr Uhl, remarque : « On observe une montée des groupes indépendants, écologistes, pacifistes et autres. C'est l'effet « glasnost ». La société était morte à 100 %, elle ne l'est plus qu'à 95 % ; 5 % commencent à bouger. On a moins peur d'une intervention soviétique... A la limite, maintenant, on en viendrait à la soulever ! »

D'autres petits signes de désobéissance sont perceptibles, notamment autour des dissidents qui, s'ils sont toujours la cible de virulentes attaques dans la presse officielle, sentent un léger relâchement dans le harcèlement policier depuis quelques mois. Enfin, la scène culturelle paraît s'ouvrir petit à petit, mais ce mouvement avait commencé à s'amorcer avant l'avènement de M. Gorbatchev.

Reste que cet engouement subit pour l'actualité soviétique est essentiellement le fait des intellectuels. Dépolitisés, méfiants et encore craintifs, les Tchécoslovaques de base ne se rue pas, semble-t-il, chaque soir à 19 heures sur son téléviseur pour y regarder « Vremia », le journal télévisé soviétique retransmis en Tchécoslovaquie. Il est beaucoup plus préoccupé, assure une jeune femme, par le rumeur selon laquelle les « bons Tuzex », qui permettent d'acheter des articles d'importation, seraient prochainement supprimés. Et la longue file d'attente qui s'est formée, l'autre jeudi, devant le magasin de la presse étrangère dans le centre de Prague n'était pas due à l'arrivée du dernier numéro de la *Literární Gazeta* mais, plus prosaïquement, à celle du catalogue ouest-allemand *Burda Modem et de Pif-Gadget*. De la lecture pour le week-end, que l'on entame dès le vendredi après-midi dans des embouteillages qui n'ont rien à envier à ceux des capitales occidentales : pare-chose contre pare-chose, les Praguais prennent patiemment le chemin de la *chaloupa* (cabanon) au volant de leur Skoda, derrière une nuée d'Allemands de l'Est qui, tout l'été, traversent la Tchécoslovaquie pour aller plus au sud, traquant leurs caravanes derrière des pentes Trébut.

Il est quand même une autre catégorie de citoyens tchécoslovaques que le mot de « perestroïka » fait bondir, ce sont les officiels. Du moins ceux qui

sont accessibles à la presse étrangère, car le moins que l'on puisse dire est que les services de propagande du Parti communiste tchécoslovaque, pas encore à l'heure de la transparence, ne facilitent pas les contacts.

De toute évidence, les inévitables questions sur les comparaisons entre les réformes lancées par M. Gorbatchev en Union soviétique et la *perestroïka* (restructuration) tchécoslovaque, qui se limite au domaine économique, agacent, parfois même exaspèrent. Certains, comme le porte-parole du gouvernement, M. Miroslav Pavel, aux allures de jeune technocrate occidental, tentent de sauver la face en affirmant qu'à Prague aussi on parle de démocratisation. Et d'ajouter : « Oui, il y a des choses intéressantes dans la presse soviétique. Cela ne veut pas dire que nous devons faire exactement la même chose. A beaucoup d'égards, nous sommes d'ailleurs en avance sur l'URSS : les procès politiques des années 50, par exemple, chez nous, cela a déjà été résolu... » M. Pavel oublie de préciser que c'est en 1968 que ces thèmes ont été abordés et qu'ils sont traités beaucoup plus discrètement depuis.

Même mouvement d'humeur chez deux responsables de *Rude Pravo*, l'organe du comité central, MM. Jiri Kobout et Jaroslav Kojzar, par ailleurs auteurs, récemment, des articles les plus durs sur 1968 ou les dissidents. « Nous, nous n'avons pas besoin de lancer de grands slogans sur l'Etat socialiste de droit », s'écrit M. Kobout. « Nous avons une tradition judiciaire. Laissons donc cette image novatrice aux pays où la présence d'un avocat de la défense n'est pas obligatoire... » Le paradoxe ne manque pas de piquant : autrefois critiques pour leur fidélité aveugle à l'égard de Moscou, les responsables tchécoslovaques se voient à présent reprocher de ne plus suivre la ligne du Kremlin et se racrocher, pour se défendre, aux vieilles traditions démocratiques d'un pays qui n'est communiste que depuis quarante ans.

Jurag Janosovsky, lui, est carrément perdu : secrétaire du comité central de l'Organisation des Jeunes Communistes, ce jovial Slovaque de trente-cinq ans garde dans son bureau, côté à côté, un buste de Lénine, un autre de Staline et un troisième de Gottwald.

« A quel bon cacher un buste derrière des livres ? Ils étaient là quand je suis arrivé », explique-t-il. Les réformes de Gorbatchev ? « Je ne vois pas pourquoi, sous prétexte qu'en Sibirie on construit des maisons avec des petites fenêtres, il faut construire les mêmes ici... De là à dire que la « glasnost » est bonne pour la Sibirie mais pas pour la Tchécoslovaquie, il n'y a qu'un pas qu'il se refusait tout de même à franchir ouvertement.

Outre leurs traditions démocratiques d'avant 1948, les responsables tchécoslovaques peuvent se targuer d'un niveau de vie nettement supérieur à celui des Soviétiques, qui permet à Jiri Kobout de poser la question : « A qui cela bénéficierait-il de restructurer et d'avoir la meilleure démocratie si les gens n'ont rien à manger ? » Les

Tchécoslovaques ont à manger, mais ils ont aussi le sentiment d'un déclin économique terrible, eux qui figuraient avant guerre parmi les dix premiers pays industrialisés. Une visite au musée technique de Prague est à cet égard très instructive : les Tchécoslovaques viennent nombreux s'y pencher sur leurs splendeurs passées, locomotives, avions, voitures de course, limousines Skoda, Tatra ou Praha rutilantes...

D'aucuns placent leur espoir non pas dans la « *perestroïka* » poussive mais dans une nouvelle génération de cadres du parti ou du gouvernement, des gens de trente-quatre ans qui ne seraient pas marqués par le « *traumatisme de 1968* ». Le premier ministre Lubomir Strougal, soixante-trois ans, serait prêt, dit-on, à prendre la tête d'une aile réformatrice du parti dont les contours ne sont pas encore clairs, et les tenants les plus durs de la vieille garde, comme M. Vasil Blazek, pourraient prendre le chemin de la retraite à la faveur du prochain plénum du comité central, consacré à l'idéologie et prévu en septembre.

Malgré l'avis général, aucun véritable renouveau ne peut se produire sans que l'on exorcise le démon de 1968. M. Strougal, qui avait pris position contre l'intervention soviétique, peut être moins marqué de ce péché originel que M. Jakes qui, en tant que chef de la commission de contrôle du parti, présida aux grandes purges de 1970. Aux yeux d'une grande partie des Tchécoslovaques, il n'en reste pas moins membre d'une équipe qui refuse obstinément de tirer d'autres leçons du « printemps de Prague » que celles édictées par le parti en 1970 dans un document qui sert encore aujourd'hui de référence constante : janvier 68 et le départ de Novotny étaient corrects, la suite fut malheureusement mal utilisée par une bande d'« opportunistes de droite », Dubcek en tête.

M. Gorbatchev ne semble pas davantage prêt à procéder officiellement à une réévaluation de l'intervention de 1968. Son premier ministre, Nikolai Ryjkov, a réitéré la position soviétique en juillet lors d'un passage à Prague : il s'agit d'une affaire interne à la Tchécoslovaquie. Visiblement, Moscou ne souhaite pas encore pousser la dé-breivisation jusqu'à scier la branche sur laquelle les camarades tchécoslovaques sont assis. « Gorbatchev n'a pas intérêt à avoir des voisins trop réformateurs », plus indépendants, moins obéissants », commente Jan Kren, historien d'opposition. « Cela constituerait une menace de déstabilisation. » Pour un autre historien, qui préfère garder l'anonymat, « les Soviétiques savent qu'ils seront obligés de réviser 1968... Mais ils attendent le bon moment, une conjonction de facteurs internationaux et tchécoslovaques ».

En fait, résume Rudolf Slansky, économiste, ancien de 1968 et fils du secrétaire général du PCT exécuté à l'issue de l'un des grands procès stalinien, « le pire est passé, reste le meilleur... ». « Simplement, le meilleur se fait attendre ».

SYLVIE KAUFFMANN.

Ce jour-là...

Dans la nuit du 20 au 21 août 1968, près de six cent mille hommes des troupes de cinq pays membres du pacte de Varsovie (URSS, RDA, Pologne, Hongrie, Bulgarie) envahissent la Tchécoslovaquie. Arrêtés, les principaux dirigeants du « printemps de Prague », dont Alexandre Dubcek, étaient emmenés un peu plus tard à Moscou, où l'on allait leur faire signer un « accord ». Un an après, Dubcek était remplacé par Gustav Husak. La « normalisation » purgait le parti d'un tiers de ses membres et privait les intellectuels de leur emploi. Quatre protagonistes du « printemps de Prague » et un jeune *apparatchik* d'aujourd'hui apportent leur témoignage.

Jan Kren, cinquante-huit ans, manœuvre. En 1968, il occupait la chaire d'histoire de Tchécoslovaquie à l'université politique de Prague et dirigeait le comité prago du Front national.

« Il se trouve que je suis né le 20 août. Le 20 août 1968, nous allions donc nous mettre à table pour fêter mon anniversaire, lorsque Josef Strougal (il n'a téléphoné) le voulait que je le retrouve au comité central. C'est là que, en dix minutes, j'ai appris que les troupes soviétiques allaient entrer dans la soirée ».

« Nous décidâmes de convoquer un congrès extraordinaire du parti. On se rendit à l'institut du marxisme-léninisme pour téléphoner aux délégués et les convoquer au congrès, dans les locaux de l'usine automobile de Vysochany ».

« Ce que je ressentais est difficile à décrire, quelques choses entre le choc et le colère. Un de mes amis s'écria : « C'est la fin du socialisme en Tchécoslovaquie ».

« Ma femme a quitté le parti dès le mois d'août. Moi, cela m'a pris un peu plus d'un an. Au début, nous pensions qu'une partie de la réforme pourrait être sauvée. Puis j'ai eu une grande discussion avec Husak : il pensait qu'on conserverait certains acquis de janvier (1968), qu'il pourrait manipuler la bureaucratie... J'ai compris qu'il se trompait. Le parti et moi nous sommes quittés d'un commun accord : lorsque j'ai été convoqué (par le comité d'opération), je suis arrivé en rendant ma carte. La discussion s'est arrêtée là ».

Jaroslav Sabata, cinquante-trois ans, employé dans une imprimerie. Parfaitement francophone, il était, en 1968, journaliste au service étranger de Radio-Prague.

« J'ai été réveillé à 6 heures par le crachotement de la radio du voisin. Or il n'y avait pas, d'ordinaire, de bulletin d'informations à 6 heures. J'ai donc branché mon poste, et c'est comme ça que j'ai appris que les Soviétiques occupaient le pays. Je suis immédiatement allé à la radio. A 9 heures, les troupes soviétiques ont investi la radio, mais sans nous empêcher de travailler. C'était un grand bordel... Les soldats étaient là, dans les couloirs, avec leurs armes, et nous on continuait à bosser. Je me souviens que Mme Baudrier m'a appelé de Paris (2) : elle voulait un papier par téléphone, je l'ai fait. Le lendemain, le 22 août, on nous a tous évacués de la radio ».

Plusieurs membres de la rédaction de Radio-Prague devaient ensuite tenter de continuer à travailler par le biais d'émissions clandestines diffusées par des radios libres.

Jurag Janosovsky, trente-cinq ans, aujourd'hui secrétaire du comité central de l'Organisation des Jeunes Communistes.

« Je venais de terminer l'école secondaire. Cette année-là, la rentrée devait avoir lieu avec un mois de retard, en octobre. J'étais chez mes parents, à Trnava (Slovaquie). On écoutait beaucoup la radio, et c'est par la radio que j'ai appris l'intervention, le matin. Mes parents sont partis travailler. Ma mère a dit : « Dieu sait ce qui va se passer maintenant », et elle m'a envoyé acheter beaucoup de pain. Mon père était membre du parti ».

« Ce jour-là, une certaine peur régnait. Moi, j'étais assez choqué. Ce qui m'a tranquillisé, c'est de voir qu'il n'y avait que trois soldats soviétiques à Trnava, deux devant la poste et un devant le comité national (3). Il était clair qu'ils ne venaient pas pour se battre contre la population ».

« Tout cela était une conjonction d'expériences chaotiques. L'état d'une certaine manière, fut brisé ».

Jaroslav Sabata, soixante-huit ans. En 1968, il était universitaire et secrétaire régional du parti pour la Moravie du Sud.

« Tout le matin, il était peut-être 5 heures, un ami est venu chez moi, à Brno. Il m'a annoncé que les Soviétiques étaient là. Je me suis aussitôt rendu au siège du parti, où j'ai lu la déclaration du présidium du comité central. Là, j'ai su que le pire était évité, car il aurait pu se trouver qu'une majorité du présidium qualifie l'intervention soviétique de nécessaire ».

« On va vous aider fraternellement »

On avait envisagé cette intervention. Cinq jours plus tôt, une délégation soviétique était venue de Voronej, ville jumelée avec Brno. L'un des délégués m'avait traité d'« ennemi ». Un soir, ils buvaient du cognac géorgien, et l'un d'eux avait lancé, en brandissant une bouteille : « De toute façon, on va vous aider, fraternelement, avec une armée s'il le faut ».

« Nous avions donc un plan, qui était de convoquer un congrès extraordinaire. On a demandé à tous les délégués de partir pour Prague. Moi, je dirigeais la délégation de Moravie du Sud, la plus importante du pays. Sur 240 délégués, 230 ont pu se rendre à Prague. Tous ont voté contre l'intervention ».

« Ici, à Brno, les troupes soviétiques — combien de milliers étaient-ils ? — ont occupé dans le calme le secrétariat du parti et nous ont expulsés des locaux vers 6 heures du matin. Devant nous venaient des protestations, les autorités soviétiques nous ont laissé retourner l'après-midi. Une réunion a été organisée avec un responsable soviétique. Nous lui avons dit que cette intervention était stupide : il a pris ça très froidement ».

« Nous ne sommes pas venus pour nous ingérer, mais pour

vous aider, pour sauver le socialisme », disait-il en russe. Le traducteur était un jeune Russe : qui parlait très bien le tchèque, il traduisait en prenant ses distances par rapport à ce que disait le responsable.

« A ce moment-là, c'était la puissance occupante qui était impuissante. Il n'aurait pas fallu céder ».

Jiri Hajek, soixante-quinze ans. En 1968, il était ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie.

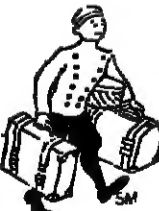
« J'avais été invité par mon collègue yougoslave pour un bref séjour en Yougoslavie, avant la visite de U Thant (4) à Prague, prévue pour le 22 août. J'ai quitté Prague le 18. Le 20 au soir, notre ambassadeur à Belgrade m'a appelé et m'a annoncé : « Nous sommes occupés ».

« J'ai d'abord cru à un mauvais rêve. Nous avions, bien sûr, pensé à une telle éventualité, mais elle ne nous paraissait pas si proche. Une seule fois nous l'avions sentie très proche, c'était à la fin des entretiens de Cierna, fin juillet (5). A l'époque, comme la menace était supposée venir de l'Occident, toute notre défense était massée en direction de l'Occident. Je me souviens que mon collègue de la défense nationale me disait : « Si nous déplaçons une seule unité vers l'Est pour tenter de nous prémunir contre une intervention soviétique, les Soviétiques vont voir là une tentative de nous séparer d'eux. C'est impossible. » Nous ne pouvions donc compter que sur une certaine sagesse de la direction soviétique, et tenter de la persuader qu'intervenir serait une erreur ».

« Nous ne comptons pas sur l'Occident. Je sentais beaucoup d'incrédulité chez les Américains (à l'égard du « printemps de Prague ») : ils pensaient que nous ne cherchions qu'à embellir l'empire du mal ».

« Le 21 août, j'ai appris que le Conseil de sécurité des Nations unies se réunissait pour examiner la situation. J'ai parlé à notre représentant à New-York : il avait reçu l'ordre de Prague de ne pas y aller. Je lui ai dit : « Je suis tous jours ministre, tu y vas ». Je me suis moi-même rendu à New-York, où j'ai prononcé à l'ONU un discours condamnant l'intervention. J'ai voulu revenir à Prague, mais ce n'était pas encore possible. Ce n'est que le 6 septembre que j'ai pu rentrer. Le président Svoboda m'a demandé des explications, il a compris ma position mais m'a dit que l'on voulait que je démissionne, ce que j'ai fait le 12. J'ai parlé aussi avec Dubcek et les autres : ils étaient tous terriblement déprimés ».

- (1) A l'époque président de l'Assemblée nationale.
- (2) Jacqueline Baudrier était en août 1968 adjoint au directeur de la radio pour les questions d'information, rédacteur en chef des journaux parisiens de l'ORTF.
- (3) Plusieurs Tchécoslovaques interrogés ont fortement mis en doute ce témoignage. Il paraît en effet peu plausible que seuls trois soldats aient été placés dans cette ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants.
- (4) Alors secrétaire général de l'ONU.
- (5) Conférence soviéto-tchécoslovaque, à la frontière.



HOTEL MAXIM'S DE PARIS

Un nouvel hôtel Français à New York. 5^{ème} avenue et 55^{ème} rue. La meilleure adresse du monde pour les affaires et le shopping.



L'Hotel Maxim's de Paris, at the Gotham, 5^{ème} avenue et 55^{ème} rue, New York, New York 10019. Telephone 212-247-2200, Telex 4876154 MXM. Pour vos réservations, consultez votre agent de voyages. Représenté par LRI/Lawson.

Politique

M. Messmer a quitté la présidence du comité départemental du RPR de Moselle

M. Pierre Messmer, ancien président de l'Assemblée nationale, a démissionné en juin dernier de la présidence du comité départemental RPR de Moselle. Cette décision, que M. Messmer avait signifiée par lettre au secrétaire départemental du RPR, M. Henri Haas, le soir même de sa défaite dans la quatrième circonscription de la Moselle le 12 juin aux élections législatives, vient seulement d'être connue.

« Je constate que les conditions ne sont plus remplies pour que je m'acquiesce utilement de cette fonction, je m'en démetts donc dès aujourd'hui », écrit l'ancien premier ministre. Sollicité de revenir sur sa décision, M. Messmer s'y est refusé catégoriquement. M. Jean-Eric Bouch, maire de Forbach, doyen d'âge, remplace M. Messmer à la présidence du comité départemental du RPR.

Après sa défaite aux élections législatives face à M. Aloyse Warhouver, centriste dissident, qui

avait été soutenu au second tour par les socialistes, l'ancien premier ministre de Georges Pompidou demeure maire de Sarrebourg et membre du conseil régional de Lorraine.

Ses intentions ne sont pas connues pour ce qui concerne les élections municipales de 1989. Lorsque M. Jean-Marie Rausch (CDS) avait été réélu président de la région lorraine en 1986, une formule prévoyait que M. Rausch conserverait cette présidence jusqu'en 1989, puis démissionnerait pour la céder au RPR. Cet arrangement, né d'une âpre concurrence entre M. Rausch et Messmer, qui avait nécessité l'arbitrage du premier ministre de l'époque, M. Jacques Chirac, laisse pressager l'accession de M. Messmer à la tête de la région Lorraine en 1989. Mais l'évolution de la situation politique et l'entrée de M. Rausch au gouvernement interdisent de se prononcer avec certitude sur cette hypothèse.

Une déclaration du préfet de la région Corse

L'ex-FLNC a « une curieuse conception de la démocratie »

A la suite de l'opération menée, mardi 9 août, par des membres de l'ex-FLNC dans les studios de Radio-Corse internationale (RCI), à Bastia (le Monde du 12 août), M. Joël Thoraval, préfet de la région Corse, a déclaré jeudi que c'était une « curieuse conception de la démocratie que de délivrer un message sous la menace des armes », après avoir rappelé que « des hommes armés avaient investi un studio d'une radio privée et en avaient maîtrisé et séquestré le personnel pour obtenir, par la contrainte, la diffusion d'un communiqué ».

« Une nouvelle fois, a ajouté le préfet, alors qu'un large dialogue est amorcé dans l'île pour la recherche des conditions d'un retour à la paix civile, les règles de droit les plus élémentaires sont violées ».

● L'ex-FLNC recherche le dialogue. — Dans une interview réalisée par écrit et publiée par l'hebdomadaire corse Kyrn Magazine daté du 12 août, l'ex-FLNC estime que le climat politique actuel permet de « créer les conditions d'un règlement progressif et serein du problème » corse. Deux mois et demi après l'annonce, le 1^{er} juin, de la suspension pour trois mois de ses opérations militaires, l'ex-Front de libération nationale de la Corse déclare : « Si des chances d'évolution positive des problèmes existent, nous les saisirons. [...] Les conditions d'une avancée politique existent. » L'ex-FLNC continue d'exiger la libération de tous les « prisonniers politiques » corses et l'arrêt de toutes les poursuites « pour faits politiques ».

Le FLNKS a transmis au haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie un nouveau memorandum

Le FLNKS a transmis, le jeudi 11 août dans la soirée, à M. Bernard Grasset, haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie, un nouveau memorandum relatif aux positions du mouvement indépendantiste sur un certain nombre de questions actuellement en discussion relatives aux modifications qu'il souhaite voir apporter à l'accord du 26 juin dit « de Matignon » et à certaines dispositions de l'avant-projet de loi référendaire.

La concertation s'est poursuivie vendredi au sein des instances du FLNKS. Elle devrait donner lieu rapidement à la définition complète d'une ligne de conduite, notamment pour ce qui concerne le principe et les modalités des discussions à venir, à Paris, entre les délégations du RPRC et du FLNKS et le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen.

● M. Léotard aux Etats-Unis pour la convention du Parti républicain. — M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, se rendra à La Nouvelle-Orléans, du 15 au 18 août, afin d'assister à la convention républicaine qui doit désigner son candidat à la présidence des Etats-Unis. M. Léotard rencontrera également une délégation du Parti démocrate.

Le jeu à la française

par Alfred Grosser

Ne nous désolons pas trop : ailleurs, les motifs d'enthousiasme sont également fort rares. Chaque système politique a ses blocages et ses injustices. Simplement en France, aujourd'hui, les choses sont plus compliquées que naguère et qu'ailleurs.

Au Etats-Unis, les Assemblées ne peuvent pas être dissoutes par le président ni le président renversé par le Parlement. La vie politique y gagne en prévisibilité, notamment pour la date des élections, mais quand, comme en ce moment, président et Congrès ne représentent pas la même partie de l'électorat, la contrainte au compromis ressemble souvent à l'immobilisme.

En Grande-Bretagne, le scrutin uninominal à un tour permet au premier ministre d'exercer vraiment le pouvoir, mais le tiers parti a tout au plus un cinquième des voix. En Israël, la proportionnelle pure rend justice même aux tout petits, si bien qu'il les rend maîtres du jeu, sauf si les deux grands s'unissent dans une coalition paralysante.

En République fédérale d'Allemagne, la barrière des 5 % limite l'effet de dispersion de la proportionnelle (étant donné que, contrairement à ce qu'on dit et écrit encore trop souvent chez nous, le système électoral allemand aboutit à une stricte répartition proportionnelle globale des sièges). Mais le tiers parti devient alors surprenant. Mieux encore que l'UDSR de François Mitterrand et de René Pieven sous la IV^e République, le Parti libéral a vocation d'être constamment au pouvoir, sauf lorsque l'un des deux grands a la majorité absolue (1957-1961) ou quand les deux grands cohabitent (1966-1969). Depuis la naissance de l'Etat en 1949, le FDP a donc été absent du pouvoir pendant sept ans seulement, contre treize ans pour la CDU et vingt-trois ans pour le SPD. Voici dix-sept ans

que le petit parti détient le portefeuille des affaires étrangères ! Et déjà on murmure qu'il pourrait bien, dans un avenir proche, changer de nouveau de grand allié.

En France, on se serait rapproché du cas allemand si on avait voté à la proportionnelle en 1973 : Jean Lecanuet, avec une soixantaine de députés, aurait été le maître du jeu parlementaire. Avec la majorité, il devait choisir son camp pour le second tour — et l'indépendance de ses choix politiques ne s'est jamais relevée de sa soumission obligée à Pierre Messmer. Dans la situation actuelle, n'existe-t-il pas une nouvelle chance pour une sorte de FDP français, avec, par exemple, Raymond Barre dans le rôle de Hans-Dietrich Genscher ? Avec l'effet de position supplémentaire qui fait la force de celui-ci : quel que soit le camp choisi, on est le contre-poids à l'extrême ou à l'allié extrême du grand auquel on se lie. Helmut Kohl est très heureux de l'absence de majorité absolue de la démocratie chrétienne : le FDP lui permet de résister à Franz-Josef Strauss ; une coalition du FDP avec les socialistes affaiblirait l'aile du SPD qui se veut proche des Verts. S'il était habilement conduit, le centre français ne pourrait-il pas faire contre-poids tantôt au Parti communiste, tantôt au Front national, jouant dans les deux cas un rôle modérateur ?

Mitterrand, est presque devenu l'équivalent du SPD ou du Labour. Mais, à droite, on ne sait pas très bien de qui le Front national est l'extrême ou de qui un centre formerait l'allié contre-poids. Est-ce un RPR, qui, de Pons à Séguin, regarde inévitablement des deux côtés ? Est-ce, comme le souhaiterait Valéry Giscard d'Estaing, une UDF rassemblée ? Une UDF qui ne ferait en aucun cas le poids face au RPR et, sur sa gauche, un centre jouant un jeu autonome. D'où la pression exercée sur ce centre pour qu'il s'engage à n'être contre-poids que face au RPR, au sein d'une droite séparée par un vrai fossé d'une gauche qu'il est voluptueux de décrire comme soumise au chantage communiste.

Les jours — de plus en plus nombreux — où l'on est tenté de maudire et de mépriser nos hommes politiques à cause de leurs querelles subalternes et de visée constamment électorale, alors que les problèmes intérieurs et européens se font pressants, essayons-nous à l'indulgence en pensant à la complication réelle du jeu dans lequel ils se débattent ! Un jeu qui en est précisément à un stade de transition, si bien que personne ne sait plus très bien ni quelles sont les règles ni ce qu'elles devraient être.

COMMUNICATION

Mort de l'ancien directeur politique de « l'Aurore »

André Guérin, ancien directeur politique du journal *l'Aurore*, est décédé dans la nuit du 10 au 11 août à Disard (Ille-et-Vilaine), à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

[Né le 1^{er} décembre 1899 à Flein (Orne), André Guérin avait commencé sa carrière de journaliste, après des études à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, à Paris, en 1922, avant de travailler successivement au *Populaire*, en 1925, puis à *l'Europe nouvelle*, au *Parti Provençal* et à *la Dépêche de Toulouse* (de 1933 à 1939). A la Libération, il entre à *l'Aurore*, en tant que rédacteur en chef, de 1946 à 1948, puis devient directeur politique du quotidien, fonction qu'il exerce jusqu'en 1975. Vice-président de l'Association des journalistes parlementaires de 1928 à 1929, il était depuis 1963 président du club Henri-Rochefort. André Guérin avait publié de nombreux ouvrages (dont le *Manuel des partis politiques en France*, la *Commune de Paris*, la *Vie quotidienne en Normandie au temps de la 1^{re} Guerre mondiale* et la *Vie quotidienne au Palais-Bourbon de la fin de la III^e République*), et il était lauréat du Grand Prix européen du journalisme.]

● La CFDT satisfait de l'augmentation de la redevance. — La Fédération CFDT de la culture et de la communication (FTILAC CFDT) a accueilli « avec satisfaction » l'augmentation de la redevance TV annoncée par le gouvernement (le Monde du 12 août). Cette augmentation doit, selon la CFDT, « permettre aux entreprises du secteur public d'assurer pleinement leurs missions de service public, notamment en matière de création audiovisuelle [...] et favoriser la diversification et l'innovation des programmes, tant en matière d'information que de documentaires et de fictions à destination de tous les publics ».

La coupure droite-gauche

Pourquoi alors le blocage actuel, avec la coupure droite-gauche en quelque sorte renouvelée ? Pas seulement parce que la majorité des socialistes redoute encore davantage un chantage centriste qu'un chantage communiste. Il y a aussi deux spécificités du jeu politique français.

La première est évidemment le poids du président. Il ne s'agit pas uniquement de la satisfaction avec laquelle François Mitterrand a repris les pouvoirs qui lui avaient échappé sous la cohabitation, depuis la prépondérance dans le choix des ministres jusqu'à l'annonce monarchique d'une mégabibliothèque. Comme, sous les Républiques précédentes, les Français s'ont pas eu à choisir le pouvoir, comme le font les Britanniques, mais seulement à déléguer aux partis et aux parlementaires le droit d'habilitation et de démission des combinaisons, l'élection directe du président demeure et demeurera l'expression du choix démocratique central (contrairement à l'élection présidentielle autrichienne).

Et cette expression passe par la coupure en deux de second tour, coupure qui retient inévitablement sur la constellation des partis. Elle retient, mais ne détermine pas entièrement : d'où l'embarras actuel où il s'agit de faire vivre la dichotomie du choix présidentiel avec les possibilités et les impossibilités du jeu majoritaire à l'Assemblée.

La seconde spécificité, c'est l'absence d'un corps de deux grands partis. A gauche, le PS, recréé et conduit par François

Mort de Roger Partrat ancien député

Roger Partrat, ancien député, vice-président du Centre des démocrates sociaux (CDS), est décédé mercredi 10 août, à l'âge de cinquante-trois ans.

[Né le 2 avril 1935, à Saint-Etienne (Loire), Roger Partrat était le fils d'Antoine Partrat, ancien directeur de cabinet de M. Antoine Pinay. Licencié en sciences, diplômé de l'Ecole nationale de statistique et de l'Administration économique, de l'Institut de statistique de l'Université de Paris et d'études supérieures de statistique mathématique, Roger Partrat avait été élu, à l'Assemblée nationale, de la quatrième circonscription de la Loire (Firminy) de 1973 à 1978. Il avait siégé au groupe de l'Union centriste puis au groupe des Réformateurs centristes et démocrates sociaux.]

Ancien membre de la commission des finances à l'Assemblée nationale, il avait présidé de 1976 à 1977, la commission d'enquête parlementaire sur l'industrie aéronautique. En 1980, Roger Partrat avait été nommé rapporteur de la commission spéciale du huitième Plan devant le Conseil économique et social.

Elu en 1980 — et toujours réélu depuis — à la vice-présidence du CDS, Roger Partrat était également membre du bureau politique du Parti populaire européen (PPE) à Bruxelles.]

(Publicité)

Concours pour le recrutement d'élèves commissaires des armées

Résultats 1988

Les directions centrales des commissariats de l'armée de terre, de la marine et de l'air déclarent admis au concours 1988 pour le recrutement d'élèves commissaires les candidats suivants :

LISTE PRINCIPALE

TERRE : LE GALLOU Francis FOUQUET Jérôme D'HAEM Rudolph COSPEREC Béatrice MEGRET Sylvie UTEZA Jean-Pascal MONDANGE Patrick BOUCHAUD Tanguy ABBO Bernard	MARCOTTE Olivier MASSON Augustin CHASTENET de G. Frédéric BARTLETT Eric GUILLOUX Anne-Françoise FORTERRE Karine PONCE Eric REQUET Eric
---	---

MARINE

LE CONTE Thierry LHOSTE Didier JACOB Vincent PINSON Serge AUMONIER Antoine O'RORKE Lawrence	FARENC Thierry SUZANNE Yvan PROST Philippe BOULLANGER Hervé FAVREAU Daniel SARTON Mathieu
--	--

AIR

DUPARC Valérie DE NOUËL Philippe FERRAN Pierre TRUPIN Didier	ROCHE Xavier DUBOSCO Philippe MONDON G. Philippe CHREBOR Richard MICHEL Benoit
---	--

LISTE COMPLÉMENTAIRE

VIALON Jean-Philippe COULAS Cécile BOUSQUET Gilles DENIS Laurent ELIDJIT Anne-Marie ROUSSAU Hélène	GARNIER Jean-Jacques TEISSIE Jean-François REAUDIN Catherine ECONOMOS Christophe RAVACHOL Anne-Catherine LEVALX Jérôme
---	---

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à :

● D.C.C.A.T. Tél : 16 (1) 43-36-43-27	● D.C.C.M. Tél : 16 (1) 42-60-33-30 - Poste 21 221
● D.C.C.A. Tél : 16 (1) 45-52-64-51	

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les bons propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	REUNION	SUISSE	AUTRES PAYS
3	354 F	399 F	504 F	607 F
6	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9	954 F	1 083 F	1 404 F	1 953 F
12	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse effectués en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, directeur, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauts

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Sals

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde Renseignements au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 206 136 F

Imprimé en France par l'Imprimerie de la Presse

Tous droits réservés

PROPOS ET DÉBATS

von Collin (MRG)
at municipal

von Collin, député national
ment des députés de gauche
du sénateur du parlement
en 31 et en 1987, comme le
de l'Assemblée nationale et
de la commission de l'édu-
cation de l'Assemblée et des
universités.

Piat (FN)

nâ drone

Nant, il est le seul à l'heure
présente, à l'Assemblée natio-
nale, à avoir été élu député
dans une circonscription de
gauche. Dans son com-
missariat, il a été chargé de
la politique de l'Assemblée
nationale, et, dans le cadre
de la commission de l'édu-
cation, il a été chargé de
la politique de l'Assemblée
nationale.

Philippe Séguin

Philippe Séguin, ministre
de l'Éducation nationale, a
annoncé que son parti, le
Front national, ne se sou-
ciera pas de la politique de
l'Assemblée nationale, et
qu'il se concentrerait sur
la politique de l'Assemblée
nationale.

Strobois

Strobois, député national
ment des députés de gauche
du sénateur du parlement
en 31 et en 1987, comme le
de l'Assemblée nationale et
de la commission de l'édu-
cation de l'Assemblée et des
universités.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE D'ABONNEMENT

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CITY _____

PROFESION _____

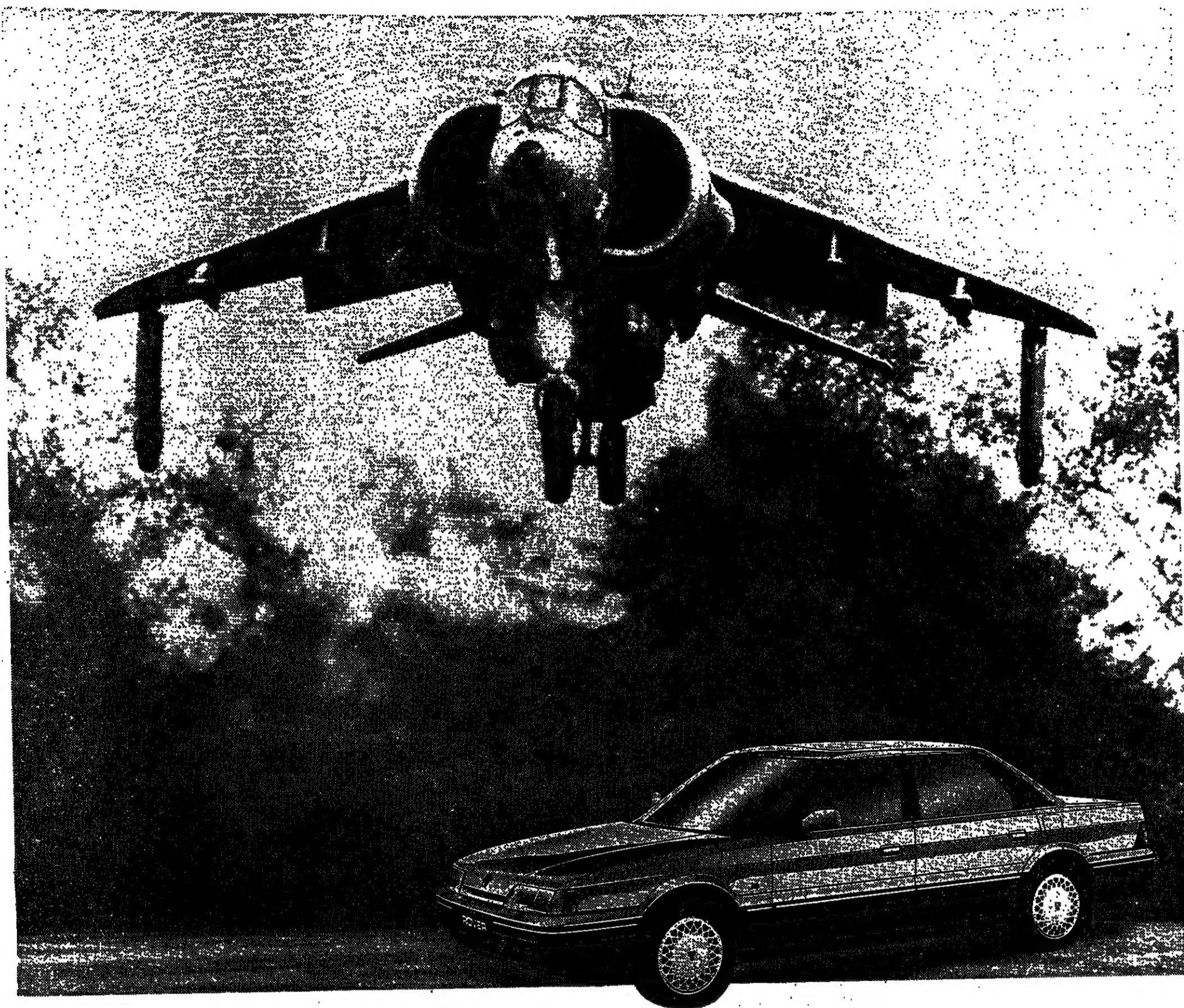
TELEPHONE _____

COULEUR DES CHEVEUX _____

COULEUR DES YEUX _____

COULEUR DE LA PEAU _____

COULEUR DES DENTS _____



Produits de pointe mondiaux... le VSTOL Harrier de British Aerospace et le série 800 de Rover.

ENVOL

Une nouvelle force industrielle mondiale

Aujourd'hui, le Groupe Rover constructeur d'automobiles, de Land Rovers et de Range Rovers, est devenu partie intégrale de British Aerospace, qui est responsable de la gamme de programmes aérospatiaux la plus étendue du monde.

Cette association a créé une nouvelle force industrielle. Aucune autre société au monde ne peut rassembler autant de ressources et de capacités couvrant une gamme aussi étendue de produits qui nous touchent tous dans notre vie quotidienne.

Ils couvrent les avions civils et militaires, les systèmes de défense, l'espace et les communications, l'électronique et la conception et construction automobiles.

La nouvelle société produira des ventes annuelles de plus de 70 milliards de francs, dont 50 milliards de francs à l'exportation, et sera au cœur d'une industrie employant près de 500 000 personnes.

Comme nous, nos clients et collègues dans plus de 150 pays peuvent s'attendre à un avenir fructueux et prometteur.



ROVER GROUP

BRITISH AEROSPACE



British Aerospace plc, 11 Strand, London.

Lutte contre les excès de vitesse

Le préfet en embuscade

LYON
de notre bureau régional

M. le préfet de police est en embuscade. Voiture banalisée devant, motard derrière, le véhicule de la préfecture l'a emporté discrètement à la chasse au permis de conduire à Fontaines-sur-Saône (Rhône). Pour cette demi-journée laborieuse, il n'a pas mis son bel habit brodé, ni sa large casquette, il ne porte pas son épée de gala à poignée de nacre.

M. le préfet regarde tristement une grande serviette en chagrin gaufré qui repose sur ses genoux. Il songe au discours qu'il faudra prononcer tout à l'heure devant les automobilistes en infraction : « Messieurs et chers contrevenants ».

« Halte-là, garez-vous sur le bas-côté ». La suite du discours ne viendra pas. Nous ne sommes pas chez Daudet, mais au détour d'une circulaire ministérielle. Le préfet n'est pas aux champs, mais au bord de la route, au cœur d'un été particulièrement meurtrier.

Depuis le début de la semaine, comme la plupart de ses collègues des autres départements, M. Georges Bastelica, préfet du Rhône délégué à la police, préside le long de certains axes routiers stratégiques un « tribunal volant » et expédit de suspension de permis de conduire.

Fanfaronnade et contrition

Après avoir siégé mardi sur l'autoroute A 6, entre Villefranche-sur-Saône et Lyon, et mercredi au bord d'une avenue du 7^e arrondissement où la moisson fut particulièrement fructueuse avec 19 permis suspendus dont 11 sur-le-champ, le préfet, assisté d'un membre permanent de la commission de suspension et de trois secrétaires, s'est installé, jeudi 11 août, le long d'une berge de la Saône.

Bien dissimulée dans l'encoignure d'un garage, cette « cour de sûreté de la route » dispose de

deux tables sur tréteaux, de trois machines à écrire et de quelques chaises pour faire asseoir les prévenus. Ceux-ci sont rabattus à un rythme soutenu (de 5 à 10 à l'heure) par les gendarmes dont le cinémomètre mis en batterie derrière un arbre détecte tous les véhicules circulant à plus de 60 km/h.

Quelques heures plus tôt, le tribunal qui confiscait les petits cartons roses sur un chemin départemental d'Albigny-sur-Saône s'est offert une séance de « flagrant délire » : le conducteur d'une 505 circulant à 125 km/h, pulvérisant la limitation à 90, se permit de le prendre de haut. « Chaque fois que la route est libre, j'appuie », a-t-il fanfaronné, et le rouleau à 180 dès que je le pourrai. Il devra attendre trente jours. Pour ce gérant de société sorti d'un sketch de Jean Yanne, le préfet n'a pas fait de détail : un mois de suspension immédiate.

Aucun des contrevenants qui comparaissent à Fontaines-sur-Saône n'affiche cette arrogance. Ils reconnaissent les faits, font acte de contrition et acceptent presque tous leur pénitence sans broncher en la ponctuait même parfois d'un remerciement. « Vous devriez vous pointer sur le périphérique de Lyon, y'a du quoi faire », suggère quand même un retraité avant de se délester de son permis pour huit jours, tandis qu'un marchand de fruits, un peu liège à sa fourgonnette, s'essouffait à décharger ses cages d'abricots et à manœuvrer son tric.

Le préfet est plutôt bon enfant et, au-delà de la courtoisie (« Asseyez-vous, je vous en prie, ne restez pas au soleil »), il n'en faudrait pas pour que, dans ses sermons, ce M. Bastelica se laissât aller à la compassion. « Face à l'hémorragie, on ne peut pas rester les bras ballants, les pouvoirs publics sont obligés de prendre le taureau par les cornes, vous comprenez ».

Dans l'ensemble, ils comprennent. « Je suis contre la vitesse », remarque d'ailleurs un paisible

plombier moustachu surpris à 71 km/h et qui s'en tire avec un avertissement « inscrit au fichier national ». Il pourra descendre sa petite famille, le lendemain, à La Grande-Motte. « Le problème, c'est que je dois aller chercher mon épouse à son travail », explique un jeune maître de musique qui s'est laissé aller à un *allegro vivace* à 84 km/h, avec à la clé huit jours sans volant.

Relaxés

La gorge nouée, une jeune femme dont la petite auto roulait à 76 km/h finit par fondre en larmes. « Je suis au chômage et j'avais rendez-vous avec un employeur. Il y a un an que je galère ». Le retrait de son permis sera différé, elle peut repartir, livide et amère.

Au motorisé électro-mécanicien dont la 500 centimètres cubes frotte à 90 km/h, le préfet donnera quelques conseils de prudence : « Sur deux roues, on est plus exposé que sur quatre ». Il carterait pour lui tout risque de dérapage pendant cinq jours.

Avec les appels de phare qu'on doit leur faire en face, ils se méfient, c'est pour cela qu'on ne ramasse plus que des mégots », soupire une fonctionnaire qui rêve, sans doute, de coups plus fumants. Pourtant, le tribunal n'exagère pas. Ainsi, devant un colonel en retraite qui, par inadvertance, a laissé l'aiguille de son compteur filer jusqu'à 63 km/h, la commission n'hésitera pas un instant à prononcer une relaxe. En l'assurant toutefois d'un avertissement moral parce que, quand même, elle n'est pas là pour distribuer des médailles de bonne conduite.

La matinée se traîne, les automobilistes aussi, et le flot des judiciaires commence à se tarir. Un très spectaculaire déploiement de police urbaine contrôlant les poids lourds quelques kilomètres en amont du dispositif des gendarmes y est peut-être pour quelque chose.

ROBERT BELLERET.

L'achat de treize mille micro-ordinateurs par l'éducation nationale

L'informatique n'a pas encore trouvé sa place à l'école

L'éducation nationale est critiquée pour avoir passé des commandes de micro-ordinateurs à des industriels étrangers. A ce débat sur la « préférence nationale » s'ajoute un autre, au moins aussi important : l'informatique à l'école est-elle bien utilisée ? A quoi sert-elle exactement ?

156 millions de francs pour 13 120 micro-ordinateurs, 5 036 imprimantes, 1 340 tables-trançantes, 696 digitaliseurs, 3 916 boîtiers de partage, destinés aux collèges et aux lycées techniques : la plus importante commande publique ou privée, de l'année en micro-informatique, selon l'Union des groupements d'achats publics, qui en est l'auteur, ne sera pas passée inaperçue dans la tour de l'été (le Monde des 10 et 12 août). Cette commande a été ratifiée, en effet, pour 60 % de son montant, par des industriels étrangers : le groupe suédois Victor (5 906 micro-ordinateurs) et l'italien Olivetti-Logabax (2 371), les imprimantes et les tables trançantes devant être fournies par les Japonais.

Si une telle décision ne manque pas de susciter un débat de stratégie industrielle, elle devrait conduire aussi à poser la question de son opportunité pédagogique, alors que les bilans du plan Informatique pour tous (IPT), lancé en 1985 par M. Laurent Fabius, qui ont été tirés jusqu'à présent pour le moins réservés.

Environ trente-trois mille deux cents petites écoles primaires sont équipées d'ordinateurs de type familial (MS-DOS, TOS, T07 70 de Thomson et Excelvision), neuf mille grosses écoles et vingt-sept mille collèges disposent d'un ordinateur, cinq cents lycées bénéficient d'un atelier plus complet. A quoi il faut ajouter quelque vingt mille micros achetés par les établissements sur leurs fonds propres ou fournis par les collectivités locales. Enfin, mille

huit cents ordinateurs ont été offerts aux classes préparatoires aux grandes écoles à la dernière rentrée.

Mais pour quoi faire ? Et d'abord, s'en sert-on ? Comme souvent, l'éducation nationale se trouve dans l'incapacité d'évaluer de façon précise l'état des lieux. L'impression qu'on retire des documents et des enquêtes existantes (1) est double : celle d'un accueil plutôt positif des enseignants à cette initiative dans laquelle ils voient un moyen pour l'école d'être « dans le coup ». Mais dans le même temps, celle d'un fourmillement d'initiatives non coordonnées où le meilleur coïtole le pire, souvent en fonction de données locales ou des circonstances : l'arrivée d'un professeur très motivé, la présence d'un chef d'établissement intéressé, une municipalité dynamique, des parents d'élèves actifs et qui y croient, etc. Les rapports officiels (2) reconnaissent que la situation est très contrastée et qu'aucun bilan chiffré ne peut être dressé. Ils évaluent approximativement à 60 % ou à 70 % le nombre d'enseignants qui ont reçu une sorte de familiarisation-formative et seulement à 10 %, au mieux à 20 %, le nombre de ceux qui utilisent l'informatique.

Les trois raisons d'un « semi-échec »

Comment expliquer ce que l'inspection générale du ministère appelle un « semi-échec » du plan IPT ? Trois raisons peuvent être avancées. Elles tiennent aux équipements, à la formation des maîtres et aux objectifs pédagogiques de l'opération.

Les équipements sont le plus souvent inadéquats, et ils posent de sérieux problèmes de maintenance aux établissements, lesquels, de surcroît, n'ont pas de budget pour l'assurer. En outre, le nombre de micros disponibles par établissement permet rarement une utilisation par la classe tout entière. Le professeur doit alors diviser celle-ci, assurer la surveillance de ceux qui ne travaillent pas avec les ordinateurs, leur donner un travail particulier. Enfin, le découpage de l'enseignement en disciplines distinctes et en heures de cours, dispensées dans des salles spécifiques pour nombre d'entre eux, vient tout compliquer par sa rigidité.

Quant aux logiciels, ils sont médiocres et, en général, si l'on en croit les professeurs, inadaptés aux besoins pédagogiques. Très sensible à cette situation, M. René Mooney a cherché à susciter la création d'une grande industrie française du logiciel et a lancé en février 1987 un concours de logiciels éducatifs. L'ancien ministre s'est ainsi efforcé de faciliter l'utilisation des logiciels par les établissements grâce à un système de « licences libres » dans lequel le ministère prend une partie des frais à sa charge. La réalisation des logiciels, enfin, a été ralentie par M. Mooney au secteur public et confiée aux éditeurs privés. Dans le même temps, était définie la double fonction de ces logiciels informatiques pour l'enseignement : permettre la simulation de situations précises, apprises souvent de façon théorique, et entraîner à la recherche d'informations parmi les banques de données existantes. Les logiciels devront développer l'une ou l'autre de ces capacités, que les enseignants utiliseront dans chacune de leurs disciplines. Tel reste aujourd'hui l'objectif officiel.

La deuxième raison de la stagnation, sinon de l'échec, du plan IPT tient à la formation des maîtres. Bien que les volontaires pour les stages aient été nombreux, la formation dispensée l'a été de façon anarchique, discontinuë et incohérente. Certains ont été formés à des langages qui n'existent plus, d'autres, une fois devenus « compétents », n'ont pas été utilisés par leur établissement ou se sont trouvés affectés, par le jeu des mutations, dans des collèges sans matériel, etc. Nulle politique de formation n'a été clairement arrêtée, et le budget initialement prévu dans le plan IPT a été réduit des deux tiers par M. Mooney. Aujourd'hui, les académies fixent librement leur politique de formation, ce qui accroît encore les disparités.

La finalité pédagogique de l'ordinateur à l'école, enfin, n'a pas été clairement définie (3). S'agit-il d'enseigner un nouveau langage, comme une discipline autonome ? De former à l'utilisation d'un outil ? S'agit-il d'assister le professeur, en le soulageant de tâches répétitives ou en permettant à l'élève de progresser à son rythme ? Convient-il de faire acquiescer aux élèves « le langage du XIX^e siècle » (Christian Beaulieu), une « culture informatique » (Jean-Pierre Chevènement), de préparer à « un environnement informatique » (René Mooney), la salle d'informatique devenant une « salle de travaux pratiques des temps modernes » ?

Pris entre ces définitions, successives ou simultanées, les enseignants ont dû se débrouiller. Ils se sont d'abord « décarcassés », comme l'expliquait en novembre dernier M. Gilbert Trigano, chargé de la mise en œuvre du plan IPT, au Monde de l'éducation. Puis, après l'enthousiasme, est venu le temps du scepticisme, bien que la plupart des professeurs considèrent toujours le contact des jeunes avec l'ordinateur comme positif et indispensable. Mais, pour beaucoup, les dépenses d'énergie, de temps, les complications matérielles et pédagogiques qui en résultent ne justifient pas les efforts que demande l'utilisation de l'informatique dans l'enseignement.

Le maître, en définitive, est toujours seul dans sa classe, face à ses trente élèves, auxquels il doit enseigner, dans un temps limité, un programme qui s'impose à lui. C'est pour n'avoir pas analysé ni, a fortiori, tiré les conséquences de cette situation de solitude, et parfois de déréliction professionnelle, qui caractérise le métier d'enseignant que l'informatique n'a pas encore trouvé sa place à l'école. Peut-être conviendrait-il de s'interroger sur cette dernière si l'on veut éviter que cet énorme investissement public reste un luxe inutile.

J.-M. CROISSANDEAU.

(1) « Informatique à l'école : l'état des lieux », Le Monde de l'éducation, n° 143, novembre 1987.

(2) Rapport général 1985-1986 de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale. Ministère de l'éducation nationale, mars 1987. Rapport de la Cour des comptes, édition juin 1987. Imprimerie des journaux officiels.

(3) M. Chapsus, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique vient de préciser les objectifs de l'enseignement de la technologie au collège par une circulaire du 5 août.

Remise en liberté d'une sympathisante d'Action directe

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris vient de remettre en liberté Annyse Benoît, vingt-neuf ans, qui avait été relaxée le 4 juillet dernier, par la cour d'appel de Paris, des délits d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les explosifs. Celle-ci reste placée sous contrôle judiciaire.

Incarcérée le 13 décembre 1984, Annyse Benoît était toujours détenue un mois après avoir été relaxée, car elle reste inculpée dans une affaire d'attentat à l'explosif commis en juillet 1984 à Paris contre la Banca Di Roma. Le 13 juillet dernier, le juge d'instruction, M. Jean-Louis Bruguière, avait rejeté sa demande de mise en liberté. C'est cette ordonnance du magistrat instructeur que la cour a infirmée.

Sympathisante d'Action directe, Annyse Benoît avait comparu, en janvier dernier, devant le tribunal correctionnel de Paris, qui l'avait condamnée, le 12 février, à cinq ans d'emprisonnement. La cour d'appel, le 4 juillet, avait, en revanche, considéré qu'avec son compagnon Bruno Baudrillard — également relaxé — elle formait « un couple totalement marginalisé, vivant d'expédients, n'ayant pour fréquentation, que celles d'autres marginaux », mais que ceci ne permettait pas de les déclarer coupables d'association de malfaiteurs. C'est-à-dire de participation aux activités terroristes d'Action directe (le Monde du 6 juillet).

● Remise en liberté d'un nationaliste corse présumé. — M. François Sargentini, militant corse présumé, qui était détenu depuis le 12 avril dernier, a été remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire, mercredi 10 août. M. Sargentini avait été arrêté le 12 avril dernier, en compagnie de quatorze autres personnes, par le SRPJ de Corse qui agissait sur commission rogatoire de M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris. Le 16 avril, M. Rivière l'avait placé sous mandat de dépôt après l'avoir inculpé d'association de malfaiteurs et de reconstruction de ligne dissoute — le FLNC — infractions en relation avec une entreprise terroriste.

Le 28 juillet dernier, M. Rivière avait remis en liberté sous contrôle judiciaire trois autres personnes inculpées le 12 avril : MM. Bernard et Christian Magdeleine et Roch Rogliano.

Nomination de magistrats

Par décret publié au Journal officiel du 11 août 1988 sont nommés :

— Procureurs de la République près les tribunaux de grande instance : à Créteil, M. Daniel Barreyre, substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris ; à Béthune, M. Jean-Dominique Sarcelot, substitut du procureur général près la cour d'appel de Reims ; à Dieppe, M. François Bourguignon, vice-président du tribunal de grande instance de Lille.

— Présidents des tribunaux de grande instance : au Mans, M^{me} Marie-Hélène Miquel, épouse Tric, conseiller à la cour d'appel d'Angers ; à Libourne, M. Bernard Pierre, vice-président du tribunal de grande instance d'Agen ; à Niort, M. Jean-Pierre Anglard, premier juge au tribunal de grande instance du Mans ; à Hazebrouck, M. Roger Lemblé, juge au tribunal de grande instance de Montargis.

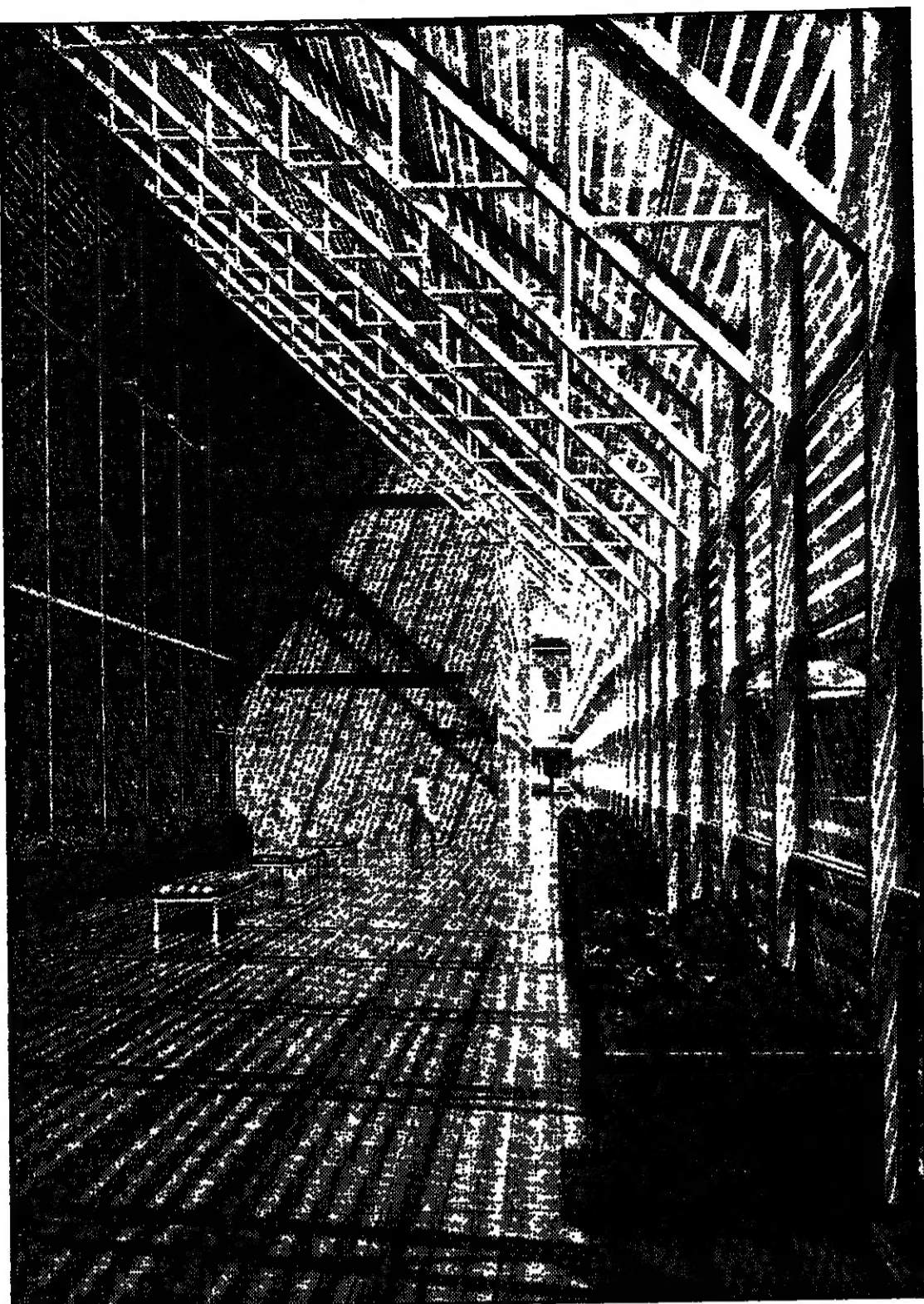
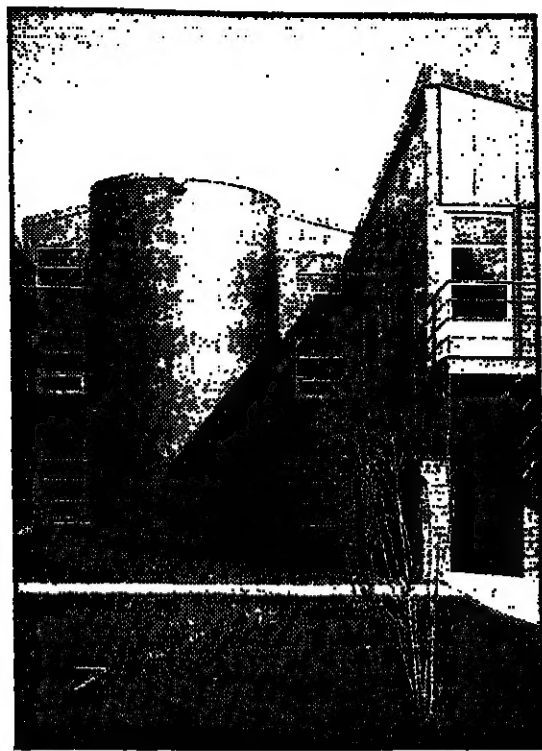
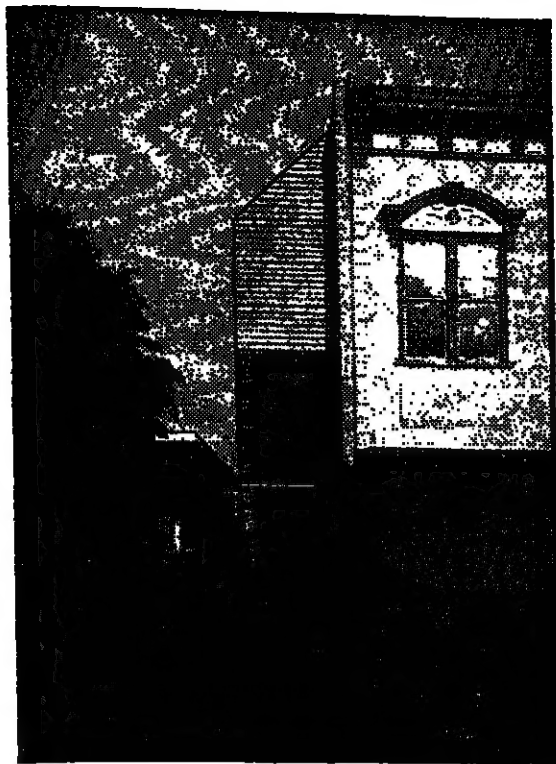
● Quatre appelés condamnés à Briançon pour violences sexuelles. — Le tribunal de Briançon (Hautes-Alpes) a condamné, mercredi 10 août, quatre appelés du 15^e régiment d'infanterie alpine (RIA) de Briançon à des peines de prison ferme pour avoir fait subir des violences sexuelles à l'un de leurs compagnons.

Dans la nuit du 13 au 14 avril dernier, Nagid Reba, Pascal Peronnet, Stéphane Roussel et Frédéric Bourdin, tous âgés de vingt ans, avaient marié un de leurs compagnons parce qu'il avait débité 500 F à Reba.

Reba a été condamné à trois ans de prison dont un avec sursis, les trois autres à deux ans de prison. La victime des sévices a obtenu 105 000 F de dommages-intérêts.

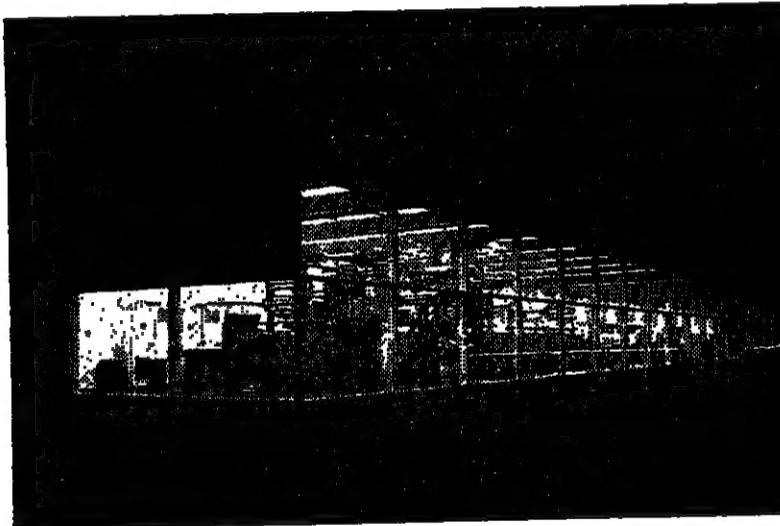
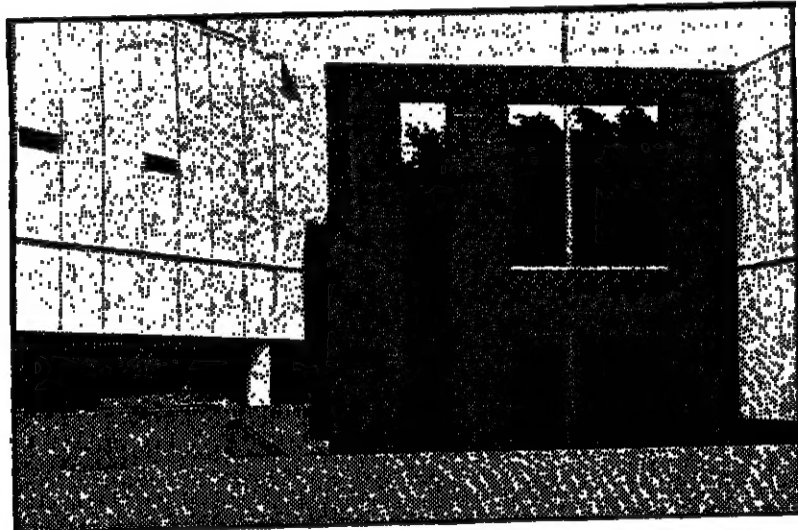
LOTO		N° 32		Tirage du 10 août 1988	
3	16	25	27	29	35
					33
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
MONTANT DES PRIX : 20 000 000 F					
PROCHAIN TIRAGE, UN DROIT SUR 1000					
M					

nationale
ace à l'école



Le Monde SANS VISA

Columbus, les architectes aux champs



De gauche à droite et de haut en bas :
un vieux bâtiment remodelé par Alexander Girard ;
la station de pompiers n° 5 par Suzanne Torre ;
la banque Irwin par Roche et Dinkeloo ;
une école par Mitchell et Giurgola ;
l'immeuble de The Republic par Myron Goldenstein.
(Photos Olivier Boissière.)

**Peu ordinaire
destin
que celui
de Columbus,
cette petite
localité rurale
de l'Etat
d'Indiana,
qui offre
l'un des plus
remarquables
rassemblements
d'architecture
moderne
que l'on puisse
voir sur
le continent
nord-américain.
Des moyens,
une passion
et un homme.
Voici l'histoire
de J. Irwin Miller.**

par Olivier
Boissière

DES Columbus, il y en a une bonne dizaine sur la carte des Etats-Unis, sans compter les Columbus et autres dérivés du nom. Ici, c'est l'Indiana, le pays « Hoosier ». Un mot qui ne dit rien que son Etat d'origine et dont l'éthymologie partage les consciences. Pour les uns, c'est la question d'un paysan méfiant derrière sa porte close : « Who's here ? » (Qui est là ?). Pour d'autres, ce serait l'excitation stupéfaite du balayeur après une de ces bagarres générales de saloon qui ne sont pas réservées au cinéma : « Who's on ? » (A qui cette ornière ?). Le débat reste ouvert à ce jour. On aura compris qu'on se trouve en pays rural, au cœur de l'Amérique dite profonde, dans ce Middle-West interminable et plat immortalisé par un champ de maïs du sud de Chicago à qui Cary Grant doit, à notre soulagement, le salut dans la Mort aux trousses.

La campagne, quoi. Mais, Columbus (Indiana), c'est un trou de campagne pas comme les autres, dont la notoriété particulière s'étend aujourd'hui bien au-delà du comté de Saint-Bartholomew dont il est le chef-lieu. Columbus, bourgade de trente-deux mille âmes, s'est bâti en moins d'un demi-siècle une collection de quelque cinquante monuments d'architecture moderne, prenant place jusqu'à présent dans les métropoles New-York, Chicago et Los Angeles au box-office de l'excellence architecturale.

Le générique des architectes y ayant signé un bâtiment somme comme un *Who's who* de l'architecture américaine d'après la seconde guerre mondiale : les Saarinen, Eliel l'Ancien et Eero le Jeune, leurs « enfants » Kevin Roche, Cesar Pelli, Paul Kramann, les Chicagoans Harry Weese et Myron Goldsmith de Skidmore Owings Merrill, Edward L. Barnes, John J. Johansen, le grand designer d'IBM, Eliot Noyes, l'agence de Gropius à Cambridge, The Architects Collaborative, I.M. Pei, Hardy-Holzman-Pfeiffer, Mitchell-Giurgola, Robert Venturi... et James Polshek... et Gunnar Birkerts... et l'inévitable Richard Meier... Derrière cette aventure, il y a un homme, un maître d'ouvrage éclairé. Le *deus ex machina* de l'architecture columbienne se nomme J. Irwin Miller.

Le général John Tipton était grand massacreur d'Indiens Delaware, les plus doux Indiens peuplant ces contrées, si doux que les Iroquois les traitaient de femmes-lettres. Le général John Tipton était généreux : des terres qu'il avait acquises à la force du poignet sur le site de ce qui devait constituer le Columbus originel, il offrit, en 1821, trente acres pour fonder une ville qui se nomma tout naturellement Tiptona. Le général John Tipton était susceptible : les pères fondateurs ayant, pour des raisons demeurées mystérieuses, changé ce nom pour celui de Columbus, il alla planter sa Tiptona ailleurs (à quelques dizaines de miles au nord d'Indianapolis).

En 1836, un certain John Irwin quitta le comté de Bartholomew

pour aller s'établir dans le comté de Johnson voisin. Dix années plus tard, un ambitieux jeune homme faisait son entrée dans la ville de Columbus, les pieds nus et les chaussures sur l'épaule afin de ne pas les user : Joseph Ireland Irwin entraînait dans sa légende. D'abord grognoté au bazar local, il ne tarde pas à prospérer dans sa propre boutique, achète de la terre et, s'avisant qu'un coffre-fort qui trône au fond de son magasin est devenu fort populaire parmi ses chalandes, devient banquier. Et ainsi de suite...

Ceinture de maïs et ceinture de Bible

Marié à Harriet Clementine Glanton (du comté de Bartholomew), Joseph engendra six enfants dont seuls deux survécurent. Linnée n'eut pas plutôt sonné ses seize ans qu'elle épousa le plus fameux prêcheur d'Indiana, le bouillant révérend Zachary Taylor Sweeney, que son père avait accueilli sous son toit trois ans auparavant. Et Zachary engendra Nettie, mariée au digne professeur Hugh Miller qui engendra Joseph Irwin Miller, notre mécène de l'architecture columbienne.

Le frère de Linnée, William Glanton Irwin, était, pour ainsi dire, né célibataire. Il le demeura. La rumeur marmure qu'il mena une vie passablement agitée, parcourut l'Etat dont il prisa les lieux de plaisir, entretenit des liaisons discrètes et tumultueuses. Il menait grand équipage et eut très tôt une automobile. C'était l'époque où on ne partait pas en pique-nique sans sa boîte à outils. Le chauffeur de William, Clessie

Cummins, était donc mécanicien. Passionné de moteur diesel, il conçut la modification qui permit la première application du Diesel à un véhicule automobile. Et William, qui cachait sous des airs fétards le génie des affaires, engendra la Cummins Engine Co.

Après l'homme qui inventa Ben Hur, Kurt Vonnegut Jr est sans doute le plus célèbre écrivain Hoosier. Il ne manque jamais de rappeler qu'il est originaire d'Indianapolis où son père était architecte : il n'y a pas si longtemps, on pouvait encore y voir un de ses immeubles ainsi qu'une pendule. Dans *Dieu vous bénisse, Mr Rosewater*, Vonnegut conte l'irrésistible ascension du clan Rosewater, guidé par Dieu, son droit et un singulier talent à mêler l'accumulation verticale à l'accumulation horizontale avec une prudence calculée. De Noah, qui épousa « la fille la plus moche de l'Indiana parce qu'elle possédait 400 000 dollars », Vonnegut explique qu'« afin de ne pas être victime des emballeurs de viande, il acquit une participation majoritaire dans les abattoirs d'Indianapolis ».

« Pour ne pas être victime des fournisseurs d'acier, il acquit une participation majoritaire dans une aciérie de Pittsburgh. Pour ne pas être victime des fournisseurs de charbon, il acquit une participation majoritaire dans différentes mines. Et pour ne pas être victime des prêteurs, il fonda une banque. » L'héritier du nom et de la fortune, Eliot Rosewater, élevé dans la ouate et le luxe, bien formé pour mener une vie de play-boy vertueux, se mue, au terme d'une belle crise de conscience

parmée de fugues, en philanthrope, au grand dam de son père. Eliot ne peut accepter que la démocratie américaine perverse produise tant de laissés-pour-compte : il finit par se consacrer à son prochain dans un comté de Rosewater où il tente de ressusciter l'utopie des origines de la nation américaine. Les analogies que l'on serait tenté de lever entre l'histoire des Rosewater décrits par Vonnegut et celle du clan Irwin-Sweeney-Miller ne sont sans doute que coïncidences.

J. Irwin Miller, élevé à Yale et à Oxford, manie, dit-on, la langue grecque en virtuose et pratique couramment son stradivarius. Il n'en demeure pas moins, et d'abord, un businessman avisé, bien loin de l'extravagant angélisme qui anime Eliot Rosewater. On ne peut cependant manquer d'être troublé par la sollicitude qu'il manifeste à l'égard de la petite communauté dont il est issu. J. Irwin Miller est certainement une espèce de philanthrope. Le moyen qu'il a choisi d'embellir la vie de ses citoyens, c'est l'architecture.

La ceinture de maïs — Corn Belt — à laquelle appartient l'Etat d'Indiana porte un autre sobriquet, la « Bible Belt », ceinture de la Bible. Il y a, à Columbus, plus de cent vingt églises. Le jeune J. Irwin Miller semble avoir eu à Yale la révélation de l'architecture, avec l'aide de son ami le jeune Saarinen. Son premier exploit, et non le moindre, fut à son retour au pays de convaincre sa communauté religieuse, la First Christian Church, de confier à Eliel Saarinen, l'Ancien, la construction de leur nouveau lieu de culte en plein centre de la ville.

(Lire la suite page 11.)

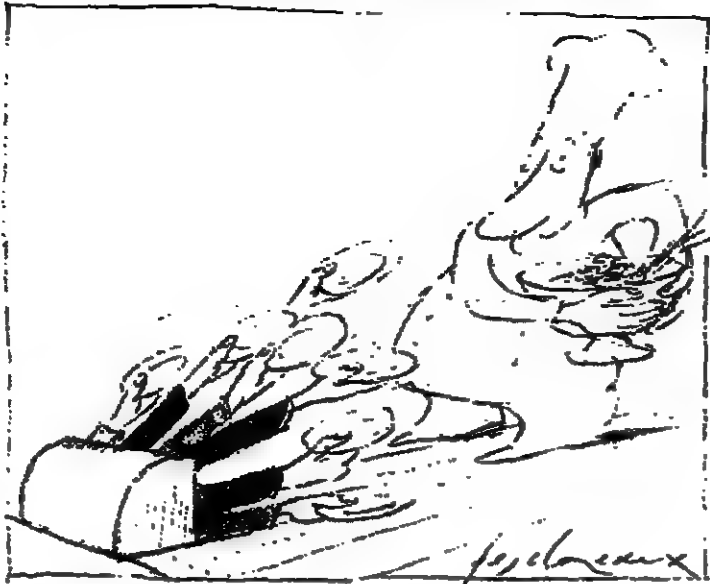
Une salade de théâtre

MAGNEZ-VOUS bien installé dans un fauteuil de la Comédie-Française. Nous sommes le 9 janvier... 1887, mais oui, il y a juste cent ans! Depuis presque un demi-siècle votre compagne a pour le fils naturel de votre auteur favori, le petit Alexandre dit Dumas fils, un peu les yeux de Chimène. Vous lisez encore les *Trois Mousquetaires* du papa, mais elle pleure en songeant à la *Dame aux camélias*. Donc elle a voulu venir ce soir, à la générale d'une dernière pièce de l'auteur: *Francillon*.

Sur scène, un jeune cordon-bleu, Annette, donne au jeune premier une recette, que dis-je, une «régionale», de sa composition:

« Vous faites cuire des pommes de terre dans du bouillon, vous les coupez en tranches comme pour une salade ordinaire et, pendant qu'elles sont encore tièdes, vous les assaisonnez de sel, poivre, une très bonne huile d'olive à goût de fruit, vinaigre... »

Et aux interruptions des personnages présents elle répond et précise que le vinaigre d'Orléans convient le mieux, qu'il faut ajouter à l'assaisonnement un demi-verre de châteauneuf, qu'il



faut beaucoup de fines herbes hachées menu, menu...

Ce en quoi elle a tort: il faut

ciseler les fines herbes et non les hacher, pour mieux leur garder leurs essences. Ensuite il faut cuire au court-bouillon de grosses moules (un tiers de moins que de pommes de terre) avec une branche de céleri, les écouiller et les ajouter à la salade. Enfin, cette

dernière bien «remuée», Annette propose de la couvrir de rondelles de truffes, «une vraie collotte de savant!», cuites au vin de Champagne.

La salade Francillon fit fortune. On reçut ses amis rien que pour leur servir ce plat b.c.b.g. (comme on ne disait pas encore). On conduisit les jeunes filles au Français pour leur donner le goût de la cuisine bien faite.

Et naturellement les restaurateurs n'allaient pas laisser passer ça! Entre le bonnard Thermidor et les œufs Toupinel, la salade Aida et le suprême de volaille Belle-Hélène, le restaurateur Paul Brébant annexa la fameuse salade. Mais il eut l'idée de remplacer les pommes de terre par les croques, qui, alors, débutaient eux aussi sur la scène gourmande. En vérité il s'agit là d'un légume japonais dénommé stachys. Mais, en cette même année 1887 qui vit naître la tour Eiffel, jouer Francillon, un cultivateur d'un village de Seine-et-Oise réussit une première récolte de ce mini-tubercule (3 tonnes, dit-on) et le baptisa du nom de son village: Croques.

Belle occasion pour Brébant de lancer sa salade japonaise en pastichant, si j'ose écrire, Alexandre fils de son père.

Aujourd'hui on ne trouve nulle part cette — ou ces — salades(s). A tort peut-être. Car les croques du Japon et de Seine-et-Oise sont un excellent légume négligé.

Et l'on peut très bien mettre la salade à l'heure des économies en supprimant les truffes: simplement croques (ou pommes de terre) et moules, fines herbes, huile d'olive et vinaigre avec un verre de petit vin blanc!

LA REYNÈRE.

VOYAGE

Les architectes aux champs

(Suite de la page 9.)

L'église du vieux Saarinen demeure à ce jour un des plus beaux édifices de la ville, avec sa tour carrée de briques claires et ses intérieurs de bois blond dus au jeune Saarinen et à son complice d'alors, un certain Charles Eames. Mais, convaincre une congrégation, dont sa famille est la plus généreuse donatrice, est une chose. Mettre en place une politique de maîtrise d'ouvrage dans une ville, en est une autre. Pendant près de quinze ans, Miller tâtonne, fait bâtir pour lui-même, sa famille, sa banque, la Irwin Union Bank and Trust. Est-ce la rivalité avec Cosco, autre industriel local, et sa Fondation Hamilton, qui développe un mécénat analogue (ils partagent les services du même architecte, Harry Weese, dont le Lincoln Center, un petit complexe sportif, est une pure merveille de modernité vernaculaire)?

Vers 1956, eureka! Miller rumine gravement depuis l'après-guerre l'appauvrissement de l'environnement scolaire: il propose au comité éducatif de la ville de payer les honoraires de l'architecte (à travers la fondation Cummins) à condition qu'il soit choisi sur une liste (courte) établie par un aéroport de personnalités indépendantes (et au-dessus de tout soupçon). La première liste est établie par Eero Saarinen, Pietro Belluschi et l'éditeur de *Architectural Forum*, Douglas Haskell.

C'est à Weese que revient l'honneur d'inaugurer ce qui va rapidement — les éducateurs ayant compris l'intérêt commun — devenir «le programme» et s'étendre à tout ce que la ville peut compter de bâtiments publics ou d'intérêt général. C'est ainsi que The Architects Collaborative a construit une coquette maison de retraite, que James Polshek a fait enjamber Haw Creek par une clinique psychiatrique, que Roche et Dinkeloo ont fait de la poste un monument local de miroir et d'acier Cor-Ten.

Le programme a fait des émules: le comité des bibliothèques de la ville a refusé son aide mais choisi J.M. Pei pour la bibliothèque centrale, joliment posée en face de l'église d'Eliel Saarinen. Pour témoignage de sa satisfaction, la famille Miller a fait don de la «grande arche» de Henry Moore qui orne la place.



La gazette locale, *The Republic*, est allée quérir Myron Goldsmith de Skidmore Owings Merrill pour exposer en vitrine toute la chaîne de fabrication du journal: une manière comme une autre d'affirmer la transparence de la presse?

A l'aube des années 70, le discours sur la qualité de la vie aidant, Columbus s'est décidé à refourbir son centre-ville. Un grand centre commercial complété d'un espace public couvert est venu tenter de revitaliser la rue principale, Washington street, elle-même confiée au vieux designer Alexander Girard, tiré de sa retraite dorée de Taos. Une entreprise quelque peu désespérée dans une bourgade américaine dont la population n'est guère encline à la convivialité, hors de ses barbecues, télé-parties ou pique-niques saisonniers. Le centre réhabilité est vide, à vue de nez, dès 17 heures. La saine jeunesse locale ne possède pour s'esbaudir qu'un magnifique cinéma décadent, Crump, un glacier historique, Zaharako's Confectionery, dont la somptuosité du décor masque mal l'ennui, et deux bars, plus conjugués que célibataires, où la bière — qui porte le nom du bien-faiteur de la ville, mais ce n'est qu'un homonymie — la pression est servie en bouteille: on n'arrête pas le progrès.

Le héros de Vonnegut, Eliot Rosewater, débordé de respect et d'affection pour les membres d'une corporation dont il dit à qui

vent l'entendre qu'ils sont «le sel de la terre» et ce qu'il y a de «mellé en Amérique»: les sapeurs-pompiers. Ce péché mignon pourrait bien avoir touché également notre mécano columbien. Les stations de la ville, qui abritent tout à la fois ces valeurs soldats et leurs véhicules brillant de tous leurs feux, sont peut-être ses chefs-d'œuvre. La dernière en date, qui porte le numéro cinq, est l'œuvre d'une toujours jeune architecte new-yorkaise dont la carrière, prometteuse à la fin des années 70, semblait s'enliser dans les débats académiques à l'université de Columbia. Susanna Torre, pour la nommer, a retrouvé là tout son talent pour un petit édifice admirablement dessiné et réalisé avec soin.

Elle avait eu un prédécesseur glorieux en la personne de Robert Venturi qui, dès 1967, avait conçu la station n°4. Ce bâtiment, d'une retenue de bon aloi, appartient à la période «sobre» du maître. Le post-modernisme, en effet, n'a pas eu, à Columbus, droit de cité. J. Irwin Miller, en entrepreneur efficace, se défie des exhibitionnismes outranciers. Il y a dans la poursuite de sa politique architecturale un pragmatisme solide, un bon sens que l'on qualifierait volontiers de paysan. Aux discours enflammés des critiques attribuant des significations cachées au bâtiment de Venturi, il a opposé sobrement: «Je crois que c'est — a lot of bull» (1). Son

intérêt dans l'architecture se veut purement civique et économique: «C'est toujours cher d'être médiocre» pourrait être son slogan. Augmenté de «La laideur se vend mal». Columbus, qui avait quelque peu souffert de la crise de la fin de la décennie 70, a attiré récemment plusieurs entreprises, dont deux japonaises, et crée ainsi des emplois. La qualité de son environnement n'y est pas, dit-on, étrangère. La preuve par neuf?

La passion architecturale de Miller n'est pas limitée à son comté: sa famille vient de dédier une église conçue par Ed Barnes à deux pas d'Indianapolis; de nouvelles implantations de la Cummins Engine Co dues à Paul Kenon, Harold Roth, Peter Eisenman, fleurissent à Madison, Indiana, à Charleston et Rocky Mount en Caroline du Nord. Deux usines Cummins, dues à Roche/Dinkeloo et Ahrens/Burton/Kolarek, fonctionnent en Angleterre et en Ecosse. Et le très brillant exercice de style de Richard Rogers pour Fleetguard à Quimper, en France, appartient au groupe Cummins. «Vous pouvez aller n'importe où dans le monde. Un Hoosier y a apposé sa marque.»

OLIVIER BOISSIÈRE.

(1) Bull: raccourci pour bull-shit, boeuf de taureau. «Don't bull-shit me»: Ne me tiens pas de discours sans fondement.

SEMAINE GOURMANDE

La Corbeille

Son cuisinier, Jean-Pierre Cario avait un handicap: le décor chichiteux de sa petite salle, reliquet du méchant restaurateur d'un faux grand chef. Il a pu tout transformer, s'agrandissant jusqu'au premier étage, où deux salles (dont une réservée aux non-fumeurs) sont agréables et confortables. La carte est celle que l'on connaît, de plats «vrais» dans leur originalité, des terrines à la façon de Denis (son initiateur) à la daube auognonnaise de l'ouze de bouff, de l'ail de rale aux figues au morceau du boucher à la ficelle, des poissons fumés «maison» à la marmite du pêcheur. Avec aussi, le soir, des menus «petite cave» et «grande cave» (250 et 320 F) assortis de quatre ou six verres de vins sélectionnés. A la carte, compter 300-400 F; menu midi: 155 F. Bon pain «maison», aimable. La Corbeille nouveau style doit devenir une grande maison du quartier.

● LA CORBEILLE, 154, rue Monmartre 75002 Paris. Tél: 40-26-30-87 et 47-03-31-39. Fermé samedi midi et dimanche. Parking: Bourne. CB-AE.

Les Diablotins

Un petit nouveau sans prétention (rare dans le quartier). Des entrées entre 40 et 50 F (escargots aux trois beurres, d'ail, de noix et de paprika), des plats de 60 à 100 F (croque de veau au Ricard, confit «maison») permettant des additions de 200-250 F. Service jusqu'à minuit à partir du 29.

● LES DIABLOTTINS, 35, rue Bergère 75009 Paris. Tél: 47-70-77-09. Fermé samedi midi et dimanche. Parking Drouot. CE-DC-AE.

Cap au Sud aux Issambres

Soyons francs, ce n'est qu'une indication. Un gourmand, propriétaire d'une jolie villa, vient de la transformer en restaurant panoramique, face au val d'Esquères et à la mer. Vous en découvrirez sans doute les charmes avant moi, mais je connais le chef, J.-P. Barnard, élève de Gauthier (du Miramar de Biarritz), ce qui est une indication et m'assure de la qualité de sa cuisine froide de bonhomme, du glacé d'huîtres au champagne, des filets de rougets à l'unilatérale, de l'agneau de lait rôti... Compter 300-350 F.

● CAP AU SUD, La Saut du Loup 83380 Les Issambres. Tél: 94-96-88-25.

Auberge du Lion d'Or à Cologny (Suisse)

A quelques tours de roue de Genève, c'est la grande maison que l'on sait, avec sa terrasse-jardin ensoleillée, sa vue panoramique sur le lac et la cuisine d'Henri Large. De la soupe d'étrilles aux graines de sarrasin au tartare de rouget aux olives, du loup à la vapeur d'algues au croustillant d'agneau, ne cherchez point ici la cuisine helvétique, mais du moins la française est accueillante et soignée, la cave remarquable, le service, sous la direction de M. Ramello, sans faille. Un menu «Plaisir»: trois plats, fromage et dessert (105 francs suisses), un menu «Lion d'Or»: 4 plats, fromages et tous les desserts (145 francs suisses), et la carte.

● LE LION D'OR, 5, place Gauthier, Cologny (Suisse). Tél: 22-36-44-32. Fermé samedi et dimanche. AE-DC-EC-Visa. L.R.

GASTRONOMIE

Rive droite

SALLE CLIMATISÉE le soufflé
De cuisine française et ses spécialités
30, rue de MONT-THAÏER (près de la place Vendôme)
Réservation: 02-00-27-19
Fermé le dimanche
27^e ANNÉE

Rive gauche

Le Mayafan
COUSCOUS GRILLADES
TAGINES MECHOU
OUVERT EN AOUT
7, rue Cornille, 6^e - (7^e Odéon)
Séances de 25 à 50 couverts
t.l.j. - 43-26-03-65

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC
HOTEL RESTAURANT ****
Père fleuri 2 ha. Piscine, tennis, plage jogging et cyclable, prox. golf.
1/2 pension 245 F.
LES ARDELLIÈRES, 33160 SALAUNES.
Tél: 56-58-58-60.

Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL * RESTAURANT ******
LA CROIX BLANCHE
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Tél: 54-88-55-12
Relais gastronomique

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Majestic Best Westerns ****
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
30 CH. INSOUVERAINS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél: 93-82-39-60

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél: 93-82-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
tél. direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Père régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio - cuisine-grill. Tennis.
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pens. 1029 F à 1617 F sem.
Pensions 1309 F à 1848 F la sem.

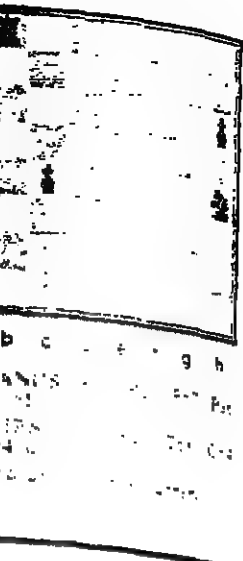
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
(Hautes-Alpes)
PARC RÉGIONAL. Alt. 2000 m.
Soleil médit. Randonnées, activités avec encadrement sur place.
HOTEL LE COGNAREL ****
LOGIS DE FRANCE
Tél. (16) 92-45-81-03

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Corti
tél. 19-41/93/330282 - Télex 846143
Via Sempione, CH 6800 LOCARNO.

ETUDE 1252

L. MITROFANOV
(1923)



En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

En 1923, L. Mitrofanov a écrit une étude sur la composition musicale. Cette étude a été publiée dans la revue "Musique" et a été traduite en français.

THÉÂTRE

Entretien avec Jean-Pierre Vincent

Le temps des redécouvertes

Passé directement de la « Jeune compagnie » au Théâtre national, Jean-Pierre Vincent, ex-directeur du TNS, à nouveau indépendant, plaide en faveur de l'institution.

Au mois d'août, les ministères préparent leurs budgets. Celui de la culture et de la communication peut compter sur une augmentation de 12 %, qui englobe les grands projets de Bibliothèque nationale, bicentenaire de la Révolution, Opéra Bastille...

Qu'advient-il du théâtre, dans le secteur public, dont les subventions stagnent, quand elles n'ont pas été diminuées. Qu'advient-il des institutions, endettées comme des pays du tiers-monde. « La vie des compagnies indépendantes est liée à la bonne santé de l'institution », dit Jean-Pierre Vincent, qui suit ce dont il parle.

Jean-Pierre Vincent est passé par la « Jeune compagnie » avec Patrice Chéreau. Puis il a fondé la sienne avec Jean-Jacques Hérold, avant de diriger tout seul le TNS, Théâtre national de Strasbourg, de 1975 à 1982, et la Comédie-Française jusqu'en 1986. Il est redevenu indépendant, mais avec d'autres moyens, une autre assise qu'à ses débuts. Retournera-t-il dans l'institution ? Il s'est donné trois ans pour regarder et réfléchir. Plusieurs responsabilités d'établissements seront alors arrivées en fin de contrat, à Strasbourg comme à Nanterre...

Attachés ou non à l'institution, les enfants de 68 sont devenus adultes. Ou devraient l'être. Ils ont voulu leur père et n'ont pas pris leur place. Ils se sont retrouvés orphelins, sans enfants. Ils ont alors cherché une famille avec le « groupe », l'« équipe », l'« enseignement », où on ne peut pas tricher », disent-ils tous (entretiens avec Patrice Chéreau dans le Monde du 8 juillet, avec Viviane Théophilides dans le Monde du 12 juillet). Ils ont acquis expérience, virtuosité. Ils veulent retrouver, sinon l'innocence, du moins la simplicité des questions simples. Quand je suis parti de la Comédie-Française, dit Jean-Pierre Vincent, j'avais derrière moi douze ans d'institution, de bagarres multiples, j'avais présidé le SYNDICAT (Syndicat national des directeurs d'établissements artistiques et culturels). Je ne voulais pas demeurer dans la vague par crainte de la retombée d'énergie, de la dépression. Du moins, il n'était pas question de reprendre tout de suite un théâtre. J'ai eu envie d'enseigner. Avec vingt ans de métier, le temps

me semblait venu de faire fructifier mon loup, et je me suis vite rendu compte qu'il n'y a pas de loup, que nous devons sans cesse repasser par des questions simples, sinon fondamentales, ardues en tout cas.

Dans l'enseignement, il est impossible de truffer. Dans le travail professionnel, c'est nécessaire à chaque fois qu'on est pressé par le temps et qu'il faut camoufler tel ou tel défaut. Je n'ai pas une vision transcendante de l'enseignement, du rapport maître/élève. Seulement, j'ai appris que chaque matin, on a à résoudre des problèmes simples et essentiels, sans béquilles. Sans décor ni éclairages, avec deux chaises et des jeunes gens qui attendent, que l'on forme, sinon pour la vie, du moins pour les quatre ou cinq ans à venir.

L'enseignement a modifié mes conceptions. J'en suis venu à penser qu'on n'a peut-être pas besoin d'un appareil scénographique aussi important qu'on a pu le croire, vérité que le théâtre redécouvre régulièrement. Déjà, quand je suis arrivé à Strasbourg en 1975, au cours d'une assemblée générale des personnels, le constructeur de décors m'a demandé ce que je comptais faire. Je lui ai répondu : « Ça va se simplifier ». Evidemment, précisément à cette époque, la scénographie a pris comme jamais de l'importance. Mais mon intuition était juste.

Le décor du *Mariage de Figaro* à Chaillot impressionnait parce que le plateau de Chaillot est impressionnant. Mais il était composé d'un mur et d'accessoires facilement déplaçables. Nous avons rusé avec le cadre de scène en le couplant par un autre cadre plus petit, qui recréait la vision des spectateurs.

Il me semble qu'à présent je fais travailler des couches et des sous-couches, qui jouent en même temps, que je conjugue : il y a la couche Brecht, puis celle du minimalisme mis au point à mon arrivée au TNS, puis celle de l'ouïssance politique expérimentée avec Jourdain, avec la *Tragédie optimiste* et *Woyzeck*. J'ai toujours besoin d'une grande clarté dans le domaine politique, et dans ce domaine, grâce à André Engel et à Bernard Chartroux, j'ai acquis une certaine modestie : au lieu de préférer des vérités sur le plateau, je vais en discuter à voix basse dans les coulisses.

Confronter les acquis

Je porte toujours une attention extrême à la direction des acteurs et j'ai appris à diriger aussi les actrices. Je cherche de nouvelles têtes. A Strasbourg, j'ai fait venir des amis. A la Comédie-Française, une troupe constituée m'a été confiée. Depuis deux ans, je choisis des gens que j'avais admirés sans les



approcher. La prochaine étape consistera à brasser les époques.

Si les acteurs du TNS que j'ai engagés à la Comédie-Française se sont, pour la plupart, cassés le nez, c'est qu'ils étaient entraînés à un type de travail artistique qui ne peut pas convenir à un théâtre de répertoire. Ils avaient fait des expériences globales sur un certain nombre de sujets mais n'avaient pas eu à créer les personnages, les rôles. A présent, dans la mesure où ils ont connu d'autres metteurs en scène, on peut envisager de confronter nos acquis. A cet égard, mes retrouvailles avec Bernard Freyd pour le *Faiseur de théâtre* sont exemplaires.

L'indépendance apporte une liberté certaine, mais la cohérence des thèmes abordés spectacle après spectacle n'apparaît pas forcément. Elle concerne tout juste l'équipe que nous formons, Bernard Chartroux, Jean-Paul Chambas et moi. Un jour ou l'autre, nous reprendrons, nous accepterons de reprendre un théâtre. Notre responsabilité sociale envers le public redeviendra primordiale, ainsi que la nécessité de promouvoir des gens, de reformer une famille. Mais nous avons le temps.

En partant de la Comédie-Française, je me suis donné trois ans pour regarder les autres, regarder évoluer l'institution. La contradiction est évidente entre l'obligation d'assumer la fragilité du produit théâtral, d'un côté, et, de l'autre, une programmation, une organisation pour les gens qui sont là : tous, y compris les machinistes, sont si différents les uns des autres, si mystérieux dans leurs demandes, leurs désirs... On ne vit que de contradictions. L'indépendance, oui, mais, quand je travaille quelque part, je dois me plier à une organisation qui n'est pas la mienne, et ce n'est pas toujours comode.

Très jeune, j'ai assumé l'institution. Quand j'entends les plaintes de ceux qui y sont arrivés en même temps que moi, je me demande s'ils n'avaient pas décidé à l'avance que c'était trop lourd et qu'ils n'y arriveraient pas. Le manque de sérénité est un problème. Je suis frappé par l'immaturité des adultes français. Qu'ils soient énarques, hommes de théâtre, hommes politiques, la fonction paternelle n'est pas assurée. Nous avons des grands-pères, mais les pères sont lyophilisés.

Crise de croissance

Au sens propre, l'« institution » théâtrale est une croupe permanente, qui établit un répertoire et joue en alternance. Nous en avons donc une seule : la Comédie-Française. Les autres sont des théâtres en crise de croissance. Ils ont pris une certaine dimension, suivent des règles imposées par leur histoire, les liens sociaux, des acquis syndicaux qui, effectivement, dans certains cas, ne correspondent plus aux nécessités. L'outil institutionnel ne peut pas répondre aux besoins — et pourtant, ils ne sont pas gigantesques — de nouveaux metteurs en scène, d'acteurs et d'auteurs qui veulent construire d'autres formes, susceptibles d'attirer d'autres publics. Par la force des choses, l'institution s'adapte surtout à la production de grandes machines normalisées. Aujourd'hui, nos spectacles, des uns et des autres, sont moins différenciés qu'il y a vingt ans, à nos débuts.

A cette époque, quand nous arrivions à monter un spectacle, et qu'il marchait, nous étions assurés de quatre-vingt ou cent représentations en tournée. Ce n'est plus le cas. Le nombre et les moyens des organismes de diffusion se sont considérablement réduits. Les maisons de la culture sont devenues « foyers de création » — création d'ailleurs partielle. Mais du coup, elles peuvent difficilement assurer leur mission d'accueil.

Pour parler en proverbes, on ne fait pas de comédie sans casser des œufs, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Des institutions, il n'y en a pas assez. Il en faudrait au moins deux à Paris, plus une dans chacune des cinq ou six grandes villes françaises. Quant à moi, par deux fois j'ai accepté des créations, par Jean-Luc Boutté (du 8 au 18 mars 1989), ainsi que le récit de Zizi Jeanmaire (du 18 au 22 octobre 1988) et celui de Philippe Léotard, le 2 octobre, avant son passage à l'Olympia... Plus des concerts, une semaine de cinéma américain en, au Théâtre du Merlan, *Merlan et Cander*, de Beckett, par Pierre Chabert.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

CINÉMA

La dernière tentation de Scorsese

(Suite de la première page.)

14 juillet : Les premières réactions tombent. Dans l'ensemble favorables. Cependant, cependant que certaines scènes risquent de susciter la polémique, en particulier celle où le Christ, tenté une dernière fois par Satan, s'imaginer décollé de la croix par son ange gardien, épousant Marie-Madeleine et lui faisant l'amour, puis vivant une vie d'homme « normal » jusqu'à un âge avancé, entouré de ses enfants.

15 juillet : Le révérend Bill Bright, de la Croisade pour le Christ, offre à la Universal de lui rembourser intégralement le coût du film en échange du négatif et de toutes les copies existantes, « à fin de destruction ».

21 juillet : Par une lettre datée du 20, publiée sur une page entière

toute assertion antisémite. On apprend en même temps que la projection du *Jeune Toscanini* de Zeffirelli aurait été prévue à Venise le 7 septembre, soit le même jour que le film de Scorsese.

10 août : *Variety* publie des déclarations de Zeffirelli affirmant que ses propos ont été cités hors contexte et déformés. Zeffirelli soutient n'avoir rien contre le film ou son metteur en scène, mais simplement avoir craint que le *Jeune Toscanini* soit pris dans le tourbillon de folie et de négativisme qui ne manquera pas d'accompagner la présentation vénitienne du film de Scorsese. Il nie avoir fait à la radio la déclaration qui lui est imputée, parle de manipulation de l'information par « certaines forces politiques antijuives, qui tentent également de



William Dafoe dans le rôle de Jésus.

dans le *New York Times*, le *Los Angeles Times*, le *Washington Post* et l'*Atlanta Constitution*, la Universal rejette l'offre de Bill Bright et argue du premier amendement de la Constitution américaine garantissant la liberté de pensée et d'expression.

20 juillet : Les fondamentalistes organisent des piquets de grève devant le domicile privé de Lew Wasserman, président du conseil d'administration de MCA. La protestation souligne l'appartenance des cadres supérieurs de la Universal et de MCA à la religion juive, et prend dès lors une tonalité nettement anti-sémite. L'un des piquets de grève montre un Jésus ensanglanté portant une croix avec, à ses côtés, un « homme d'affaires » costume trois pièces (un producteur de films, sans doute ?) armé d'une crosse.

Mardi 3 août, 5 heures du matin : Martin Scorsese livre à la Universal le film terminé.

Jusqu'4 août : Prenant tout le monde par surprise, la Universal annonce une sortie avancée au 12 août.

Début août : Franco Zeffirelli soutient activement une campagne rassemblant des groupements catholiques visant à ce que le film de Scorsese soit interdit de Festival de Venise. L'auteur de *Endless Love* et de *Romeo et Juliette* menace de retirer son dernier film, le *Jeune Toscanini*, de la compétition si le Festival persiste à y maintenir la *Dernière Tentation du Christ*. Dans *Variety* du 3 août, Zeffirelli affirme que son attitude n'a rien à voir avec la liberté de choix et d'expression : « C'est affaire de bon goût et non de censure. Je dis simplement que nul ne devrait offenser le Christ pour faire de l'argent ». Il poursuit en qualifiant le film d'« opération délicate pour créer la controverse... Un film horrible, vulgaire et obscène, offensant le personnage le plus important de l'histoire de l'humanité ».

Scorsese répond que Zeffirelli ne peut pas avoir vu le film, qui n'a été projeté qu'à New-York — le délégué général du Festival de Venise a lui-même dû faire le voyage. Zeffirelli admet n'avoir pas vu le film, mais s'affirme « absolument certain qu'il s'agit là d'une œuvre horrible, ennuyeuse et traquée ».

4 août : Dans des propos diffusés à la radio au cours d'une émission du matin, Franco Zeffirelli attaque violemment les producteurs et le film lui-même, qu'il qualifie cette fois de « véritablement horrible et complétement dérangé », de pur produit de la « chélie culturelle juive de Los Angeles, qui guette la moindre occasion de s'attaquer au monde chrétien ».

Dans un entretien accordé au *Corriere della Sera*, Franco Zeffirelli reconnaît avoir qualifié le film d'« ennuyeux et offensant pour les valeurs chrétiennes », mais nie

(le) discréditer. Il rappelle cependant qu'il a lui-même réalisé un film sur le Christ (*Jésus de Nazareth*) et qu'il avait tous les jours sur le plateau un rabbin afin de s'assurer qu'il ne risquait pas d'offenser la communauté juive, et qu'il aurait souhaité que M. Lew Wasserman agisse de la même façon.

On apprend en même temps qu'après négociation avec la délégation générale la présentation du film de Zeffirelli est avancée au 5 septembre, soit deux jours avant celle de la *Dernière Tentation*.

Maïs, déjà, l'Association des cinéastes italiens, le Syndicat de la Critique et l'Association démocratique du cinéma stigmatisent « la fureur... des attaques, le réurgissement de la censure par certains dirigeants politiques, conduits par le mépris raciste d'un cinéaste tel que Zeffirelli, insulsiant avec arrogance une culture différente de la sienne ».

Zeffirelli qualifie ces propos de « méprisables » et intente une action en justice pour diffamation, réclamant des dommages et intérêts de 10 millions de dollars. (Il indique en même temps que, s'il gagne, il donnera la moitié à un hôpital juif de Los Angeles et l'autre à une œuvre charitable italienne s'occupant des enfants du tiers-monde.)

5 août : Zeffirelli adresse à Tom Pollock, PDG de la MCA, département films, une lettre où il tente de préciser sa position. La lettre est publiée sur page entière (achetée au tarif publicitaire) dans le *Daily Variety* et le *Hollywood Reporter* du lundi 8 août, ainsi que dans le *Variety* hebdomadaire du mercredi 10 août. « Cher Tom, écrit-il, les mots ne peuvent pas décrire mon état de choc, ma peine et mon dégoût devant les récents articles dans la presse déformant mes propos... »

Zeffirelli parle d'invention débilitée de journalistes en panne de sensationnel. Soulignant qu'en tant que catholique romain il a « une préoccupation profonde pour les inquiétudes exprimées par nombre d'organisations chrétiennes » concernant « en particulier les aspects présumés érotiques », affirmant considérer Scorsese comme « un metteur en scène responsable et éclairé (...), un visionnaire dont l'œuvre est respectée à travers le monde », et, par la même occasion, Universal-MCA comme « une force morale au sein de l'industrie du spectacle », il dit croire fermement que « la sagesse et le bon goût prévaudront » avant que le film soit présenté dans sa version finale, et souhaite que s'achève « ce grotesque mélodrame de fabrication, d'accusations et de récriminations » afin que tout un chacun reprenne son travail.

Vendredi 12 août : sortie du film à New-York, Los Angeles, Chicago, Washington DC, San-Francisco, Seattle, Minneapolis et Toronto.

HENRI REGAUD.

Mort du metteur en scène Jean-Pierre Ponnelle

La musique à voir

Le metteur en scène et décorateur français Jean-Pierre Ponnelle est mort jeudi 11 août à Munich. Il était âgé de cinquante-six ans.

Il y a quelques mois, Jean-Pierre Ponnelle avait été hospitalisé, à la suite d'un accident sur scène ; les causes exactes de son décès ne sont pas connues. Il avait dû renoncer à participer au Festival de Salzbourg, où il devait superviser la reprise de ses mises en scène des *Noces de Figaro* et un *Môse et Aaron*, mais avait gardé un contact permanent avec ses assistants de Salzbourg.

Né à Paris le 19 février 1932, Jean-Pierre Ponnelle a placé ses études sous le double signe de la musique et des arts plastiques. C'est à lui que le compositeur allemand Hans Werner Henze fit appel pour réaliser les décors de son premier opéra *Boulevard Solitude*, créé à Hanovre en 1952, puis de son second, *Le Roi cerf* à Berlin, en 1956. A partir de cette époque, Ponnelle commença à réaliser des décors d'opéra en Allemagne, en Italie et aux Etats-Unis.

C'est en 1962 qu'il signe sa première mise en scène — *Tristan et Isolde* à Düsseldorf — dont il a également conçu les décors. Un succès assez rapide, d'abord en Allemagne, puis à travers le monde, lui vaudra de réaliser sur les principales scènes lyriques la même double performance et d'aborder non seulement le grand répertoire — Monteverdi,

Mozart, Rossini, Verdi, Wagner et Puccini — mais encore des œuvres contemporaines de Britten, Henze et Riemann notamment.

Pour le Festival de Salzbourg, il mit en scène une dizaine d'ouvrages. A Zurich, après un cycle Monteverdi, il poursuivit sa collaboration avec le chef d'orchestre Nikolaus Harnoncourt par un cycle Mozart, qu'il laisse inachevé : les *Noces de Figaro* étaient annoncées pour février 1989.

Ce cycle Mozart était différent de ceux présentés à Cologne et à Paris au Théâtre des Champs-Élysées, où David Buruchon avait invité Jean-Pierre Ponnelle, poursuivant une collaboration inaugurée avec *Tristan*, Bayreuth en 1981. Auparavant, il n'avait donné au palais Garnier qu'un *Così fan tutte* en noir et blanc, assez discuté. Strasbourg restera la seule ville française où il ait travaillé régulièrement avec succès pour la *Bohème* en 1977 et la *Tosca* en 1978 notamment.

Toutes les productions de Jean-Pierre Ponnelle brillaient par un grand souci du détail, une mise en évidence des ressorts cachés, un sens aigu des éclairages et une volonté de souligner, parfois redoublée, quand la liaison se faisait trop nette entre les gestes et les accents musicaux. Il existait cependant des affinités indéniables entre le théâtre lyrique et l'univers poétique de Jean-Pierre Ponnelle, qui pouvait séduire les uns, agacer les autres, mais ne laisser jamais indifférent.

GÉRARD CONDÉ.

La saison 1988-1989 à la Criée Théâtre national de Marseille

Après Molière, Beaumarchais, Marcel Maréchal met en scène le *Mariage de Figaro* (du 18 avril au 17 juin 1989) à la Criée, Théâtre national de Marseille. Autre création : *Jack*, de Jean-Louis Bourdon, avec Thierry Fontaine et Laurence Roy (du 6 janvier au 2 février 1989), dans la salle Audoubert, où François Bourget présentera son adaptation de Proust, *Albertine disparue* (du 11 au 30 avril).

La Criée accueillera le *Cid*, mis en scène par Gérard Desauthe (du 4 novembre au 18 décembre 1988) ; *Henri IV*, de Pirandello, par Armand Delcamp (du 5 au 8 janvier 1989) ; le *Faiseur de*

théâtre, de Thomas Bernhard (du 24 au 28 janvier 1989) ; *On ne badine pas avec l'amour*, par Jean-Pierre Vincent (du 16 au 25 février 1989) ; les *Chaises*, de Ionesco, par Jean-Luc Boutté (du 8 au 18 mars 1989), ainsi que le récit de Zizi Jeanmaire (du 18 au 22 octobre 1988) et celui de Philippe Léotard, le 2 octobre, avant son passage à l'Olympia... Plus des concerts, une semaine de cinéma américain en, au Théâtre du Merlan, *Merlan et Cander*, de Beckett, par Pierre Chabert.

* Rendez-vous : TNN la Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13007 Marseille. Tél. : 91-54-74-34.

VARIÉTÉS

A propos de Félix Leclerc

Nous avons appris que beaucoup de nos amis québécois ont été émus par la phrase qui ouvre l'article consacré à Félix Leclerc dans le *Monde* du 10 août, et en particulier par l'expression « parlant presque français en Amérique », qu'il faut évidemment entendre avec toute la malice des chanteurs québécois et de Félix Leclerc lui-même. Lorsqu'ils viennent en France, ils représentent souvent cette formule comme pour souligner la difficulté de préserver leur identité si près de géants américains.

Dans les années 70, le gouvernement de la « Belle Province » dirigé par René Lévesque, était allé plus loin dans la défense de sa langue que les gouvernements français notamment avec la loi 101. L'expression « parlant presque français en Amérique » était alors utilisée par dérision à l'égard des Français de l'Ontario « parlant de mots en mots français en France ». Si les Québécois ont pu penser qu'il y avait de notre part le moindre tonitruant condescendant, nous en sommes vraiment désolés.

C. F.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi et dimanche. Signification des symboles : **R** Signifié dans le Monde radio-télévision • **F** Film à émettre • **O** Ou peut voir • **N** Ne pas manquer • **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 12 août

TF 1

20.35 Jeux : Intervilles. Florio-Lunel. 22.00 Magazine : Ulysse. Sommaire : Pôles 1986-1987 : Kilomètre lancé ; Les derniers des loups ; Le mystère de Sir John Franklin ; Noble uni 1928 ; Velvet Powls. 23.15 Journal. 23.25 Téléfilm : L'affaire Marie Besnard. Avec Alice Sapritch (2^e partie). 1.05 La Bourse. 2.10 Magazine : Mieux sport. 2.10 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 2.35 Documentaire : Frédéric Pottecher. 3.25 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 3.50 L'équipe Constan au Mississippi. 4.35 Musique. 5.45 Documentaire : Histoire naturelle. 6.00 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 6.25 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

20.35 Série : Les bristols. Photos de famille, de Jean Bannel, avec Hélène Pechayrand, Marcel Cuvelier, Victor Garvito. 21.55 Apostrophes d'été. Magazine littéraire de Bernard Pivot (rediff.). Sur le thème « L'ambition politique », son invité : Edgar Faure (Mémoires). 22.00 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 23.15 Journal. 23.30 Cinéma : le Matou. Film de Jean Seuss. Avec Serge Dupire, Guilaine Lemaire, Thierry, Monique Spiazani.

FR 3

20.30 Feuilleton : Terre des gangs. De Richard Sarafian, avec Michael Nouri, Brian Benben, Joe Penny, Richard Castellano (4^e épisode). 21.20 Magazine : Thalass. De Georges Pernoud. Les chevaliers de la mer. 22.05 Feuilleton : L'Amour du malin. D'Yves Laurent, avec Jacques Denis, Milla Simon, Stéphane Giraud, Fernand Sardou, Tiffa Chelton (4^e épisode). 23.25 Musique, musique. 7

A 2

13.15 Série : Les mystères de l'Ouest. La nuit hors du temps. 14.05 Jeu : Bag

TF 1

20.35 Jeux : Intervilles. Florio-Lunel. 22.00 Magazine : Ulysse. Sommaire : Pôles 1986-1987 : Kilomètre lancé ; Les derniers des loups ; Le mystère de Sir John Franklin ; Noble uni 1928 ; Velvet Powls. 23.15 Journal. 23.25 Téléfilm : L'affaire Marie Besnard. Avec Alice Sapritch (2^e partie). 1.05 La Bourse. 2.10 Magazine : Mieux sport. 2.10 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 2.35 Documentaire : Frédéric Pottecher. 3.25 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 3.50 L'équipe Constan au Mississippi. 4.35 Musique. 5.45 Documentaire : Histoire naturelle. 6.00 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 6.25 Documentaire : Histoire naturelle.

CANAL PLUS

20.30 Footfilm : A.S. Saint-Etienne-Olympique de Marseille. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Série : Un film dans la Mafia. 23.30 Cinéma : Grégoire (1937). Avec Raimu, Michèle Morgan, Gilbert Gil. 0.55 Cinéma : Ave Maria. Film français de Jacques Richard (1984). Avec Anna Karina, Feodor Atkine, Isabelle Pasco, Pascale Ogier. 2.40 Cinéma : Woody et les Robots. Film américain de Woody Allen (1973). Avec Woody Allen, Diane Keaton, John Beck (v.o.). 4.05 Cinéma : Belle d'amour. Film français classé X, de Michel Ricard (1987). 5.20 Cinéma : Suroccupé. Film américain de James Toback (1982). Avec Nastassja Kinski, Rudolf Nouriev, Harvey Keitel.

LA 5

20.30 Téléfilm : Un type formidable. De Lou Antonio, avec Wayne Rogers, Mariette Hartley. 22.45 Série : Mike Hammer (rediff.). 23.35 Téléfilm : Le comp. De Don McDougall, avec Christopher George, Elisabeth Ashley. 0.00 Journal de minuit. 0.55 Téléfilm : Le comp. (suite). 0.55 Capitaine Furillo (rediff.). 1.45 Journal de la nuit. 1.50 La fortune des Roques (rediff.). 2.45 Drôle de vie (rediff.). 3.30 Vite la vie (rediff.). 4.45 Musique : Arie de réve. 4.00 Belle rive (rediff.).

M 6

20.30 Série : Le Saint. 21.20 Série : Espion modér. 21.55 Magazine : Ciné 6. L'actualité des films de la semaine. 22.30 Cinéma : Mimi métallo

Samedi 13 août

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. De Michelle Cotta et Jean-Claude Paris. La vie au bout des pales, de Christian Briecourt. 13.45 La Une est à vous. 13.50 Série : Matt Houston. 14.40 La Une est à vous (suite). 15.45 Thérèse. 15.50 La Une est à vous (suite). 16.10 Trente millions d'amis. Émission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Campagne en carrouel ; Les téléfilms ; Les rubriques de l'école ; L'Hôtel du Pont-Volant. 18.40 Série : Téméraire scénique. 19.25 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.30 Tapie vert et Loto. 20.35 Variétés : Oh! Coco Pops chant. Avec Mory Kanté, Simon et les Modons, Laurent Vouly, Antonio de Plata, Eli Mendez. 22.05 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 22.55 Série : L'heure Suprême. La fille Cardinaud, de Gérard Mordillat. 23.55 Journal et météo. 0.10 Série : Les incorruptibles. De 1.00 à 6.55 Rediffusion. 1.00 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.25 Magazine : Sirocco. 2.20 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 2.45 Documentaire : Frédéric Pottecher. 3.35 Documentaire : Histoire des inventions. 4.30 Musique. 4.40 Documentaire : Histoire naturelle. 6.05 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 6.25 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

13.15 Série : Les mystères de l'Ouest. La nuit hors du temps. 14.05 Jeu : Bag

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. De Michelle Cotta et Jean-Claude Paris. La vie au bout des pales, de Christian Briecourt. 13.45 La Une est à vous. 13.50 Série : Matt Houston. 14.40 La Une est à vous (suite). 15.45 Thérèse. 15.50 La Une est à vous (suite). 16.10 Trente millions d'amis. Émission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Campagne en carrouel ; Les téléfilms ; Les rubriques de l'école ; L'Hôtel du Pont-Volant. 18.40 Série : Téméraire scénique. 19.25 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.30 Tapie vert et Loto. 20.35 Variétés : Oh! Coco Pops chant. Avec Mory Kanté, Simon et les Modons, Laurent Vouly, Antonio de Plata, Eli Mendez. 22.05 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 22.55 Série : L'heure Suprême. La fille Cardinaud, de Gérard Mordillat. 23.55 Journal et météo. 0.10 Série : Les incorruptibles. De 1.00 à 6.55 Rediffusion. 1.00 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.25 Magazine : Sirocco. 2.20 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 2.45 Documentaire : Frédéric Pottecher. 3.35 Documentaire : Histoire des inventions. 4.30 Musique. 4.40 Documentaire : Histoire naturelle. 6.05 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 6.25 Documentaire : Histoire naturelle.

FR 3

13.00 Magazine : Sports loisirs vacances. Voile : Course de Figaro ; Triathlon de Vannes ; Course de côte du Mont-Dore ; Ski nautique bare-foot à

Montpellier ; Jumping à Dinard ; Cyclisme à Aire-sur-Adour ; Les courses de lévriers ; Moto au Grand-Bornand. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Desney Channel. Les aventures de Winnie l'ourson ; Dessins animés : Mickey Culiver ; Pluie fait du zèle ; Le joueur de flûte de Hamelin ; Donald se coupe ; Le camarade de Pluto. 18.00 Feuilleton : Diligence Express. Une amitié d'été. 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.35 Documentaire : Jours de la semaine. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice 20.30 Disney Channel. Présenté par Vincent Perrot. Dessins animés : La bande à Picsou. Commando Duck. Dingy architectes, et, à 21.00, un épisode de la série Super-Ites. 21.45 Journal et météo. 22.15 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Roger Vadim. 22.30 Musique : Le chœur bien tempéré. Prélude et fugue n° 3 et 5, de Jean-Sébastien Bach. 22.35 Musicales : Boulez XX^e siècle. 2. La mélodie. Illustration musicale : Trois poésies de la lyrique japonaise, de Stravinski ; Le maréchal sans maître, de Schoenberg ; Sérénade, op. 24, de Schoenberg ; Concerto de chambre, de Berg. Retransmis en stéréo sur France-Culture. 23.30 Magazine : Sports 3. Au sommaire : Le portrait de l'invité ; La séquence universelle, souvenir ; Le film de la semaine ; Le dossier médical ; L'aventure ; Les régions ; L'actualité de la semaine ; Le concours.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Une affaire d'enfer. De Steven Stern, avec Victoria Principal, Gil Gérard, Robert Webber. 15.35 Série : Flic à tout faire. 16.00 Série : A chacun sa vérité. 16.20 Série : La malédiction du long-pier. 16.50 Documentaire : Expédition au pôle Sud sur les traces du capitaine Scott. 17.45 Cabot cadin. Punky Brewster ; Grison, le petit dragon ; SOS-Fantômes ; Moi, Renart. En clair jusqu'à 20.31. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. Présenté par Marc Tesson. 20.30 Flash d'informations. 20.31 Téléfilm : L'île de la passion. De Marvin J. Chomsky, avec Susan Dey, Bruce Burstein. 22.00 Les superstars du catch. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Créature. Film américain de William Malone (1984). Avec Klaus Kinski, Wendy Schaal, Annette McCarthy. 0.30 Golf. 2.45 Cinéma : AIDS. Top jeune pour mourir. Film franco-allemand de Hans Noever (1985). Avec Friedrich Gnaier, Geraldine Dancos. 4.15 Cinéma : Cent freres. Film français de Jacques Rivette. Avec Richard (1985). Avec Richard Bohringer, Pierre-Loup Rajot, Valérie Stoeff. 5.45 Série : Un film dans la Mafia.

LA 5

13.30 Série : Mike Hammer. 14.20 Téléfilm : Le comp. (rediff.). 15.31 Série : Capitaine Furillo. 16.21 Série : La chiquette dimension. 16.55 Série : Kung-Fu. 17.45 Dessin

animé : La famille Koula (rediff.). 18.05 Dessin animé : Embrasse-moi, Lucile (rediff.). 18.30 Dessin animé : Le monde enchanté de Lalabel (rediff.). 18.55 Journal images. 19.05 Série : L'homme qui valait 3 milliards. 19.58 Journal. 20.30 Série : Ripide. 22.20 Magazine : Télé-matches. 22.25 Mike Hammer (rediff.). 23.15 Télé-matches (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Télé-matches (suite). 0.20 Capitaine Furillo (rediff.). 1.10 Matlock (rediff.). 2.00 Magazine : Reporters (rediff.). 2.30 Journal de la nuit. 2.35 La fortune des Roques (rediff.). 3.30 Drôle de vie (rediff.). 4.05 Vite la vie (rediff.). 4.35 Musique : Arie de réve. 4.45 Top suggest.

M 6

13.30 Série : Poigne de fer et séduction. 14.00 Téléfilm : Les lettres de mon moulin (rediff.). 15.15 Jeu : Zap 6. 16.55 Hifi, hit, hit, hit. 17.05 Téléfilm : L'avion qui est tombé du ciel. 18.00 Journal et météo. 18.15 Téléfilm : La troisième guerre mondiale (2^e partie). De David Greene, avec Rock Hudson, Brian Keith. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Série : Chacun chez soi. 20.30 Téléfilm : Un enfant disparaît. De Robert Markowitz, avec Richard Masur, Paul Regis. 22.00 Téléfilm : Le grand jeu des antipodes (2^e partie). De Hugh Whitmore, avec Kenneth Branagh, Sigrid Thornton. 23.15 Six minutes d'information.

Dimanche 14 août

TF 1

6.55 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 8.00 Météo. De 8.02 à 11.00 Dorothée dimanche. 8.05 Dessins animés. 9.10 Variétés : Jacky show. 9.40 Série : L'Arrose. 10.30 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les animaux de nosse. Émission de Maryline de La Grange et Antoine Reille. Futé comme un coyote. 11.30 Magazine : Animaux. 11.38 Météo. 12.00 Magazine : Téléfoot. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.20 Série : Starcity et Huit. 13.20 Variétés : Oh! les filles! Avec Michel Delpech, Claudia Philippe, Patsy, Véronique Jannot, Pierre Cosso, Nathalie et René Simard. 14.25 Série : Oh! les filles! (suite). 15.25 Thérèse à Desvignes. 15.35 Variétés : Oh! les filles! (suite). 15.40 Série : Mammie. 16.10 Variétés : Oh! les filles! (fin). 17.15 Jeu : Le juste prix. 17.50 Série : Mac Millan. 19.05 Série : Pour l'honneur du risque. 19.05 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.25 Météo et Tapie vert. 20.35 Cinéma : Qui a tué Henriette ? Film américain d'Alfred Hitchcock (1956). Avec Shirley Maerli, Edmund Gwenn, John Forsythe, Mildred Natwick. 22.10 Magazine : Sport dimanche. 22.55 Journal et météo. 23.10 Documentaire : La Lorraine. 0.10 Magazine : Debut et ses débuts. 0.40 à 6.25 Rediffusion. 0.40 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.05 Documentaire : Frédéric Pottecher. 2.00 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 2.20 Haroun Tazief raconte sa Terre. 3.30 Documentaire : Histoire du cinéma. 4.10 Documentaire : Histoire naturelle. 5.35 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 5.55 Documentaire : Histoire naturelle.

Parapente à Chamoux ; Triathlon à Mauzac ; Volley-ball ; Jumping à Dinard ; Fun-Board : finale du Fanstic Fun Tour ; Aviron à Mandelieu-la-Napoule ; Jeux mondiaux d'été des journalistes au Canada. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. De Pierre Ostian et Jean-Pierre Locatelli. Le centenaire des troupes alpines. 17.30 Amuse 3. Les aventures de Kiko ; Lolet et Bolek aux Jeux olympiques ; Diplo ; Les petits malins ; Signé Cat's Eyes. 19.05 Série : Météo canoë. Le gardien. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série : Wayne and Shuster. Le parrain. 20.30 Variétés : Dinos d'or sous le soleil de la Turquie. Émission présentée par Désiré Nombusi. Avec Yves Dutoit, Pascale Chambry, Eli Mendez, Albert, Herbert Léonard, Nicole Croisille, les Abettes, Jule Plé, Placide Bernand, Charlie mais the cook, Jean-François Michal, Philma, Imago, Adja Pankar, Brian Manco. 21.55 Journal et météo. 22.20 Dessin animé : Tom et Jerry. 22.30 Cinéma : Justice de Marseille. Film français de Maurice Tourneur (1934). Avec Berval, Pierre Larquey, Lino Novati, Gaby Basset. 0.05 Musique, musique. La Jeune Fille et le Rossignol, de Grunwald, par Aldo Ciccolini, piano. Histoire de ma vie, de George Sand, la par Philippe Clévenot.

CANAL PLUS

7.00 Top 50. Présenté par Marc Tesson. 7.50 Cabot cadin. Moi, Renart ; Punky Brewster ; Grison, le petit dragon. 8.15 Cinéma : Suroccupé. Film américain de James Toback (1982). Avec Nastassja Kinski, Rudolf Nouriev, Harvey Keitel. 10.50 Cinéma : L'or se barre. Film anglais de Peter Collinson (1969). Avec Michael Caine, Noël Coward, Benny Hill. 12.50 Dessin animé : Les Toups. 17.25 Série : 13.00 Flash d'informations. 13.05 Série : O'Hare. 14.00 Le monde du sport. 14.50 Téléfilm : Le secret de l'herbier. De Gordon Fleming, avec Kathleen Belter, François-Eric Gendron, David Bax. 16.40 Documentaire : Animaux du soleil. Une journée avec les babouins. 17.10 Série : Un film dans la Mafia. 18.00 Cinéma : Breakfast Club. Film américain de John Hughes (1985). Avec Emilio Estevez, A. Michael Hall, Molly Ringwald. 19.30 Flash d'informations. 19.40 Dessin animé : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dana. 20.30 Flash d'informations. 20.31 Cinéma : Max mon amour. Film franco-japonais de Nagisa Oshima (1986). Avec Charlotte Rampling, Anthony Higgins, Bernard-Pierre Donnadieu, Victoria Abril. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Série : Ray Bradbury présente. 22.35 Golf. Les deux dernières heures de la quatrième et dernière journée de l'US-PGA. En direct d'Edmond (Oklahoma) le dernier tour du Grand Chelem de golf 1988. 0.50 Cinéma : Belle d'amour. Film français classé X de Michel Ricard (1987). Avec Nathalie Chantal, André Kay, Valérie Seller. 2.05 Série : Bergerac.

LA 5

5.00 Le Journal permanent. De 6.00 à 10.05 Dessin animé. 8.00 Embrasse-moi, Lucile. Amour et gloire. 8.25 Dans les Alpes avec Annette. Retour au foyer. Une nouvelle vie. 9.15 Émi suggest. La pierre mystérieuse ; Combat solitaire. 10.05 Top suggest. (rediff.). 10.30 Série : Kung-Fu (rediff.). 11.20 Série : L'homme qui valait 3 milliards (rediff.). 12.10 Série : Automane. Les renégats. 13.00 Journal. 13.25 Série : Mike Hammer. Satan, cyane et meurtre. 14.15 Série : Ripide (rediff.). 15.50 Série : Capitaine Furillo. La pour humaine. 16.40 Série : Kung-Fu. Les Toups. 17.25 Série : Ripide. Conflit. 18.15 Série : Journal images. 19.05 Série : L'homme qui valait 3 milliards. 19.58 Journal. 20.30 Téléfilm : Le dernier jour. De Vincent McEvoy, avec Richard Widmark, Christopher Connolly, Robert Conrad. 22.15 Mike

23.25 Sexy clip. 23.50 Magazine : Turbo. Spécial Lamborghini. 0.20 Téléfilm : Les fosses de Vincennes. De Pierre Cardinal, avec Jean-François Poron, Maurice Bénichou. 1.40 Magazine : Chances (rediff.). 2.10 Musique : Boulevard des clips. 4.10 Magazine : Carabine FM. 4.40 Téléfilm : Les fosses de Vincennes (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique : La folie de Cay-pangui. De Gregorio Manzan. 22.35 Musique : Boulez. XX^e siècle. (En simultané avec FR 3) : La mélodie : Trois poésies de la lyrique japonaise, de Stravinski ; Le maréchal sans maître, de Schoenberg ; Sérénade opus 24, de Schoenberg ; Concerto de chambre, de Berg. 0.05 Clair de lune. André Dhotel ; Irène Ometianenko.

FRANCE-MUSIQUE

19.05 Opéra (donné le 9 juillet lors des Chorégraphes d'Orange) : L'or du Rhin, de Wagner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marat Janowski. 23.05 Correspondance. Hymnes. Œuvres de Debussy, Berlioz, Beethoven, Schumann, Liszt, Stockhausen. 0.00 France-Précis : un chef d'orchestre engagé. Tancrède (ouverture), de Rossini ; Symphonie en sol mineur n° 40 K 550, de Mozart ; Sérénade pour cordes en do majeur, op. 48, de Tchaikowski ; Capriccio pour piano et orchestre, de Stravinski.

M 6

6.00 Magazine : Météo chand. Musique : Météo ; Horoscope. 8.00 Magazine : Carabine FM (rediff.). 8.30 Feuilleton : Séduction et la Mary-Morgane (rediff.). 9.00 Jeu : Clip dédicace. 10.25 Magazine : Turbo (rediff.). 10.55 Dessins animés : Graffiti 6. La lucarne d'Amilcar. 11.30 Feuilleton : Séduction et la Mary-Morgane. 11.55 Hifi, hit, hit, hit. 12.05 Dessins animés : Graffiti 6. Spécial zone. 12.25 Informations. 12.30 Journal et météo. 12.45 Série : La petite maison dans la prairie. 13.30 Série : Poigne de fer et séduction. 14.00 Téléfilm : Les lettres de mon moulin (rediff.). 15.25 Variétés : Des croissants. 16.35 Hifi, hit, hit, hit. 16.45 Téléfilm : Le gentleman des antipodes (2^e partie, rediff.). 18.00 Journal et météo. 18.15 Téléfilm : Une étrange famille. De Anthony Brown, avec Bill Kerr, Rowena Wallace, Ray Barrett. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Série : Chacun chez soi. 20.30 Téléfilm : Les fils de Ninja. De Emmett Alston, avec Steve Nelson, John Auzardo, Allen Goldshaw. 22.10 Téléfilm : La troisième guerre mondiale (2^e partie, rediff.). 23.45 Six minutes d'information. 23.55 Magazine : Chances. 0.25 Magazine : Festival de jazz à Antibes 87. 1.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip. 2.30 Feuilleton : Naus le berger (8^e épisode). 3.25 Feuilleton : Naus le berger (rediff.). 4.45 Naus le berger (rediff.). 5.10 Magazine : Météo chand.

FRANCE-CULTURE

19.30 Le bon plaisir de... Claude Mauriac. 22.35 Musique : La Roque-d'Arthron. 8^e Festival international de piano. 0.05 Clair de nuit. Jean-Paul Goussier. Des chiffeaux dans le Nord-Pas-de-Calais, avec Jean-Philippe Rorin ; Rémances : Ami statu quo, par Irène Ometianenko ; Les nuits de l'entendement, de Jean-Marie Turpin ; Essai de voix : Bruno Durocher, Au bord de la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 30 mai 1988 au Festival de Vienne) : Sonate pour piano en sol majeur, op. 78 D 894, Nussens gris pour piano ; La lugubre gondole pour piano ; Richard Wagner : Venzes pour piano ; Sonate en si mineur pour piano, de Schubert ; Maurizio Pollini, piano. 23.05 Chimes. Musiques traditionnelles : Géorgie, Arménie et Daghestan. 1.00 Opéra. Musiques arméniennes.

LE WEEK-END

D'UN CHINEUR

Dimanche 14 août
Avranches, 14 heures : mobilier, tableaux, objets d'art ; Honfleur, 14 à 30 : tableaux ; Fontenay-le-Comte, 15 heures : tableaux ; Tonnac, 14 à 30 : mobilier, bibelots.

Lundi 15 août

Mortals, 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Barjac (Gers), Orange, L'Isle-sur-Sorgues, Mâcon (Yar), La Blaise (Indre), Aranchon, Goussier, Lagnols (Aveyron), Saint-Quay-Portrieux, Plumeau-Bodou, Chéniers (Creuse), dimanche seulement.

Le Monde
ANNONCEDEMANDES
D'EMPLOIS

F. 44 A. D. IN. AUTEUR
INFORMATION, CHEN-
CHEN, CHEN, CHEN, CHEN,
FORMATION PARIS-
STRASBOURG, 1988-1989.
APPEL 43-57-95-15.

Jeune femme 22 ans
cherche emploi stable
d'ACHETEUR
DE MATERIEL.

Expér., bonne éducation,
bon contact.
Etud. toutes propositions
Tél. 43-58-95-36
(sur rendez-vous).

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV.

RENAULT 505 5 GTL
Coulour bordeaux, 3 portes,
année 1985, 68 500 km,
aéro, air, bon état, très
bonne, 28 000 F.
Tél. 43-58-28-24.

villégiature

SAINT-MANDÉ

PORTES PARS MÉTRO
Séjour long, perspective
vues uniques, ambiances
toutes, nombre de places
belle, jardin, et les étran-
giers, 43-25-18-50.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

78-Yvelines

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Sect 180 m², QUART. TRÈS
CÉLÈBRE, 5^e RÈG. 44,
55 m², 4 ch., jardin 80 m²,
3 150 000 F.
DE HAVILLAND 43-62-00-00.

95-Val-d'Oise

CERGY
CENTRE-VILLE

A 5 GARE, RER
Part. vend. de résidence
moderne, F. 5, 74 m²,
cuis. équipée, cave, parking
en sous-sol, chauffage indiv.,
740 000 F. - 33-98-97-13.

Province

GRASSE

Proche centre-ville, en sous-
sol, votre rêve, dans un
magnif. parc, piscine, expo-
sant, vue dominante sur la
mer, et sur le studio au 5^e
étage, duplex, pers. priv. conv., 93-
70-17-68 et La Belle-dune de
Grasse n° 31, avenue Hen-
ri-Dumas, 06120 GRASSE.

maisons
de campagne

VILLERS-SUR-MER
300 m centre-ville, 500 m
plage, maison indiv., meublé
avec terrasse ensoleil., 2 p.
mezzanine aménagé, cuis.,
bain, w.c., pers., garage,
280 000 F. 45-56-12-86
Tél. 43-58-55-93 le soir.

propriétés

RENAULT-LE-ROGER (27)
120 km Paris. Bass. de la
Seine, terrain. Forêt domi-
niot, restaurant, parfait
état, habit. de suite, meublé
de la salle de bain, meublé,
mezz., 5 ch., 2 salles de
bain, 2 w.c., gaze cuis.,
S/Hier, plot de 6 000 m²,
pouv. être div. : 680 000 F.
avec 2 000 m² ou totales à
550 000 F. vend. à part, de
200 000 F. 43-56-00-00
de préférence soir sauf
week-end ou répondre.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitutions de sociétés et
sous-services, 43-56-17-50.

DOMICILIATION

DEPUIS 80 F/MIS.

PARIS 7^e, 2^e, 5^e, 12^e et 15^e.

INTER DOM 43-50-31-48.

DOMICILIATION P

PARIS, Villes, Télévision.

AGECO 42-94-95-28.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

Immense, sécurisé, ultra-

CONSTITUTION STES

Prix compl. 08-88-50.

ASPM 43-93-68-50 +

viagers

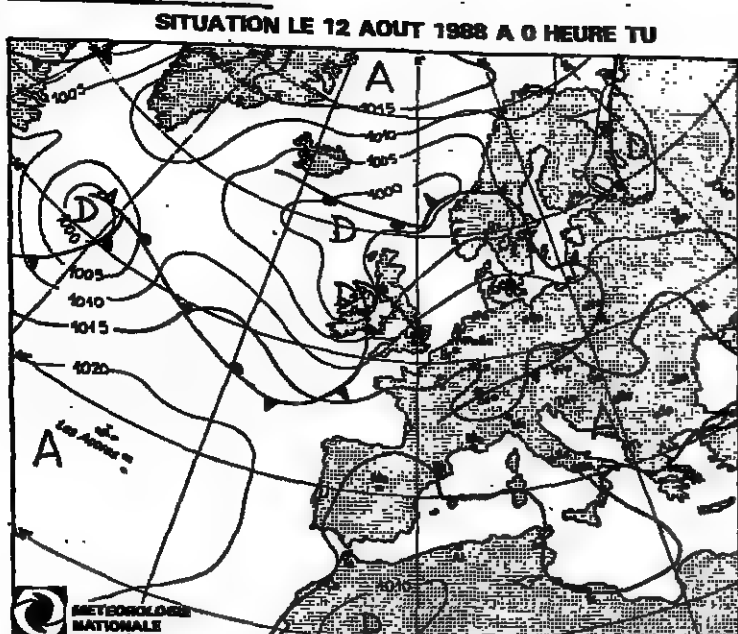
LIBRE

10 PTE VERMORELLE, 2 P.

Refait, mod. 43-22-15-50.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable de temps en France
entre le vendredi 12 août à 0 heure et le dimanche 14 août à 24 heures.

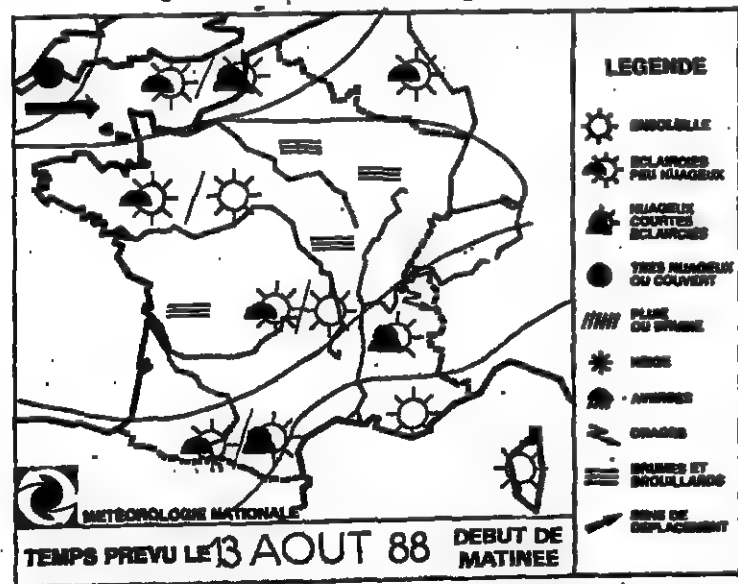
Les pressions élevées sur la France nous garantissent un temps généralement sec et ensoleillé. Il fera même chaud dimanche.

Soleil : agréable et ensoleillé.
La météo sera déçue sur la plupart des régions. Le soleil chassera rapidement les quelques bancs de brumes et nuages bas qui se seront formés en fin de nuit. Les nuages du matin seront un peu plus nombreux près des côtes de la Manche ainsi que des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes et au Jura. Quelques coups de tonnerre se feront entendre par endroits sur le massif alpin et le Jura.

Côté températures, il faut s'attendre à des valeurs maximales de 12 à 15 degrés dans le nord-ouest et le nord-est, de 10 à 14 degrés dans le centre du pays, de 14 à 17 degrés dans le sud-ouest.
L'après-midi, les températures atteindront 23 à 26 degrés sur la moitié nord mais seulement 20 degrés près de la Manche. Sur la moitié sud, elles s'éleveront de 25 à 28 degrés, grimpant même jusqu'à 32 degrés sur le littoral méditerranéen.

Départ : soleil et chaleur.
Le jour sera chaud et bien ensoleillé. Le soleil sera présent dès le matin. Par endroits, quelques bancs de brumes retarderont son apparition. Il s'imposera toutefois avec un peu plus de difficulté près du golfe du Lion. Au fil des heures, le soleil se verra près de la Manche ainsi que de l'Aquitaine et des Pyrénées au Massif Central, au Centre, aux Alpes, à la Franche-Comté et à l'Alsace. Cela ne gâchera pas la journée car le soleil ne s'absentera pas bien longtemps.

Les températures maximales seront sans changement notable. Par contre, l'après-midi nous dépasserons les normales saisonnières de 2 à 3 degrés. Il sera de 28 à 35 degrés dans le Sud-Est, de 27 à 32 degrés dans le Sud-Ouest, de 28 à 30 degrés dans le Nord-Est et de 25 à 28 degrés dans le Nord-Ouest.



TEMPÉRATURES				maximales - minimales		et temps observé					
Valeurs extrêmes relevées entre le 11-08-1988 à 6 heures TU et le 12-08-1988 à 6 heures TU											
FRANCE											
AMAZON	29	17	D	TEXAS	24	12	D	LOS ANGELES	23	16	D
BARCELONE	22	19	C	TOLOUSE	26	18	N	LUXEMBOURG	23	15	N
BREDA	26	17	C	MONTPELLIER	22	23	D	MADRID	26	15	D
BREITENBURG	26	16	C	ÉTRANGER				MARSEILLE	25	19	D
BREITENBURG	26	16	C	ALGER	31	21	D	MEXICO	26	12	D
BREITENBURG	26	16	C	AMSTERDAM	24	25	D	MILAN	21	20	D
BREITENBURG	26	16	C	ATHENES	24	25	D	MONTREAL	26	16	D
BREITENBURG	26	16	C	BANGKOK	33	25	D	MOSCOW	19	14	A
BREITENBURG	26	16	C	BATavia	29	28	D	NEW YORK	24	12	N
BREITENBURG	26	16	C	BELGRADE	33	18	D	OSAKA	24	16	D
BREITENBURG	26	16	C	BERLIN	28	13	C	PARIS	25	17	D
BREITENBURG	26	16	C	BIRMINGHAM	28	12	C	PALMA-DE-MAJOR	25	17	D
BREITENBURG	26	16	C	BOULOGNE	28	12	C	PEKIN	25	23	C
BREITENBURG	26	16	C	BRUXELLES	28	12	C	ROD-AMUND	20	18	B
BREITENBURG	26	16	C	CAEN	24	12	C	ROME	29	19	B
BREITENBURG	26	16	C	CHAMBERS	31	26	D	SINGAPORE	28	24	C
BREITENBURG	26	16	C	DUNKERQUE	32	18	D	STOCKHOLM	21	15	P
BREITENBURG	26	16	C	GENEVE	32	21	D	SYDNEY	14	11	A
BREITENBURG	26	16	C	HELSINKI	29	25	D	TOKYO	20	23	A
BREITENBURG	26	16	C	HOUSTON	32	21	D	TUNIS	27	28	D
BREITENBURG	26	16	C	LYON	26	17	D	VARSOVIE	28	16	D
BREITENBURG	26	16	C	LISBONNE	26	17	D	VIENNE	28	20	D
BREITENBURG	26	16	C	LONDRES	20	14	P	YENNE	22	19	O
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige			
L'heure de l'heure est indiquée sur la gauche. Les données sont fournies par le Service météorologique national.											

PHILATÉLIE

Les télécartes

Une collection fait fureur à l'heure actuelle : la collection des cartes téléphoniques (les télécartes), utilisées dans les cabines de téléphone publiques.

Or la télécarte est philatélique ! Elle s'apparente, au-delà, aux très anciens timbres-téléphone (ou tickets téléphoniques) en service de 1883 au 1^{er} janvier 1911. A l'époque, lorsque l'usager souhaitait téléphoner à la poste, il devait acheter un ticket à un guichet, le remettre ensuite au préposé de la cabine qui le lui rendait dûment oblitéré à la sortie.

Il existe des télécartes de toutes les couleurs et en provenance des pays les plus variés.

En France, les premières sont apparues en 1980. A l'origine, la poste souhaitait mettre un frein au vandalisme dont étaient victimes les cabines et éviter les ramassages fastidieux des pièces de monnaie. La solution passa par la création d'une carte prépayée.

Divers modèles sont en usage : cartes « magnétiques » (un ruban préenregistré comprend un nombre donné de taxes de base) ou « holographiques » (un filament est brulé par rayon laser sur un support de la conservation des taxes de base). Enfin, en 1982, la direction générale de la poste choisit la philatélie à carte à puce. De leur côté, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique, la Turquie et bien d'autres pays optent pour la carte holographique.

Les premières cartes prépayées à puce sont rapidement appelées « cartes pyjama » à cause de leurs rayures caractéristiques — bien clair ou foncé en France, rouges à Monaco.

Les constructeurs : Schlumberger et Bull, puis Philips qui profite de l'espace disponible sur la télécarte pour faire sa propre publicité. La généralisation de cette pratique donne le départ d'une nouvelle collection, avec des pièces que les amateurs sont parfois prêts à payer cher (300 à 1 000 francs). Ainsi, sur les seize millions de télécartes

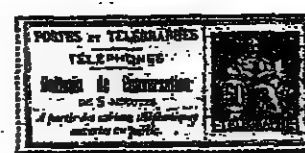
commandées en France en 1987 (quand le Japon en consomme dix fois plus), quelque 11 hectares d'espaces publicitaires ont été vendus par une filiale de Publicis, Régie T, qui possède un contrat d'exclusivité avec les Télécom. Existence des télécartes « Biotherm », des télécartes d'art, d'autres fust de la promotion régionale... La valeur des télécartes dépend aussi de leurs tirages (de quelques centaines à plusieurs millions), des procédés d'impression des illustrations (offset, héliogravure, sérigraphie, typographie), de la nature des papiers utilisés, du nombre de taxes de base (40, 50, 120). Dernière née des télécartes, la carte Pascal (passerport pour téléphoner), personnalisable, avec code secret : les communications sont facturées directement et apparaissent sur le relevé bimestriel de l'usager.

Comment se procurer des télécartes ? Au prix fort dans les bureaux de poste, les agences des Télécom ou dans les débits de tabac. Mais le plus rentable est encore de prospecter les cabines téléphoniques régulièrement où, parfois, les cartes « vieilles » jonchent le sol. Vous n'avez alors qu'à vous baisser... la seconde vie de la télécarte se fait commencer.

Pour en savoir plus : Catalogue Marianne (chapitre « Timbres-téléphone »).

Des négociants : Bastille-Philatélie, 21, rue Drouot, 75009 Paris ; l'Avant-Musée, 2, rue Brémont, 75004 Paris ; M. Guesclaff, 14, rue Guesclaff, 75014 Paris.

A noter que l'Agence France Télécom de Chambéry possède encore des cartes holographiques, certes inutilisables mais qui feront l'affaire des collectionneurs (Agence commerciale, service des télécartes, M^{me} Lavy, BP 1002, 114, avenue du Comte-Vert, 73010 Chambéry, 40 unités : 30,75 francs ; 120 unités : 92,35 francs. Enveloppe affranchie pour le retour, 3,70 ou recommandé à 17,40 francs).



Timbre-téléphone, ancêtre de la télécarte : carte d'art ; carte téléphonique.



Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

Les services ouverts ou fermés le 15 août

Presse. — Les quotidiens paraissent normalement le 15 août.

Banques. — Les banques seront fermées le lundi 15 août.

PTT. — Pas de distribution de courrier à domicile le lundi 15 août. Les bureaux de poste seront fermés, excepté ceux assurant le service des dimanches et jours fériés.

RATP. — Service réduit des dimanches et jours fériés.

Grande magasins. — Tous fermés le lundi 15 août.

Sécurité sociale. — Les centres de Paris seront fermés du vendredi 12 août, à 15 heures, au mardi 16, aux heures habituelles.

Allocations familiales. — Les services d'accueil du siège et des unités de gestion de la région parisienne seront fermés du vendredi 12 août, à midi, au mardi 16 août, aux heures habituelles.

Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés. — Les bureaux d'accueil de Paris et de la région parisienne (Clichy, Cergy, Roissy, Montigny-la-Bretagne) seront fermés du vendredi 12 août, à 14 h 30, au mardi 16 août, à 8 h 30.

Musée national des Invalides. — Le Musée de l'Armée, le Musée des Plans-reliefs, l'église Saint-Louis et le dôme royal seront ouverts de 10 heures à 18 heures (le tombeau de l'Empereur sera accessible jusqu'à 19 heures).

De 14 heures à 18 heures, projection permanente de documents et de films en exclusivité sur les guerres de 1914-1918 et 1938-1945 (deuxième partie : 1942-1944) dans la salle de

cinéma du Musée de l'Armée. Spectacle son et lumière à 22 h 30.

Institut de France. — Le château de Chantilly ainsi que le domaine de l'abbaye de Chailly (Ermenonville, parking de la Mer de sable) seront ouverts le lundi 15 août aux heures habituelles.

Musées. — Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert de 10 heures à 22 heures. Normalement — et sous toutes réserves — les musées nationaux seront ouverts aux heures habituelles le lundi 15 août.

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Suzanne et Marc FLEURY**, ont la joie d'annoncer la naissance de **Alexandre**, le 11 août 1988.

Résidence Les Tillons, 45, rue du Général-de-Gaulle, 94430 Charente-le-Marais.

— **Francine et Claude EVIN**, Anne et Geneviève, ont la joie d'annoncer que **Camille** est née le 2 août 1988.

Ministère de la Solidarité, de la santé et de la protection sociale, 8, avenue de Stenis, 75007 Paris.

— **Marie-Thérèse et Paul BOURY**, Pierre-Marie et François Marie DRY, ont la joie de faire part de la naissance de **Victor**, le 9 août 1988.

6 bis, rue Gutenberg, 92100 Boulogne.

Décès

— **Breton, Paris, Nino**.

M^{me} Henriette Alziary, M^{me} Madeleine Alziary, Les familles Alziary, Fissac, Segret, Furet, Royon, Gaymard, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de **M. Marcel ALZIARY**, survécu le 9 août 1988, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques auront lieu ce vendredi 12 août, dans l'intimité, à 16 heures, au l'église de Breton (Isère), suivies de l'inhumation dans le cimetière familial.

M^{me} Alziary, épouse Montperrand, 38120 Breton-sur-Eybens, 2, cité Montperrand, 75009 Paris.

Il se rappellent à votre souvenir ses très chers sœur et beau-frère.

Maguy et Louis GAUTHIER-CHAUMET, 24, rue de Docteur-Roux, 92330 Sceaux.

Anniversaires

— **M^{me} Nicole Bréant** demande à tous ceux qui ont connu et aimé **N.T.C.F. Pierre BRÉANT** d'évoquer son souvenir pour le quarante anniversaire de son passage à l'O.E.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de **Raymond CRAVENNE**, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 13 août 1978, **Jean SIGMANN** agrégé de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite national, commandeur des Palmes académiques, décédait à Lille.

Se famille demande à ses amis de se souvenir.

Obituaires

— **M^{me} Roger Partrat**, son épouse, M^{me} Lucienne Partrat, ont la douleur de faire part du décès de **Thierry, Olivier et Bruno**, M^{me} Nathalie Garin, M. et M^{me} Pierre Monnier et leurs enfants, M. et M^{me} Christian Partrat et leurs enfants, Marie-Thérèse et Jean-Pierre Faugère et leurs enfants, Martine Partrat, Denis Allan et leur fille, M^{me} Claudette Partrat et ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de **Roger PARTRAT**, depuis européen, vice-président du CDS, survécu le 10 août 1988, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 13 août, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Une messe réunira tous ses amis en cette même église, le jeudi 15 septembre, à 18 heures.

5, avenue Franco-Roux, 75007 Paris. (Lire page 6.)

— **Pierre Manroy**, premier secrétaire du Parti socialiste français, Et Ricardo Nunez, du Parti socialiste du Chili, ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur camarade et ami **Patricia VALENZUELA**, survécue à Paris, le 9 août 1988.

Les militants socialistes qui l'ont connu et estimé garderont le souvenir de sa générosité de cœur et de son courage.

CARNET DU MONDE

Toutefois rattachées : 79 F

Abonnements : 69 F

Communications diverses : 82 F

Renseignements : 42-47-95-83

PELOTE BASQUE : la crise de la cesta punta

Frontons en grève

BAYONNE
de notre correspondant

O PEN international de Biarritz, Gant d'or, International de Saint-Jean-de-Luz : banderoles et affiches tentent d'attirer les touristes de la côte basque vers les frontons Jai Alai pour les traditionnelles parties de cesta punta, la plus spectaculaire des quatorze spécialités de pelote basque. Si l'affluence des vacanciers reste importante, les Basques ont déserté les gradins. Ils savent en effet que les professionnels de ce sport qui passent la saison d'hiver dans les frontons-casinos des Etats-Unis ne sont pas cette année au rendez-vous.

Quatre cent cinquante punistes (joueurs de cesta punta), originaires pour la plupart du Pays basque, sont depuis quatre mois en grève illimitée. Après plusieurs tentatives, ils se sont rassemblés dans une association, l'IJAPA (International Jai Alai Players Association), contre l'avis de leurs impresarios, dont ceux de la toute-puissante World Jai Alai. Le mouvement vise à regrouper les six cents pelotaris qui jouent sur la quinzaine de frontons-casinos du centre et du sud-est des Etats-Unis, afin d'obtenir une revalorisation de leur profession. « Nous sommes très souvent considérés comme des chevaux ou des levriers qui permettent à nos patrons de se remplir les poches grâce aux prélèvements sur les paris », déclare Riki Lasa.

Miami. Non loin de l'aéroport, un immense bâtiment : le Jai Alai. Temple de la pelote ? Non. Du dollar ! Tout ici a été conçu pour dépenser un maximum de billets verts. Dans le hall, un distributeur bancaire pour se réapprovisionner en monnaie. A gauche, un long guichet de 50 mètres derrière lequel des secrétaires enregistrent les paris sur des machines électroniques.

Auparavant, vous avez acheté le programme, qui, sur vingt-six pages, vous présente les cinquante joueurs du Quadro, dont quinze citoyens américains. Les autres sont des « Spanish Basques » (vingt-sept) ou des « French Basques » (sept), plus un Mexicain. Ils vont devoir s'affronter, non pas au cours de parties de 35 points comme en Pays basque, mais durant 13 quintas. Soit, on par équipes de deux, ils entrent

La France organisera à Paris et à Biarritz, du 1^{er} au 11 septembre prochain, les deuxièmes championnats du monde espoirs de pelote basque. Puis Biarritz devrait accueillir le Masters de cesta punta, considéré comme le championnat du monde professionnel officiel de la plus spectaculaire des disciplines de la pelote. Pourtant les frontons du Pays basque se désolent. En grève depuis quatre mois aux Etats-Unis, les joueurs professionnels n'ont pas traversé l'Atlantique pour revenir au pays.

successivement sur la cancha (l'aire de jeu), pour remplacer l'équipe qui vient de perdre le point. La quinta est terminée lorsqu'une équipe totalise 7 points. Les sept autres équipes apparaissent au tableau d'affichage dans l'ordre décroissant, selon leurs scores respectifs. Quintas perfectas, trietas, super-

pénitres dans l'immense fronton de 12 000 places (le Jai Alai de Saint-Jean-de-Luz, le plus grand de la côte basque, n'en compte que 2 500). Au bout de la longue descente des gradins, de minuscules pelotaris dont on distingue seulement le numéro sur le maillot. A droite et à gauche, des vestibules avec bars, loteries et



fecia, autant de combinaisons que vous avez pu parler et qui s'apparentent aux formules du tiercé, quarté dans l'ordre, dans le désordre ou super-quarté. Les équipes sont modifiées pour chaque quinta : un numéro sur leur maillot de 1 à 8 et une couleur différente permettent de les distinguer. A Miami, on est un peu plus « humain » que dans les autres frontons, puisque le nom du pelotari figure au dos de son maillot.

Muni de votre programme et après avoir pointé votre pari, vous

encore des guichets pour parier. Au premier étage, le restaurant de luxe où, de votre table, vous pouvez suivre les parties sur les nombreux écrans de télévision. La fin de chaque quinta, un extracte de dix minutes vous permet d'aller chercher vos gains, de rejouer ou de faire le plein de pop corn et de Coca.

Le public se recrute essentiellement dans la classe moyenne. Beaucoup de Cubains — ce sont les plus bruyants — et des Noirs. Sur la cancha, au fond et à côté

du mur arrière, les pelotaris attendent leur tour dans une pièce séparée par un grillage : c'est la cage, comme ils l'appellent. Ils glissent de place en place sur les bancs qu'ils ont dû gagner après s'être fait « sortir » et avant de pouvoir revenir s'installer sous les projecteurs pour un maximum de points victorieux.

Une part du gâteau

Une fois leur prestation terminée, les punistes rentreront chez eux retrouver leur épouse pour certains ou, pour les célibataires, les collègues avec qui ils partagent leur logement. Ils passeront voir leur kinésithérapeute pour soigner une vieille douleur ou iront à la campagne pour une partie de chasse. L'Eldorado ? Oui, pour certains, les meilleurs, qui doublent leur salaire de 3 000 dollars (environ 17 000 francs) par mois grâce aux primes. Mais il leur faudra beaucoup de patience et de sagesse pour ne pas céder aux nombreuses tentations de l'american way of life et mettre quelques sous de côté pour plus tard. Quant aux autres, ceux qui n'auront pas suffisamment de talent pour se hisser en haut du tableau, ou bien qui, par la mauvaise volonté de leur manager, devront faire équipe avec plus mauvais qu'eux, ils songeront avec amertume aux 500 000 ou 600 000 dollars de paris récoltés en une seule soirée aux guichets du Jai Alai.

C'est pour avoir droit à une plus grande part de ce gâteau et être considérés avec autant de respect que leurs collègues du baseball ou du football américain que ces pelotaris d'outre-Atlantique ont cessé le travail. Les grévistes bénéficient de l'appui du tout-puissant syndicat des camionneurs qui a mis ses avocats à leur disposition. Le gouverneur de Floride a, quant à lui, reconnu que les contrats de travail proposés par les dirigeants des frontons-casinos n'étaient pas conformes à la législation américaine. Des négociations sont en cours et on espère, du côté de Biarritz, qu'elles aboutiront rapidement afin de pouvoir organiser en septembre le Masters de cesta punta avec les meilleurs joueurs de la spécialité.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

VOILE : l'arrivée du Tour de France

Fin le folklore !

La onzième édition du Tour de France à la voile doit s'achever dimanche 14 août. Le bateau Sète-Languedoc-Roussillon, mené par Pierre Mas et Bertrand Pacé, est bien placé pour enlever la victoire.

Le bateau de la ville de Sète s'achemine sans angoisse exagérée vers une deuxième victoire dans le Tour de France à la voile. Comme en 1987, le monocoque rouge et bleu de 11 mètres devrait rallier Menton, terme d'un périple hexagonal scindé en vingt-six étapes, en préservant une partie substantielle de l'avantage acquis de Dunkerque à Arcachon. « Nous sommes excités », admet Bertrand Pacé, le tacticien sèteois. Cet ingénieur en rupture de ban vit la course intensément. Dressé à l'arrière du bateau, grillant cigarette sur cigarette, il ne perd pas une miette des évolutions de ses rivaux, scrutant les nuages et le plan d'eau afin d'y déceler les changements météorologiques à venir. Nourri de ces incessantes informations, son cerveau bouillonne, cherchant à rationaliser l'arbitraire qui précède souvent aux sautes de vent. Après un bref dialogue avec Christian Dumard, le navigateur chargé de positionner le bateau sans l'aide d'aucun matériel électronique, comme le veut encore la philosophie puriste du Tour de France, Pacé peut indiquer la meilleure route à suivre à son impavide barreur, Pierre Mas, qui cache derrière un masque de bouddha une concentration sans faille.

Les deux co-skippers savent qu'ils peuvent demander l'impossible à leurs équipiers, qui réalisent les manœuvres les plus délicates en se jouant des éléments. Les piliers du groupe ont été à bonne école. Ils ont fait leurs « humanités » à bord de Franch-Kix, le 12 mètres J.I., lors de la Coupe de l'America. Ils y ont acquis le goût de la préparation minutieuse et de la spécialisation des tâches, le sens de l'autocritique et de la solidarité, et la conviction que le succès naît de l'acharnement. Conséquence : ils se sont donnés les moyens de naviguer ensemble deux jours sur trois. Au gré des occasions, ils alternent régates en groupe,

comme dans le Tour de France où s'affrontent quarante bateaux identiques, et duels, comme dans la Coupe de l'America. « On frôle la saturation », concèdent-ils.

Le professionnalisme des Sèteois, même s'il est rémunéré « au lance-pierres » — ils émarquent tous à 8 000 F par mois, — n'est pas une exception. Le Tour de France à la voile crée presque autant d'emplois que le monde des grands multicoques océaniques, pour des budgets qui oscillent autour de 500 000 F par an. Les collectivités locales qui coiffent la casquette d'armateurs doivent s'attacher les services de quelques permanents. Depuis dix ans, le Tour a ainsi mis le pied à l'étrier à de nombreux Rastignac de la voile, et le niveau d'ensemble s'est élevé. Au point que de nombreuses vedettes du grand large hésitent à venir risquer leur renommée dans cette longue bagarre autour de l'Hexagone.

Yves Pajot a eu ce courage, cette « inconscience », disent certains. Il mène un équipage européen où chacun cherchait ses marques quand les Sèteois naviguaient presque les yeux fermés. Pajot ne s'est étonné pas d'alterner le bon et le mauvais : il jure, mais un peu tard, qu'on ne l'y reprendra que mieux préparé, plus exigeant. Et lui aussi peste contre la cadence infernale à laquelle s'enchaînent course au large, où le sommeil est réduit à la portion congrue, et parcours côtier, où chaque malade se paie comptant, sous le regard des touristes ravis de voir les voiliers virer de bord au pied des jetées.

Le spectacle est le souci constant de Bernard Decré, le fondateur du Tour. Le folklore des premières éditions n'est plus de mise. Bernard Decré a durci le rythme et soigné la crédibilité sportive. Le Tour est devenu une épreuve de référence. Aujourd'hui, son organisateur, fait un nouveau pari : donner à son « enfant chéri » une envergure internationale. Après les Suisses, fidèles du Tour, les Américains et les Australiens pointent le nez. Mais pour en faire le « Roland-Garros de la voile », Decré a encore du travail. Il se donne cinq ans.

LUC LEVAILLANT.

ATHLÉTISME : réunion de Sestrières

Roger Kingdom rattrape Renaldo Nehemiah

Cinq semaines avant le début des Jeux olympiques de Séoul, les meilleurs athlètes mondiaux, qui ont été jusqu'aujourd'hui à performer de haut niveau, commencent à sortir de leur réserve à l'occasion de réunions comme celle qui a eu lieu jeudi 11 août sur le stade italien de Sestrières (Piémont), construit à 2 050 m d'altitude et donc propice aux efforts de puissance.

Ainsi Carl Lewis, le quadruple champion olympique de Los Angeles, a couru le 200 m le plus rapide de l'année en 19 sec. 82, précédant le Français Gilles Quéhé, le vice-champion du monde 1987, qui a profité de cette « locomotive » pour approcher de 4 centièmes son record national (20 sec. 16).

Recordman et champion du monde du 100 m, le Canadien Ben Johnson, a, pour sa part, réalisé 9 sec. 98 sur la distance la plus courte des sprints, estimant toutefois qu'il valait 9 sec. 75, c'est-à-dire au dixième de moins que son record du monde.

C'est sur 110 m haies que les performances ont été les plus impressionnantes. L'Américain Roger Kingdom a réalisé, en 12 sec. 97, la deuxième meilleure performance de tous les temps, et il est devenu, avec Renaldo Nehemiah, le seul hurdler à être descendu sous les 13 secondes dans sa foulée. Le Britannique Colin Jackson a déposé le Français Stéphane Caristan et le Soviétique Alexander Markin du record d'Europe : il a réalisé 13 sec. 11, soit 9 centièmes de moins que le précédent record.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats de France. — Jusqu'au dimanche 14 août à Tours (A2, samedi 13 de 15 h à 17 h 30, dimanche 14 de 15 h 30 à 17 h, direct).

Cyclisme

Paris-Bourges. — Samedi 13 août.

Football

Championnat de France. — Première division (8^e journée). Samedi 13 août à 20 h 30, sauf Saint-Etienne-Marseille le vendredi 12 (Canal Plus, 20 h 05, direct, codé).

Rugby

Coupe du monde universitaire. — France-Fidji, jeudi 18 août à 15 h 30 à Hooglest (A2, direct).

Sports équestres

Saut d'obstacles. — CSIO de Dinard (qualification pour Séoul). Jusqu'à dimanche 14 août (FR3, samedi 13 et dimanche 14 à 13 h 30, direct).

Polo

Championnat mondial. — Jusqu'au 28 août à Danville.

Surf

Lacanal Pro. — Jusqu'au 15 août à Lacanal-Océan (Gironde).

FOOTBALL : des arbitres plus sévères

La valse des cartons jaunes

reprise du championnat : les sanctions tombaient plus dures que les buts.

Le premier à monter au créneau de la contestation a été, paradoxalement, le porte-parole des éducateurs de football, Guy Roux, l'entraîneur d'Angers. Il conteste avec véhémence le bien-fondé des mesures : « Notre football est non violent, dit-il. Certes, le joueur français est un peu tricheur. Il y avait sûrement quelque chose à faire. Mais là on cherche à écraser une mouche avec des gants de boxe ». Bref, l'arsenal répressif serait disproportionné. « Cela va banaliser le carton jaune aux yeux des joueurs. C'est comme un pion qui punit trop, il n'a plus d'efficacité », estime-t-il.

Des superviseurs dans les gradins

Les règles du football n'ont pourtant pas été changées. Désormais, elles sont appliquées. « Il y avait du laxisme, reconnaît l'arbitre international, Michel Vautrot. Mais, pour se faire respecter, les arbitres avaient besoin d'être soutenus par les dirigeants du football. Maintenant, ils sentent ce consensus qu'ils réclamaient depuis très longtemps. » Useraient-ils de leur autorité retrouvée sans discernement ? Guy Roux n'est pas loin de le penser : « On oblige ces malheureux arbitres à appliquer un catalogue de consignes sans se préoccuper de l'esprit du jeu. »

Les points sur lesquels il est recommandé aux arbitres de se montrer intransigeants ont été placardés dans les vestiaires des clubs. « Tout le monde est prévenu, lance Michel Vautrot. Nous voulons que les mêmes actes répréhensibles reçoivent de la part du corps arbitral une réponse homogène », explique

Jacques Thébaud. Ce souci d'harmonisation de l'arbitrage a entraîné la création de « superviseurs », des observateurs patentés qui se noient dans l'anonymat des tribunes, un calepin à la main. Leur rôle est double : d'une part, aider l'arbitre en signalant à la commission de discipline les agressions qui se seraient déroulées hors de sa vue ; d'autre part, veiller à ce que l'arbitre suive bien les nouvelles directives. Ils peuvent même se faire remettre la cassette vidéo de la rencontre comme éventuelle pièce à conviction.

« Faire en sorte que l'arbitre soit serein et le football plus propre », proclame Pierre Schwint, ancien arbitre international, pour définir la mission des seize « superviseurs » dont il assure la coordination. Avec les cassettes qui lui sont rapportées, il compte réaliser de véritables outils pédagogiques pour la formation des jeunes arbitres. Guy Roux, au contraire, n'y voit qu'un instrument supplémentaire de répression. Il n'a de cesse de dénoncer les « mouchards » qui mettent l'arbitre sous surveillance et le « déstabilisent ».

Surtout, l'entraîneur bourguignon n'admet pas que joueurs et techniciens n'aient pas été consultés. « L'absence de concertation est une faute de management moderne », dit-il. Pierre Schwint en convient, la précipitation a été telle pour mettre en place le dispositif en quinze jours que l'information a été un peu négligée : « Notre circulaire envoyée aux présidents n'a pas été dispatchée au sein des clubs. » L'impression devrait être réparée le 29 août. Ce jour-là, les capitaines et les entraîneurs de première division ainsi que les vingt-huit arbitres sont conviés à une « table ronde ».

« Ce ne sera pas une réunion d'enfants sages et miels. Je vien-

drai avec une série de motions. Il faudra ensuite que l'assemblée générale de la LNF en tienne compte », prévient Guy Roux. Vautrot, Schwint, Thébaud, tous pensent que les choses rentreront dans l'ordre lorsque tous les joueurs français auront perdu leurs « mauvaises habitudes ». A la LNF, on estime que l'assemblée générale de novembre ne devrait pas aller au-delà de « quelques amendements éventuels, sans remise en cause du système dans son principe ».

Guy Roux, lui, ne veut pas désarmer. A l'origine de toute l'affaire, il flaire une manœuvre politique. « C'est une année électorale à la FFF, rappelle-t-il. Or, le président est élu par les ligues, dont le pouvoir est en partie aux mains d'anciens arbitres. » Bref, il soupçonne Jean Fourasté-Fayard, « homme intelligent et machiavélique », d'avoir fait voter les nouvelles mesures pour « flatter son électorat ». Au fait, le procès d'intention, c'est carton jaune ou carton rouge ?

JEAN-JACQUES BOZONNET.

EN BREF

● JEUX OLYMPIQUES : la participation de la Corée du Nord. — Après que son président, M. Kim Antonio Samaran, ait dit que le problème de la participation de la Corée du Nord aux Jeux de Séoul pourrait encore se régler d'ici au 17 septembre prochain, date de la cérémonie d'inauguration, le Comité international olympique (CIO) vient de proposer à la Corée du Sud et à la Corée du Nord de faire défiler leurs délégations respectives côte-à-côte, sous leurs propres drapeaux, aux cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux. Selon le CIO, un tel défilé permettrait « à la jeunesse coréenne de marquer de la façon la plus étonnante qu'elle appartient à une seule et même nation ».

ENERGIE

La remise en cause des programmes nucléaires en Europe

Belgique : le retour du gaz

La Belgique choisira-t-elle le gaz contre le nucléaire ? Dans une interview au quotidien *le Soir*, le secrétaire d'Etat belge à l'énergie suggère que le pays pourrait trouver avantage à construire, en lieu et place du huitième réacteur nucléaire, prévu à Doel, une série de centrales dites « à cycle combiné » (1) fonctionnant au gaz. Plus économiques (sous certaines conditions) que le nucléaire, les turbines à gaz permettraient, en

premier choc pétrolier. Obsédés par les menaces de pénurie, convaincus que les hydrocarbures (pétrole et gaz) resteraient à jamais rares et de plus en plus chers, les pays membres avaient en février 1975 adopté une directive visant à limiter l'usage du gaz naturel dans les centrales électriques. Soutenue par les compagnies gazières qui préféraient vendre — plus cher — aux seuls secteurs domestiques et industriels, cette

longue. Avec, en prime, l'atout vital, depuis la catastrophe de Tchernobyl, de constituer une énergie « propre » puisqu'elle ne pollue pas ou presque.

« La Belgique n'est pas un cas spécifique », assure-t-on chez Alstom, spécialiste, avec l'allemand Siemens et les Japonais, des turbines à gaz de grande puissance : « De nombreux pays réfléchissent sérieusement à utiliser les centrales à cycle combiné pour assurer la base de leur production électrique ; tous les pays du nord de l'Europe sont intéressés ». La Suède, par exemple, qui a décidé de fermer, entre 1995 et 2010, toutes ses centrales nucléaires, étudie un plan de substitution, où le gaz — importé de Norvège et peut-être d'URSS — se taillerait la part du lion.

Evolution technique, bouleversements géopolitiques et économiques, tout se mêle pour remettre en question les choix énergétiques faits dans les années 70. La France, désormais quasiment seule, maintient le cap du presque tout-nucléaire. Principal constructeur européen d'équipements électro-nucléaires, premier fournisseur de combustible et seul grand exportateur de courant, l'Hexagone risque, il est vrai, d'être la principale victime de ces remises en cause.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Les centrales dites à cycle combiné permettent de récupérer une partie des gaz d'échappement à très haute température normalement perdus par les turbines. Contrairement aux systèmes classiques dits à cycle ouvert, dans lesquels les fluides sont perdus, ces centrales sont dotées de chaudières de récupération qui font aller en boucle les turbines à vapeur. Ceci permet d'atteindre des rendements améliorés d'environ 50 %, alors que les centrales classiques, qu'elles soient thermiques (charbon, fioul) ou nucléaires, n'ont qu'un rendement de 30 % à 40 %.

directive a depuis lors bloqué la construction de nouvelles centrales au gaz de grande puissance et favorisé le développement du nucléaire et du charbon.

Contrairement au Japon, où la production d'électricité absorbe 76 % de la consommation totale de gaz naturel, les ventes aux compagnies d'électricité n'atteignent dans la CEE que 12 % du total, l'essentiel étant d'ailleurs fait au Pays-Bas, gros producteur de gaz, à partir de centrales déjà installées avant la crise énergétique, et en Italie.

Energie propre

Le retournement du marché énergétique, qui régit aujourd'hui l'abondance, voire le trop-plein, la baisse de moitié des prix des hydrocarbures depuis deux ans et les progrès techniques accomplis dans le domaine des turbines à gaz poussent depuis peu un certain nombre de pays à remettre ces choix en cause pour revenir au gaz. Les nouvelles centrales à cycle combiné ont un rendement meilleur que les centrales au charbon ou nucléaires. Moins coûteuses en investissement, elles présentent, en outre, une souplesse d'utilisation fort appréciée en cas de temps d'incertitude énergétique à long terme. Déjà largement utilisées à long terme, les turbines à gaz sont donc de plus en plus étudiées même pour des usages

Italie : priorité au charbon

ROME de notre correspondant

Le gouvernement italien a adopté, mercredi 10 août, un nouveau plan énergétique national (PEN) qui ferme définitivement la porte au nucléaire et privilégie l'utilisation du charbon et du méthane.

Le plan qui nécessitera quelque 80 000 milliards de lires d'investissement sur quinze ans (environ 370 milliards de francs), prévoit qu'en l'an 2000, le charbon fournira 29 % des besoins énergétiques du pays (contre 16 % aujourd'hui) et le gaz 28 % (contre 21 % actuellement).

En revanche, aucun développement de l'énergie nucléaire n'est envisagé, même si le nouveau plan n'exclut pas un changement de cap « dans le futur ». Il laisse au conseil des ministres le soin de décider du sort des deux centrales nucléaires de Trino et de Caorso, dont la production est arrêtée depuis le référendum de novembre 1987 par lequel les Italiens se sont massivement prononcés contre l'atome.

Plusieurs membres du gouvernement, dont le rédacteur du plan lui-même, le ministre de l'Industrie Adolfo Battaglia, ont regretté publiquement que l'Italie se détourne de cette source d'énergie. Le recours accru au charbon semble en effet en contradiction avec deux des objectifs du plan : la réduction de la pollution provoquée par les combustibles fossiles et la diminution de la dépendance énergétique de l'Italie.

(Interim.)

ETRANGER

Le Japon réussit sa politique de réajustement

Selon l'OCDE

L'économie japonaise est résistante, elle pourra faire face à tout nouvel ajustement du fait d'une grande souplesse des entreprises et des travailleurs japonais, mais des réformes structurelles sont nécessaires pour 1988-1989 afin de soutenir la croissance intérieure, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans le dernier rapport qu'elle consacre à ce pays.

Selon l'OCDE, la croissance de la demande intérieure devrait être de 5,5 % en 1988, le volume des importations continuerait d'augmenter plus vite que celui des exportations et l'expansion du PNB serait de 4,25 % en 1988. Enfin, le revenu et les investissements augmenteraient.

Le Japon doit poursuivre ses réformes structurelles de dégelation afin de stimuler la concurrence dans les télécommunications, dans le secteur financier et dans les transports aériens. Par ailleurs, Tokyo devrait procéder à une réforme du système fiscal actuel, par trop déséquilibré. L'OCDE en fait une priorité. Des charges trop lourdes pèsent sur les salariés, alors que de nombreuses exonérations s'appliquent à des revenus autres que ceux du travail. La réforme réclamée aurait pour effet d'améliorer la confiance.

Les auteurs du rapport préconisent une certaine vigilance du fait d'une menace inflationniste et des incertitudes de l'environnement extérieur. Il est nécessaire que le Japon accroisse encore ses importations et ouvre sa politique commerciale pour le grand bénéfice des consommateurs.

Deux points nouveaux ont marqué l'économie japonaise dans un sens très différent de l'évolution antérieure : la hausse de la demande intérieure et la baisse des exportations. La croissance, qui s'est maintenue à un taux élevé, 5 % en 1987, a été surtout stimulée par la consommation intérieure, qui a progressé de 5,1 % en 1987 ; quant aux exportations, elles ont chuté de 0,7 % pour la même année.

L'augmentation du revenu réel des ménages et la vigueur de l'investissement résidentiel sont les facteurs essentiels de cette évolution. De même, l'emploi s'est accru, le taux de chômage est passé de 3,1 % en mai 1987 à 2,6 % en décembre 1987. Les prix à la

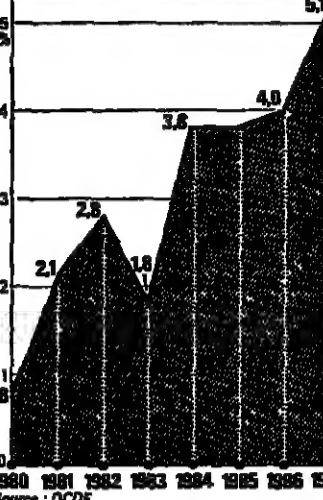
consommation sont restés globalement stables.

Par ailleurs, la politique monétaire conserve un caractère expansionniste : la croissance des agrégats monétaires s'est accélérée, passant, pour la masse

monétaire au sens large, d'une fourchette de 8 % à 9 % au début de 1987 à une fourchette de 11 % à 12 % dans les premiers mois de 1988. Cette expansion témoigne d'un vif développement du crédit bancaire et a stimulé la croissance, mais cela ne va pas sans danger à terme, souligne l'OCDE. Enfin, le krach d'octobre 1987 a eu un impact beaucoup plus réduit sur la Bourse de Tokyo que sur les autres places.

La très forte appréciation du yen (+42 % entre 1985 et 1987) a permis au Japon de contracter de 5 milliards de dollars l'excédent de sa balance commerciale et de s'ajuster par rapport à ses partenaires commerciaux. De même, une politique d'assainissement des finances publiques et de bonnes recettes fiscales ont ouvert la voie d'une politique budgétaire plus expansionniste en 1987, caractérisée par des investissements publics en vive progression. Les investissements directs à l'étranger (2 700 milliards de yens en 1987) ont pris une rapide expansion du fait des conflits commerciaux qui incitent les Japonais à produire à l'étranger, de l'internationalisation du marché des capitaux qui stimule des achats d'actions dans de grandes institutions financières, de l'envoie du yen par rapport aux nouveaux pays industrialisés d'Asie (NPI).

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE INTÉRIEURE AU JAPON



Les conséquences de la sécheresse aux États-Unis

La récolte de maïs baisserait de 37 % et celle de soja de 23 %

La sécheresse aux États-Unis, la plus grave depuis 1934, a détruit une grande partie des récoltes de maïs et de soja. Le département de l'Agriculture a annoncé, jeudi 11 août, une révision en forte baisse de ses prévisions de récoltes pour 1988. Selon ses experts, la récolte de maïs baissera de 37 % (112 millions de tonnes contre 176,5 millions en 1987) et celle de soja de 23 % (39,7 millions de tonnes contre 51,3 millions en 1987). En juillet, le département de l'Agriculture, espérant encore une amélioration des conditions météorologiques, comptait

sur 130 millions de tonnes de maïs et 44,5 millions de tonnes de soja. La récolte américaine de blé — y compris celle de blé d'hiver moins affectée par la sécheresse — devrait être inférieure de 13 % à celle de 1987 (49,1 millions de tonnes contre 56,7).

En conséquence, les prix des produits alimentaires aux États-Unis devraient augmenter de 3 à 5 % cette année, selon les experts officiels.

De plus, selon un analyste, M. John Schmitt, les stocks de maïs aux États-Unis devraient être « largement en dessous de 50 millions de tonnes », soit le moitié de leur niveau actuel. Selon lui, les stocks mondiaux de céréales pourraient, en 1989, ne couvrir que quatre-vingt jours de consommation.

Le président Ronald Reagan a signé jeudi une loi accordant 3,9 milliards de dollars (environ 25 milliards de francs) d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse, principalement dans le Middle West. Le montant de cette assistance, approuvée lundi et mardi par les deux chambres du Congrès presque unanimement, est le plus important jamais accordé aux agriculteurs en raison de la sécheresse. L'aide, qui couvrira 65 % des pertes des récoltes et 90 % de celles qui ont perdu les trois quarts de leur récolte, avec un plafond de 100 000 dollars, devrait commencer à être versée dans deux mois. « Cette loi n'est pas aussi bonne que la précédente », mais elle est « généreuse », a déclaré M. Reagan. Même en tenant compte de cette aide, le revenu des agriculteurs touchés devrait être cette année inférieur de 45 % au niveau normal.

Stocks mondiaux en baisse

A Rome, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) confirme les effets désastreux de la sécheresse américaine sur la production de céréales. Selon le bulletin *Perspectives alimentaires* du mois d'août, la production mondiale de céréales diminuera pour la deuxième année consécutive, fait sans précédent depuis plus de quarante ans. La FAO prévoit une production céréalière mondiale de 1,77 milliard de tonnes, soit 24 millions de tonnes de moins qu'en 1987-1988. La réduction porte essentiellement sur les céréales (autres que le blé et le riz) dont l'estimation de production est de 772 millions de tonnes contre 819 millions produits l'an dernier. La production de riz devrait atteindre 484 millions de tonnes, supérieure de 5 % (23 millions de tonnes) à la production de l'an dernier, déjà marquée par la sécheresse.

La FAO prévoit une réduction des stocks mondiaux de céréales de l'ordre de 80 millions de tonnes pour la prochaine campagne, ce qui constitue la plus forte ponction jamais connue et les mettra au niveau minimum acceptable, selon la FAO, pour assurer une protection alimentaire suffisante.

La FAO estime enfin que les cours des céréales, qui resteront fluctuants tant que la production effective ne sera connue, sont susceptibles d'augmenter et les livraisons d'aide alimentaire de diminuer au cours de l'exercice en cours, ce qui pourrait entraîner des difficultés accrues pour les pays les plus pauvres. A titre d'exemple, le prix actuel du blé américain est supérieur de 37 % à celui de juillet 1987, et celui du maïs de 35 %.

DIDER FOURQUERY.

Sous l'impulsion de John Smale

Les bénéfices de Procter & Gamble à nouveau en hausse

Pour la première fois de son histoire, The Procter & Gamble Company (P&G, pour les initiés) a présenté, mercredi 10 avril, des bénéfices nets dépassant le milliard de dollars : 1,020 milliard exactement, pour un chiffre d'affaires de 19,336 milliards, en progression de 13,7 % sur l'année précédente.

La firme de Cincinnati (Ohio) est présente sur une quarantaine de marchés, de la lessive (Ariel, Tide, Vial), aux produits de toilette, en passant par les produits pharmaceutiques (Richardson-Vicks) et l'alimentation. Ses résultats spectaculaires doivent autant à la progression des ventes en volume (7 à 8 %), aux acquisitions récentes (pessant pour environ 4 % de croissance), qu'à une hausse substantielle de ses prix (environ 4 % au dernier trimestre), la première de cette importance depuis au moins trois ans.

Son grand patron John Smale n'a pas manqué, mercredi, de souligner que la hausse des bénéfices nets du groupe était en partie due à la bonne performance des filiales étrangères, dopées par le dollar, et à la baisse substantielle d'impôts dont profitent les grandes sociétés américaines depuis la dernière loi fiscale. En moyenne, le taux d'imposition est tombé pour P&G à 37,8 %, contre 39,5 % pour le précédent exercice (juillet 1986-juin 1987). Surout, les résultats de l'année fiscale 1987 avaient été lourdement grevés par une réserve exceptionnelle de restructuration de 459 millions de dollars, couvrant la modernisation de certaines usines de détergents et le retrait de quelques marchés alimentaires peu rentables.

La performance du groupe n'en reste pas moins significative du nouveau dynamisme dont il fait preuve depuis l'arrivée de John Smale aux commandes en 1981. Ce grand

patron un peu timide, aux capacités intellectuelles remarquables, a transformé en quelques années un géant conservateur et sûr de lui en une firme agressive. Le début des années 80 a été surtout marqué par son goût pour la compagnie, fondée en 1837 par le savonnier James Gamble et le fabricant de bougies William Procter. En 1980, le scandale des tampons Rely, responsables d'une maladie rare, le « toxic-shock syndrome », et retirés à la hâte du marché fit du mal à l'image de P&G, jusque-là liée à la qualité de ses produits. Plus grave, le groupe, victime d'un management et d'un marketing très lourds, se trouvait attaqué sur tous ses marchés et devait, en 1985, annoncer à ses actionnaires une baisse des bénéfices.

Sur les marchés pharmaceutiques

C'était la première fois depuis 1952, l'année où le jeune John Smale entra dans la compagnie comme assistant chef de marque. Après avoir gravi tous les échelons de la très pyramidale hiérarchie procterienne, ce dernier se retrouva investi de tous les pouvoirs au plus fort de la bataille contre Colgate, Palmolive ou Unilever, très agressifs sur ses terrains de chasse privilégiés.

Le président entreprit de changer à la fois les méthodes de management de la firme et sa stratégie d'expansion. Afin d'accroître l'innovation — traditionnellement lourde de procédures tatillonnes — il mit sur pied des équipes pluridisciplinaires qui firent merveille. P&G peut aujourd'hui mettre au point un nouveau produit en neuf mois, deux fois plus rapidement qu'autrefois. Plus gros annonceur américain (1,4 milliard de dollars en promotion et publicité en 1987), P&G remplit également en question sa stra-

tégie publicitaire, qui devient plus inventive et moins lourdement explicative. Quant à la stratégie de fabrication de P&G, elle fut reconstruite sur la diversification par acquisition et sur le développement à l'étranger.

Dès 1982, John Smale fit entrer la société dans le domaine des médicaments pharmaceutiques, avec l'achat de Norwich Eaton (marque Pepto Bismol, Chloraseptic...), puis dans ceux de la cosmétologie avec, en 1985, l'achat de Richardson-Vicks, société où John Smale avait fait ses classes avant d'entrer chez P&G. Richardson-Vicks a apporté à P&G des marques aussi connues que Clearasil, Oil of Olay ou Petrolatum, en plus de ses spécialités « santé ». Complétée par les achats de divisions pharmaceutiques de Searle et du leader des produits d'hygiène européens, Blendax, cette stratégie a permis au groupe de compenser les déceptions qu'il avait eues sur les marchés alimentaires où ses biscuits, soft-drinks et autres spécialités atteignent juste leur seuil de rentabilité.

Le développement international s'est également accéléré, en particulier vers les marchés du Pacifique : aujourd'hui, P&G commercialise déjà vingt et une marques au Japon et a signé, en juillet, un accord en Chine pour y construire une usine de produits de toilette. D'autres révolutions sont cependant à venir.

Pour son secteur alimentaire vieillissant (la graisse végétale Crisco et le café Folgers notamment), P&G travaille depuis près de vingt ans sur un substitut à la graisse, l'olestra, qui serait sur le point d'être lancé.

Le numéro six de la chimie mondiale prouverait alors, à la veille du départ à la retraite de John Smale, qu'il a retrouvé sa capacité à innover sur tous les marchés grand public.

The Procter & Gamble Co

(En milliards de dollars)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Chiffre d'affaires	8,1	9,3	10,7	11,4	11,9	12,4	12,9	13,5	14,4	17	19,3
Bénéfices nets	0,51	0,57	0,64	0,66 (1)	0,77	0,86	0,89	0,93	0,7	0,32 (2)	1,02

(1) 0,74 en excluant la réserve pour retrait du marché des tampons Rely.
(2) 0,78 avant réserve exceptionnelle pour restructuration.

de France

e!

Le Tour de France est le plus grand événement sportif de France. Il a lieu chaque année en août et septembre. C'est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme. C'est une épreuve qui se déroule en plusieurs étapes, à travers toute la France. Les cyclistes doivent parcourir plus de 3 000 kilomètres en 25 jours. Le Tour est considéré comme l'un des plus grands événements sportifs de France.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme. C'est une épreuve qui se déroule en plusieurs étapes, à travers toute la France. Les cyclistes doivent parcourir plus de 3 000 kilomètres en 25 jours. Le Tour est considéré comme l'un des plus grands événements sportifs de France.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Le Tour de France est une épreuve cycliste de haut niveau, qui attire des millions de spectateurs. Les participants sont des professionnels du monde entier. Le Tour est organisé par l'Union Cycliste Internationale (UCI) et le Comité Français du Cyclisme.

Marchés financiers

PECHÉ

Après les incidents dans le golfe de Gascogne
Le ministre de la mer va rencontrer son collègue espagnol

Après les incidents du début de la semaine dans le golfe de Gascogne entre bateaux de pêche français et espagnols, Paris a décidé de renforcer le dispositif de surveillance et de police maritime dans cette zone, c'est-à-dire la partie française des 200 milles communautaires. Après l'agression dont ont été victimes des chalutiers français et « constatant des agissements irresponsables de certains pêcheurs espagnols », M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, en liaison avec la marine nationale, a dépêché sur les lieux une vedette des affaires maritimes et un remorqueur de haute mer, tandis qu'un avion va effectuer des patrouilles.

Le ministre entend aussi rencontrer son collègue espagnol, M. Romero, dans les prochains jours.

Les incidents tiennent à deux techniques de pêche différentes que pratiquent les Français (Bretons et Vendéens, d'une part, Basques et Archaonais, de l'autre) et les Espagnols (de San-Sébastien, essentiellement) dans le golfe pour capturer les thons blancs, appelés thon germans.

Traditionnellement, les Espagnols pêchent à la ligne tendue au bout de longues cannes. Depuis deux ans, les Français ont mis au point deux systèmes nouveaux : le filet droit (le poisson se prenant par les ouïes) et

le chalut pélagique (traîné entre deux eaux). Ces techniques sont beaucoup plus productives, et les Espagnols (600 navires environ, au lieu de 90 français) redoutent que les stocks ne s'épuisent vite, et que la France ne renonce des parts de marché. Or les autorités de Bruxelles n'ont à aucun moment critiqué les efforts de productivité des Français. De plus, les experts scientifiques de l'Institut français de la mer (IFREMER) suivent attentivement l'évolution des ressources et le développement des techniques. La pêche du thon blanc germen — très prisée pour la conserve et très recherchée sur le marché mondial, notamment aux États-Unis — n'est soumise à aucun quota européen, contrairement à d'autres espèces (cabillaud, colin, soles, etc.).

Ces incidents viennent rappeler que, depuis plusieurs années, et notamment depuis l'entrée de l'Espagne dans la CEE (1^{er} janvier 1986), des escarmouches, parfois violentes, opposent les pêcheurs des deux pays dans les eaux du golfe, non seulement à la saison du thon, mais aussi pour la capture d'autres espèces (ancolles, merlu). Les organisations professionnelles des deux pays ont essayé, depuis le début de l'année, de mettre en place un « code de bonne conduite », mais celui-ci n'a toujours pas vu le jour.

F. Gr.

TRANSPORTS

La direction de la SNCF prend des mesures pour renforcer la sécurité

Après que l'Élysée ait fait savoir, le jeudi 11 août, que le président de la République avait reçu M. Michel Delebarre, ministre des transports, et recommandé, une fois de plus, « une grande sévérité » pour les manquements à la sécurité dans les transports publics, le directeur général de la SNCF, M. Jean Costet, a rendu publique les trois séries de mesures arrêtées par la société nationale, après les deux catastrophes de la gare de Lyon et de la gare de l'Est.

Au titre du dialogue social — auquel le ministre des transports tient beaucoup, — il a été décidé que

les comités d'entreprise, les comités d'hygiène et de sécurité et les organisations syndicales seront saisis des problèmes de sécurité. Les propositions formulées par les syndicats, le 11 août, à l'occasion d'une « table ronde », seront examinées et pourront faire l'objet d'études supplémentaires avant le conseil d'administration du mois d'octobre consacré à ces questions.

Le deuxième volet annoncé par le directeur général concerne « le comportement des hommes ». Des efforts seront faits pour mobiliser l'encadrement. Une journée de formation s'ajoutera aux trois jours que les conducteurs consacrent chaque année à l'actualisation de leurs connaissances, elle sera consacrée à la « familiarisation à une situation perturbée ».

Enfin, un volet technique est prévu. Le conseil d'administration sera saisi, dans deux mois, d'un projet d'équipement des trains d'un système de contrôle de vitesse. Sur les matériels de banlieue Z-530, le robot commandant les conduites d'air comprimé des freins sera supprimé. On prévoit aussi l'accélération de l'installation d'un système couplant l'alimentation électrique en cas de freinage.

Les organisations syndicales se sont déclarées satisfaites du nouveau dialogue instauré avec la direction, mais la CGT comme la CFDT ont rappelé que, selon elles, la sécurité dépend aussi de moyens supplémentaires en crédits et en hommes.

SOCIAL

Tensions lors de la reprise du travail à la mine de Gardanne

Une certaine tension s'est manifestée, le jeudi 11 août, sur le carreau de la mine de Gardanne (Bouches-du-Rhône), lors de la reprise du travail après trois mois et demi de grève. Selon l'Union régionale CFDT Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Fédération des mines et de la métallurgie CFDT, cette reprise du travail a eu lieu « dans un climat extrêmement dévasté, et de nouvelles violences physiques sur deux personnes, dont une a été évacuée par les pompiers de Gardanne, sont encore à déplorer. Ces méfaits et intimidations n'empêcheront pas la CFDT de dénoncer ces pratiques intolérables ».

« Tout s'est très bien passé », indiquait-on, en revanche, tant à la CGT qu'à la direction. « Il y a bien eu quelques insultes entre militants », ajoutait-on à la CGT, mais rien de très normal après plus de trois mois de conflit ».

Dans un communiqué, la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol CGT a qualifié de « victoire » la « grève courageuse » des mineurs de Gardanne. Pour la CGT, les mineurs qui ont repris le travail vont recevoir des primes diverses, « acquies sans aucune condition », totalisant 8 700 F (pour la surface) et 9 600 F (pour le fond), alors que la direction proposait, lors de la réunion du 26 juillet, qui a abouti à la sortie du conflit de la CFDT, 3 400 F et 4 200 F.

NEW-YORK, 11 août ↑

En dents de scie

Après deux séances de forte baisse, la Bourse de New-York a retrouvé jeudi une allure un peu plus normale. Néanmoins, le marché a été passablement baloté. Tantôt en hausse, tantôt en baisse, l'indice des industriels s'est finalement établi à 2 039,29, soit à 5,15 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la journée, lui, est resté négatif. Sur 1 978 valeurs traitées, 639 seulement ont monté, mais 813 ont encore baissé et 526 n'ont pas varié.

La décision des grandes banques américaines de relever leur taux de base était attendue. Elle a toutefois porté un nouveau coup au moral des investisseurs. Le redressement de nombreuses « Blue Chips » a, pour l'essentiel, été dû au facteur technique. Divers spécialistes estiment qu'en l'état actuel de la situation une reprise technique plus globale pourrait se produire. Mais, en tout état de cause, le mouvement d'achat qui a suivi la décision de la Fed a été très limité. Psychologiquement, Wall Street est très affecté par la hausse des taux. L'activité s'est ralentie, et 173 millions de titres ont changé de mains contre 200, 95 millions la veille.

VALEURS	Cours du 10 août	Cours du 11 août
Alcoa	48 1/2	48 3/8
A.T.T.	25 7/8	25 7/8
Boeing	89 3/4	89 3/4
Chemical Bank	25 5/8	25 7/8
De Pont de Nemours	32 3/8	32 3/8
Eastman	41 1/2	41 1/2
Ford	45 1/2	45 7/8
General Electric	50 1/8	50 1/4
General Motors	40	40
IBM	118 1/8	118 1/8
Johnson & Johnson	45 1/2	45 1/2
McDonald	44 1/8	44 3/8
Merck	50 1/4	50 1/4
Philips	33 1/2	33 1/2
Rockwell	45 1/8	45 7/8
Union Carbide	22 3/8	22 3/8
U.S. Steel	28 5/8	28 5/8
Westinghouse	51 1/8	51 1/8
Xerox Corp.	53 3/8	54

LONDRES, 11 août ↓

Baisse limitée

La Bourse de Londres a encore été bien nerveuse jeudi, bien qu'en fin de journée elle ait réussi à limiter ses pertes. L'indice Footsie des cent valeurs est toutefois passé sous le seuil de 1 640 points après avoir coté 1 647, soit à 1 835,2, soit un repli de 0,3 %.

La séance avait pourtant bien commencé après la reprise assez vive enregistrée les quelques heures précédentes. La publication de résultats trimestriels décevants pour la Shell ont également contribué à la déprime, constatant les professionnels. Le titre Shell a d'ailleurs chuté de 31 pence à 1 023.

Dans un marché calme où quelque 465 millions de titres ont été échangés, les valeurs internationales ont cédé du terrain en raison notamment de la fermeté de la livre sterling.

Royal Insurance, ayant annoncé l'abandon de ses « discussions amicales » avec l'assureur français Victoire, a gagné 3 pence à 398. Aux Electric, Cable and Wireless a gagné 6 pence à 382 après avoir perdu jusqu'à 2 dollars.

FAITS ET RÉSULTATS

● Recul de 13,5 % du bénéfice trimestriel de KLM. — KLM a mal démarré son nouvel exercice 1988/1989 (1^{er} avril 1988-31 mars 1989) avec un recul de 13,5 % de son bénéfice net à 105,5 millions de florins (30 millions de dollars) au premier trimestre (avril-juin 1988) par rapport à la même période de référence de l'exercice précédent. Le bénéfice net par action ordinaire s'élève à 2 florins au premier trimestre de l'exercice en cours contre 2,40 florins l'an dernier. Dans le même temps, les revenus d'exploitation ont augmenté de 6 % pour atteindre 1,47 milliard de florins. Les charges d'exploitation se sont accrues de 5 % à 1,35 milliard de florins. Le taux d'occupation des avions est resté pratiquement inchangé à 68,4 %.

● Renforcement de la coopération entre la CEA et la SAGEM-SAT. — Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), avec ses laboratoires de recherche et son groupe industriel, et le groupe SAGEM-SAT ont décidé de renforcer la coopération qu'ils poursuivent depuis plusieurs années. Les deux groupes vont coopérer plus intensément à l'avenir dans les secteurs de la robotique, de la fabrication de pièces de précision en matériaux spéciaux et la séparation isotopique. Dans le secteur de l'optique, les deux groupes ont décidé conjointement une prise de participation de 20 % pour chacun dans le capital de la société CILAS (Compagnie industrielle des lasers).

PARIS, 11 août ↓

La baisse s'accroît

Deuxième séance de baisse, jeudi. Rue Vivienne. Cette fois, le mouvement s'est nettement accentué. A l'ouverture matinale, l'indice des industriels a baissé de 1,18 % en dessous de son niveau de la veille. Par la suite, lentement mais sûrement, l'écart ne devait pas passer de se creuser. A 12 h 30, le repli était de 1,5 % et, dans l'après-midi, il atteignait 1,4 %.

Pas de panique. Sous les lambris, les professionnels, tout en ayant été tracassés par le problème des taux, attachaient tous une certaine sérénité. De l'avis général, Paris a surtout réagi à la nouvelle chute de Wall Street. Mais, premier constat, assez malgrés ces derniers jours, les courants d'achats ne se sont guère éteints.

Deuxième constat, les ordres d'achat ont été réduits à leur plus simple expression. Résultat : l'effet de levier a joué. Les hausses ont été inégalement et les baisses légères. C'est le phénomène classique. Selon les spécialistes, rendus inquiets par les turbulences enregistrées sur le front des taux, les investisseurs, pas tous il s'en faut de loin, ont jugé prudent d'ajuster leurs positions à l'approche du long week-end du 15 août. Ce n'est rien de dire que, tous les ans à pareille époque, un véritable syndrome s'empare de tous les marchés. Cela dure depuis dix-sept ans, exactement depuis le 16 août 1971, avec la décision inattendue du président Nixon de déclarer l'inconvertibilité du dollar en or.

La manœuvre s'est encore accrue avec la décision surprise du Fed américain de relever le taux d'escompte. Vertes de précaution par conséquent, sans caractère de gravité pour l'instant et d'autant plus justifiées, semble-t-il, que l'on attend avec impatience la publication des résultats du commerce extérieur américain pour juin.

Lourdier persistante de la tendance au marché obligataire et sur le MATIF, en bonne partie liée à la forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour.

TOKYO, 12 août ↑

Hausse

Confirmant la nette reprise enregistrée la veille, la Bourse de Tokyo a terminé la journée sur une hausse. L'indice Nikkei a, en effet, gagné 48,53 points à 27 831,50 après avoir progressé de 230 points jeudi.

Le début de séance avait même été brillant avec une hausse de 150 yens, mais des prises de bénéfice sur des valeurs du secteur de la haute technologie, comme Sony ou Canon, ont réduit les gains initiaux.

Les titres du secteur des aciers, des pétroliers et des cimentiers étaient bien orientés. Le marché a été un peu moins actif que la veille avec 500 millions d'actions échangées contre 600 millions jeudi.

VALEURS	Cours du 11 août	Cours du 12 août
Alcoa	510	620
Boeing	1 320	1 330
Canon	1 670	1 630
Fuji Bank	3 140	3 140
Honda Motor	2 307	2 220
Mitsubishi Electric	2 570	2 510
Mitsubishi Heavy	918	925
Sanyo	7 020	7 070
Toyoko Motor	2 830	2 780

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	315 10	302 50	B2	183	178
Assurances & Assurances	535	525	Ind. Metal Service	321	320
Assurances	234	231	Ind. Metallurgie	253 00	251 00
B.C.	435	435	La Poste du mois	273 20	268
B.D. & Assurances	370	370	La Poste du mois	286	281
B.L.M.	530	530	La Poste du mois	286	281
B.P.	548	548	La Poste du mois	286	281
B.P.	332	330	La Poste du mois	286	281
B.P.	876	849	La Poste du mois	286	281
B.P.	1050	1050	La Poste du mois	286	281
B.P.	1425	1380	La Poste du mois	286	281
B.P.	760	745	La Poste du mois	286	281
B.P.	560	541	La Poste du mois	286	281
B.P.	300	275	La Poste du mois	286	281
B.P.	282	282	La Poste du mois	286	281
B.P.	128	125 00	La Poste du mois	286	281
B.P.	380	380	La Poste du mois	286	281
B.P.	200	200	La Poste du mois	286	281
B.P.	708	708	La Poste du mois	286	281
B.P.	197	197	La Poste du mois	286	281
B.P.	1450	1440	La Poste du mois	286	281
B.P.	767	755	La Poste du mois	286	281
B.P.	500	490	La Poste du mois	286	281
B.P.	320 00	320 00	La Poste du mois	286	281
B.P.	265 50	265 50	La Poste du mois	286	281
B.P.	910	777	La Poste du mois	286	281
B.P.	420	410	La Poste du mois	286	281
B.P.	220	211 50	La Poste du mois	286	281
B.P.	4648	4608	La Poste du mois	286	281
B.P.	1028	1010	La Poste du mois	286	281
B.P.	680	680	La Poste du mois	286	281
B.P.	1180	1182	La Poste du mois	286	281
B.P.	115	110 40	La Poste du mois	286	281
B.P.	25 40	24 80	La Poste du mois	286	281
B.P.	255	245	La Poste du mois	286	281
B.P.	470	462	La Poste du mois	286	281
B.P.	628	625	La Poste du mois	286	281
B.P.	218	216	La Poste du mois	286	281
B.P.	200	200	La Poste du mois	286	281
B.P.	139 90	137	La Poste du mois	286	281

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables
le 11 août 1988

Nombre de contrats : 8 546

VALEURS	FRUX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	498	3	22	19	—
CEC	320	10,50	23	13	—
EE-Applique	320	15	—	13	—
Lafarge-Capex	1 590	45	39	42,50	78,10
Michelin	190	21	132	4,30	11,20
Midi	1 255	76	—	66	90
Paribas	448	4,50	18	—	—
Peugeot	1 290	62,50	185	60	95
Saint-Gobain	498	27	—	10,50	—
Société Générale	498	9,50	—	45	—
Thomson-CSF	280	4	11	21	26

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 11 août 1988

Nombre de contrats : 87 431

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	103,10	101,80	100,90
Précédent	103,70	102,30	101,20

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	1,32	—	0,15	1,43

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,38 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87)
La baisse du dollar s'est poursuivie vendredi 12 août sur tous les marchés financiers internationaux. La devise américaine s'est ainsi traitée à 6,38 F contre 6,4285 F la veille. D'abord nerveux, les boursiers ont ensuite redoussé courage, puis calmés.	Valeurs françaises : 122,5 Valeurs étrangères : 120,1 (Sift, base 100 : 31-12-87) Indice général CAC : 356,5 (Sift, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 : 1 285,94 1 292,18
FRANCFORT 11 août 12 août	NEW-YORK (indice Dow Jones)
Dollar (en DM) : 1,982 1,983	10 août 11 août
TOKYO 11 août 12 août	Industrielles : 2 034,14 2 039,30
Dollar (en yen) : 134,97 133,95	LONDRES (indice Financial Times)
MARCHÉ MONÉTAIRE	10 août 11 août
(effets privés)	Industrielles : 1 482,1 1 477,6
Paris (12 août) : 73/67 73/65	Mines d'or : 194,4 188,9
New-York (11 août) : 81/85	Fonds d'Etat : 87,98 87,93
	TOKYO
	11 août 12 août
	Nikkei Dow Jones : 27 784,98 27 831,51
	Indice général : 1 289,43 1 287,04

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + oct. dép. -	-	Rep. + oct. dép. -	-	Rep. + oct. dép. -	-
SE-UL	6,3700	6,3700	- 65	- 45	- 130	- 98	- 325	- 225
SE-UL	5,2146	5,2233	- 121	- 88	- 239	- 180	- 625	- 511
Yen (100)	4,7985	4,7967	+ 114	+ 140	+ 141	+ 190	+ 714	+ 630
DM	3,3939	3,3973	+ 52	+ 72	+ 116	+ 149	+ 381	+ 435
Flm	3,8976	3,8104	+ 46	+ 54	+ 92	+ 117	+ 313	+ 376
FR (100)	16,1763	16,1922	+ 28	+ 112	+ 47	+ 208	+ 110	+ 521
ES	4,8554	4,8599	+ 127	+ 148	+ 250	+ 287	+ 740	+ 638
L (1 000)	4,5724	4,5778	- 156	- 119	- 297	- 245	- 638	- 728
F. franc	16,9449	16,9564	- 341	- 287	- 662	- 575	- 1 712	- 1 577

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	8 1/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 1/2	8 5/8	8 15/16	8 1/16
DM	4 3/4	5	5	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 1/16	5 1/16
Flm	5 1/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 3/4	5 7/8
FR (100)	6 1/4	6 3/4	6 13/16	7 1/8	7 1/8	7 1/16	7 5/8	7 15/16
ES	2 1/2	3	3 1/4	3 3/8	3 11/16	3 13/16	4 1/8	4 1/4
L (1 000)	9 7/8	10 3/8	10 3/8	10 7/8	10 7/8	11 1/4	11 3/8	11 5/8
F. franc	10	10 1/4	10 3/4	10 7/8	10 15/16	11 1/16	11 1/16	11 3/16
F. franc	7 3/8	7 5/8	7 3/8	7 5/8	7 9/16	7 13/16	8 1/4	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
3221	C.M.E. 2% +	3620	3620	3620	...	2220	Legrand (Dip.)	2276	2280	2300	+ 1.10	680	S.A.T. +	685	685	680	- 0.70
1064	B.N.P. 2% +	1065	1065	1065	...	2220	Leyron-Somert	794	796	795	- 0.13	690	S.A.T. - (Mét.)	695	695	690	- 0.70
1064	C.C.F. 2% +	1067	1067	1067	...	2220	Leunier	2193	2199	2200	+ 0.30	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
1089	Chemin. T.P.	1087	1086	1086	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
1735	Chemin. T.P.	1736	1736	1736	- 0.36	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
1735	Chemin. T.P.	1736	1736	1736	- 0.36	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
2218	St-Gabriel 7%	1249	1249	1249	...	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1203	- 0.08	2220	Leunier	647	650	650	+ 0.44	1200	Simpliciter (Mét.)	1200	1200	1205	+ 0.42
4282	Thomson T.P.	1240	1203	1													

Comptant (selection)

Obligations			Actions		
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Emp. 84.80 77	127 10	1 853	Comstol	111 30	111
5.00 5.75/85	104 20	0 832	Chamberlain (M.)	978	
10.80 5.75/84	106	1 011	Chenoweth (W.)	642	
13.25 5.00/80	106 44	2 541	C.I.C. Finance del.	168 30	164
12.80 5.01/80	102 53	7 719	C.I. Meriden	190	
16.25 5.25/80	110 06	6 384	Chrom (D)	2200	2200
16 10 jan 82	113 30	2 806	Cluett (L)	1195	1190
14.60 5.00 83	113 80	6 901	Colgate	312	312
12.40 5.00 83	119	8 804	Congl. West	118	110
12 20 oct 84	112 25	10 300	Cop. Lyon-Alain	200	200
11 15 oct 85	111 10	5 139	Cramp. Lys-Alain	470	461
10.25 5.00 85	104 08	4 307	Crane Lys-Alain	720	720
ORT 12.75 81	1029 50		C.R.P.	14 50	14
ORT 10 5 8000	103 69	2 110	Cad. Sals. del.	558	558
ORT 8.00 5.1987	107 20	6 672	C. L. Leland (R)	137	135
ORT 8.00 5.1988	103 20	5 521	Celbelle	535	548
Co. France 3 %			Delbelle S.A.	225	221
CHS Brevet pharm. 82	103 28	1 061	Degremont	176	168
CHS Pharm. 82	103 30	1 061	Delph. S.A.	1266	1260
CHS Snt	103 30	1 061	Delebecq. S.A. (R)	1260	1260
CHS Jew. 82	103 28	1 061	Dickel-Schell	750	750
FTT 11.20/95 98	110 46	7 108	Dist. Brev. Vichy	1229	1055
CFP 10.30/95 98	103 59	5 102	Est. Vichy	2250	2200
CHC 11.90/95 98	109 50	1 985	E.C.I.A.	102	105
CHC 9.90/95 98	98 30	2 818	Econom. Centre	214	218
CHC 10.90/95 98	107 80	6 068	Essochem	244	241
C.A.C.A.T. 77	1180	218	E.L.M. Labarre	730	730
Dreux Air. 1981 oct.	2230	218	Elan-Stratige	242 50	242 50
Westerlog 1.05 77	82 80	6 280	Emphyte Paris	480	483 30 a
			Energie (B)	3533	3533
			Euro. Anstalt	95 20	97
			Europ. Studie Instit.	105	107
			Bank	2105	2100
			Financ.	197	195
			PPP	478	481
			Rundell	610	603
			Roche	440	440
			Paris, Lyonnais	445	440
			Parisi	376	376
			Forstner	1080	1080
			Frangon	217	217
			France S.A.B.	528	527
			France (L)	6050	6040
			Frans. Paul Remert	785	785
			GAN	871	871
			G.F.I.L.	338	325
			Gescom	467	463
			St. Fr. Comar.	800	800
			St. Vincent Paris	300	284
			St. M. Patis	620	628
			G. Temp. Ind.	478	478
			Industrie S.A.	38	38
			Industrie S.A.	300	302
			Industrie S.A.	348	350
			Industrie S.A.	820	836
			Industrie S.A.	6350	6240
			Industrie S.A.	720	720
			Industrie S.A.	612	612
			Industrie S.A.	718	715
			Industrie S.A.	478	478
			Industrie S.A.	715	715
			Industrie S.A.	217	217
			Industrie S.A.	788	788
			Industrie S.A.	2570	2550

SICAV (sélection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	prix.	11/8	Achat	Vente
États-Unis (51)	6 487	6 428	8 170	8 670
ECU	7 050	7 055		
Allemagne (100 DM)	329 730	329 700	328	348
France (100 F)	16 125	16 085	15 450	16 450
Prise libe (100 L)	289 320	289 800	280	310
Danemark (100 kr)	88 820	88 620	84	81
Norvège (100 kr)	93 580	93 100	90	87
Grande-Bretagne (5 £)	10 940	10 938	10 900	11 300
Belges (100 francs)	4 223	4 233	3 800	4 400
Italie (7 000 lire)	4 574	4 573	4 300	4 600
Suède (100 s.)	60 950	60 480	381	419
Autriche (100 sc)	58 030	58 800		101
Shells (100 sc)	48 050	48 180	46 800	49 800
Australie (100 aust.)	5 168	5 162	4 850	5 350
Néozélande (100 n.)	4 176	4 172	3 950	4 400
Portugal (100 esc.)	5 257	5 257	5 080	5 450
Canada (50 c)	8 317	8 309	8 050	8 670

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 11/8
Or fin (100 grammes)	88300	88100
Or fin (100 grammes)	88250	88050
Pièces (10 grammes)	807	807
Pièce française (10 fr.)	370	346
Pièce mexicaine (20 fr.)	540	543
Pièce indienne (20 fr.)	827	808
Souverain	642	640
Pièce de 20 dollars	3260	3260
Pièce de 10 dollars	1610	1630
Pièce de 5 dollars	862 50	862 50
Pièce de 50 pesetas	3305	3320
Pièce de 10 florins	531	532
Or Londres	438 90	438 90
Or Zurich	428 90	428 90
Or Hongkong	427 56	428 95
Argent Londres		

Hors-cote

Europe	232	142
.....	180	.....
.....	140	.....
.....	125	124 80
.....	180	.....
.....	400	355
.....	850	832
.....	84	80
.....	250	.....
.....	10 80	12 40
.....	828	.....
.....	350	.....
.....	178 20	177
.....	55 30	.....
.....	287	.....
.....	580	585
.....	380	.....
.....	127	.....

oupon détaché — a o

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, posta 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Téhéran rappelle que la question irano-irakienne n'est pas réglée.	6 « Le jeu à la française », par Alfred Grosser.	8 L'achat de treize mille micro-ordinateurs par l'éducation nationale.	12 Un entretien avec Jean-Pierre Vincent.	17 En Belgique comme en Italie, les programmes nucléaires sont remis en cause.	Abonnements 6	● Jeux avec le Monde ... JEU
4 A Lima, fin de la réunion de la Fédération mondiale des villes jumelées.	— Le FNKS a transmis au haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie un nouveau mémorandum.	— Contre l'infarctus, l'administration d'aspirine et de streptokinase ?	— La mort de Jean-Pierre Ponnelle.	— La sécheresse aux États-Unis entraîne une chute des productions de maïs et de soja.	Annonces classées 14	● La messagerie internationale DIA
5 Le vingtième anniversaire de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.	— COMMUNICATION			— Le Japon réussit sa politique de réajustement selon l'OCDE.	Carnet 15	36-15 tapez LM
				18-19 Marchés financiers.	Jeux 10	● Le mini-journal de la rédaction JOUR
					Philatélie 15	● Admission aux grandes écoles ECOLES
					Loto 8	36-15 tapez LEMONDE
					Radio-télévision 13	
					Spectacles 13	

Repli du dollar, reprise des actions

Accalmie sur les marchés financiers

A la veille du week-end du 12 août, la fièvre est retombée sur les marchés financiers internationaux. Le relèvement du taux d'escompte américain (à 6,5 %), annoncé mardi 9 août, continue néanmoins à propager ses effets perturbateurs. Vendredi 12 août dans la matinée, le dollar confirmait son repli, les marchés des actions retrouvaient un certain calme.

Amorcé dès mercredi, le repli du dollar se confirmait vendredi 12 août dans la matinée. Suite à la décision de la Réserve fédérale américaine d'augmenter son taux d'escompte (à 6,5 %), le billet vert avait connu mardi 9 août une rapide envolée, passant au-dessus de 1,92 deutschemark et 135 yens et frôlant les 6,50 francs français. Depuis, le reflux l'a ramené, jeudi soir à New-York, à 1,8820 DM, 132,63 yens et 6,3970 francs français. Vendredi matin, le dollar est à nouveau en légère baisse sur les places asiatiques et européennes. A Paris, le franc, qui avait accusé une petite faiblesse mercredi et jeudi, se tient un peu mieux à l'égard du mark, la devise allemande se négociant à nouveau autour de 3,38 FF. Selon des cambistes, la Banque de France serait intervenue.

Comme prévu, les grandes banques commerciales américaines ont en fait annoncé, jeudi, une hausse de leur prime rate, portée de 9,5 % à 10 %. Il s'agit du taux auquel les banques commerciales prêtent à leurs meilleurs clients. A l'issue de cette troisième hausse depuis le début de l'année (la dernière date du 14 juillet), le taux de base bancaire américain est à son plus haut niveau depuis juin 1985. Anticipé par les marchés, ce relèvement de prime rate n'a pratiquement eu aucun effet sur le repli du dollar.

En revanche, plusieurs éléments ont favorisé ce mouvement tout au long de la journée de jeudi. Déniant la rumeur selon laquelle les sept ministres des finances des pays industrialisés, pourraient se réunir, ce week-end, pour coordonner leur action, le ministre ouest-allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a en outre indiqué qu'une hausse supplémentaire du dollar au-delà de 1,90 DM serait « problématique ». Les propos du ministre allemand ont conforté les opérateurs dans l'idée que la RFA se préparait à augmenter à nouveau ses propres taux pour défendre sa monnaie. Cette perspective a contribué à renforcer le mark à l'égard du dollar, mais également à l'égard du franc. En conséquence, la devise française a légèrement perdu du terrain : pour la première fois depuis plusieurs semaines, le mark est repassé dans la journée de jeudi au-dessus de 3,39 francs.

Crainte de surchauffe

La baisse du dollar a également été favorisée par les craintes quant à la « surchauffe » de l'économie américaine. Un nouveau chiffre est venu les conforter : jeudi, en effet, le département du commerce a indiqué que les ventes au détail ont augmenté aux États-Unis en juillet de 0,5 %, après des progressions de 0,8 % en mai et de 0,4 % en juin. Au total, sur les sept premiers mois de l'année, les ventes au détail ont été supérieures en 1988 de 6,5 % à celles de 1987. La consommation reste donc très soutenue outre-Atlantique. Les analystes craignent que cela ne se traduise par un déficit important du commerce extérieur. Le chiffre de juin doit être rendu public mardi 16 août.

S'orientent-ils vers une « guerre des taux » et une surenchère à la

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 août

Légère amélioration

En baisse ces deux derniers jours en raison avec la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, la Bourse de Paris s'est peu ressaisie vendredi matin. Un timide mouvement de reprise s'est dessiné (+ 0,07 % à l'ouverture), qui s'est ensuite accentué (+ 0,47 % à 11 heures).

Raffermissement de BIS, Drouot Assurances, LVMH, Penhoët, Béghin, Raffinage-Distribution, Laboratoire Beilong, Penarroya. Repli de Electrolux, S. Dassault, Europe N° 1, Bafip, CCF.

A B C D E F G

hausse ? Outre les Allemands, les Japonais n'excluent pas de recourir à un relèvement du loyer de l'argent.

Commentant le rapport de l'OCDE sur son pays (voir page 17), le ministre des finances, M. Kishida Miyazawa, a estimé que le Japon n'avait pas à faire face à des risques d'inflation. Il a déclaré que la parité entre le yen et le dollar n'était pas « excessivement haute ». Les opérateurs jugent néanmoins que, en cas de nouvelle hausse du dollar, la Banque centrale japonaise pourrait décider de relever son taux d'escompte (actuellement à 2,5 %). En Grande-Bretagne, le rapport trimestriel de la Banque d'Angleterre appelle à un ralentissement de la demande intérieure pour que soient contenues les pressions inflationnistes. Il laisse clairement entendre que la Banque pourrait, si nécessaire, procéder à un nouveau relèvement de son taux d'intervention (après la hausse d'un demi-point décidé lundi dernier, et qui l'a porté à 11 %).

Sur les marchés des actions, le calme est revenu : après New-York (+ 0,25 % jeudi), Tokyo est, pour le second jour consécutif, en hausse vendredi (+ 0,2 %). Après deux journées de baisse sensible, Paris était vendredi en progrès (+ 0,6 % à 11 h 20).

E. I.

Les assurances Victoire et Royal rompent leurs négociations

Le groupe français Victoire et le britannique Royal Insurance ont annoncé le jeudi 11 juillet, par un bref communiqué, avoir rompu leurs négociations en vue d'une fusion. En discussion depuis plusieurs mois, ce projet devait aboutir à la création d'un des plus gros ensembles européens d'assurances, proche de l'allemand Allianz et de l'italien Generali.

Les assurances Abeille de Victoire (13 milliards de francs de primes annuelles) auraient dû être absorbées par Royal (32 milliards de francs de primes), dont le groupe français serait devenu, en échange, le principal actionnaire avec environ 35 % du capital selon certaines estimations. Il semble que des divergences soient apparues sur ces 35 %, jugés trop importants par les Britanniques qui ont cherché à exclure certains actifs français pour réduire cette part.

Victoire, dont Suez détient 33 %, cherche un allié comme beaucoup de ces confrères dans la perspective du marché unique de 1993. Royal a le même souci mais doit, en outre, se développer sur le continent européen. Le britannique avait également engagé des négociations avec d'autres, dont l'italien la Fondaria.

Après une plainte de Hughes Aircraft

Un gros contrat d'IBM suspendu par l'administration américaine

L'administration américaine a suspendu temporairement le contrat remporté par le numéro mondial de l'informatique, IBM, pour la modernisation du système de contrôle de la navigation aérienne aux États-Unis. A la fin de la semaine dernière, Hughes Aircraft, filiale aéronautique de General Motors, a contesté les conditions dans lesquelles le constructeur informatique avait remporté le contrat (le Monde du 10 août).

D'un montant de 3,6 milliards de dollars (plus de 20 milliards de francs), ce contrat est particulièrement élevé.

● Menace de faillite pour Donnay. — La société belge Donnay, l'un des leaders mondiaux de la production de raquettes de tennis (l'entreprise détient 12 % du marché mondial), déposera son bilan le 19 août si aucune solution n'apparaît d'ici là. Donnay a vu son chiffre d'affaires chuter depuis plusieurs années, l'entreprise s'étant, en effet, tardivement adaptée aux conditions du marché. Plusieurs candidats au rachat de Donnay se sont fait connaître, notamment M. Michel Lesieur, agissant à titre personnel.

BIRMANIE : tandis que le bilan des victimes s'alourdit

Des dissensions sont apparues au sein de l'armée

Tandis que les troubles se poursuivent dans toute la Birmanie et que le bilan des victimes s'alourdit — il y aurait entre cinq cents et mille cinq cents morts — le pays semble s'enfoncer lentement dans le chaos. Le régime a tenté de réagir en lançant des appels à la population. Le premier ministre, U Tun Tin, après la réunion toute la nuit de son gouvernement, a fait, jeudi, un discours radiotélévisé dans lequel il a affirmé qu'il allait « très sérieusement prendre en considération les revendications qui se situent dans le cadre de la loi et sont présentées dans le cadre légal par la population », et qu'il y « répondra autant que possible ».

U Tun Tin a dénoncé les « individus immoraux propageant de fausses informations pour semer l'agitation », entravant ainsi l'approvisionnement en nourriture, à un moment où les vivres commencent à manquer à Rangoon. Il a appelé les Birmans à coopérer avec les autorités « afin de surmonter les obstacles et les difficultés et d'assurer une vie paisible ».

Le chef des forces armées, le général Saw Maung, a accusé des « saboteurs » d'avoir détourné le caractère pacifique des premières manifestations et affirmé que les

militaires sont responsables de la sécurité et qu'ils continueront de faire leur devoir. Il a enfin nié les informations qui font état de divisions au sein de l'armée. Les autorités ont ordonné la fermeture des pompes à essence pour tarir l'approvisionnement des lanceurs de cocktails Molotov.

Une ville aux mains des insurgés

« La population a accueilli avec une grande déception l'appel au calme du premier ministre. Elle attendait de celui-ci l'annonce d'un remaniement gouvernemental. Au lieu de calmer les esprits, cette déclaration a eu pour effet d'envenimer la tension », estime l'envoyé spécial du quotidien japonais Asahi à Rangoon, l'un des très rares journalistes étrangers sur place. Il reprend les informations sur les fortes dissensions qui se sont fait jour au sein de l'armée et rapporte que des échanges de coups de feu auraient eu lieu à l'intérieur d'une importante base militaire située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Rangoon, et que le commandant de la base de Toungou, à 160 kilomètres au nord de la capitale, aurait été tué au cours d'affrontements.

Plusieurs autres sources indiquent que des mutineries, apparemment de petite envergure pour le moment, se sont produites dans plusieurs endroits (dont Pégou, Moumein et Prome) et que, pour la première fois, des soldats seraient passés du côté des émeutiers. Ceux-ci apparaissent de mieux en mieux organisés, au point que l'Asahi fait état de l'hypothèse selon laquelle ils seraient encadrés par des éléments rebelles au sein de l'armée.

Is mènent en effet une efficace guerre de rues, se dispersant à l'arrivée des soldats pour se regrouper ensuite, édifient des barricades, incendient des bâtiments publics et attaquent des postes de police. Selon un responsable de la ville thaïlandaise de Rangoon, les émeutiers auraient pris le contrôle de la ville-frontière birmane voisine de Victoria-Point (ou Kowson), à l'extrême sud du pays. Ils ont par ailleurs bouclé le quartier d'Okkapala-Nord, dans la banlieue de Rangoon. L'aviation a menacé de les bombarder s'ils poursuivaient leur action. Dans le même secteur, les opposants auraient attaqué la prison d'Insein, où sont enfermés des milliers de prisonniers politiques, et encerclé une unité militaire d'assez centaine d'hommes, menaçant de les

tuer si des renforts sont envoyés sur place.

L'extension du soulèvement et la violence de la répression expliquent que le bilan réel soit très lourd, bien plus que les soixante-trois victimes officiellement recensées. Les chiffres avancés par les diplomates et les observateurs étrangers varient entre cinq cents et mille cinq cents morts. Les hôpitaux sont pleins et n'ont plus de médicaments. L'armée s'efforce d'empêcher les cadavres pour les incinérer.

Plusieurs pays, dont la France, ont exhorté leurs ressortissants qui se trouvent en visite touristique en Birmanie à quitter le pays, ou bien recommandé à ceux qui auraient l'intention d'y aller d'annuler leur voyage.

Enfin, à Paris, le PS a publié jeudi un communiqué faisant état de « son inquiétude devant l'exacerbation des tendances autoritaires du régime » et affirmant que « seule une démocratisation du régime politique birman pourra créer les conditions du développement économique et social dans ce qui fut un des pays riches d'Asie ». — (UPI, Reuter, AFP, AP.)

Le Quai d'Orsay dément la réouverture prochaine de l'ambassade de France à Phnom-Penh

La France ne rouvrira son ambassade à Phnom-Penh, fermée depuis 1975, qu'après l'établissement d'un « gouvernement indépendant et représentatif du peuple khmer », a réaffirmé, jeudi 11 août, le porte-parole du Quai d'Orsay. Démentant l'information publiée récemment par un hebdomadaire, il a rappelé que « la France ne reconnaît aucun des deux gouvernements qui prétendent parler au nom du peuple khmer ni le gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, dominé par les Khmers rouges, ni le gouvernement de la République populaire du Kampuchéa installé à Phnom-Penh à la faveur de l'occupation vietnamienne ».

La France « se félicite de la décision annoncée par le Vietnam de retirer ses troupes du Cambodge » et elle « observera les conditions dans lesquelles se réalisera cet engagement, dont l'exécution doit pouvoir être contrôlée ». « La France », a ajouté le porte-parole, « souhaite plus que jamais une solution politique au problème du Cambodge » qui « devrait permettre l'installation à Phnom-Penh d'un gouvernement indépendant et représentatif du peuple khmer avec lequel notre pays établit sans tarder des relations officielles ».

Enfin, Paris a réaffirmé le soutien apporté aux efforts du prince Sihanouk pour « rendre au Cambodge sa souveraineté et à son peuple la liberté dont il est privé depuis si longtemps ».

A Pékin, d'autre part, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a réaffirmé, jeudi, la position de son gouvernement selon lequel « la clé d'une solution politique de la question cambodgienne repose sur un retrait rapide et sincère de toutes les troupes vietnamiennes du Cambodge ». La Chine, a-t-il ajouté, « poursuivra son aide aux trois forces patriotiques khmères. La Chine reste ferme sur cette position de principe ».

Ce qui signifie en clair que Pékin n'a pas l'intention d'interrompre son soutien militaire aux Khmers rouges, comme le souhaitait le prince Sihanouk et un certain nombre de pays, en particulier le Japon (le Monde du 12 août). Des conversations sur le Cambodge doivent, par ailleurs, avoir lieu au cours du 20 août à Pékin entre Chinois et Soviétiques.

Khader serait un membre important du groupe terroriste palestinien d'Abou Nidal. Arrêté à Chypre en 1978 pour l'assassinat d'un proche de l'ancien président égyptien Anouar El Sadate, il avait été libéré en 1982. — (AFP, Reuter.)

PASSEZ SUR LE BILLARD

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain

La tour de Hanou - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

Le retour de Mansouria

Mansouria Harrat, l'étudiante de vingt ans emmenée de force en Algérie par sa famille pour y être mariée contre son gré à un cousin qu'elle n'avait jamais vu (le Monde du 11 août), a pu regagner la France, mercredi 10 août, après une intervention des autorités algériennes. Dans une interview au quotidien marseillais le Soir, Mansouria a raconté comment elle avait été enlevée à Toulouse : « Mon frère m'a donné à boire un yaourt liquide, et j'ai senti mes jambes molles avant de m'endormir. Lorsque je me suis réveillée, nous étions sur le parking de l'aéroport de Barcelone. La drogue m'a mise dans un état de dépendance complète. » Le complot de soutien créé pour la défendre estime qu'il s'agit d'une « victoire sur des mœurs dépassées qui violent la liberté individuelle ».

Pas de hausse du prix du timbre-poste

Le prix des lettres et plus son urgents et celui de la lettre urgente affranchie à 2,20 francs ne changent pas. A compter du 16 août, les tarifs postaux internationaux baisseront de 1,6 %. En revanche, la messagerie (envoi de paquets) augmentera à la même date de 4 %, cette hausse étant modulée (hausse de 6 % du paquet urgent, stabilité du prix du paquet ordinaire). Au total, le prix du courrier augmentera de 0,3 %. Par ailleurs, celui des services financiers (envois de mandats) augmentera en moyenne de 7,1 %.

SUPER PROMOTION

1995 Fht

2500 Fht

MACINTOSH SE

1 Mo de mémoire et disque dur interne 20 Mo Apple + clavier + souris + Multitouch + Hypercard

jusqu'au 13 août inclus

9 h - 19 h

KA - 14 rue Magellan - 75008 Paris

téléphone 47 23 72 00

métro George V - Parking gratuit